

BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

**BULLETIN DES STATISTIQUES MONETAIRES, FINANCIERES ET DE
BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE – 2017**

Conakry, Avril 2018

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
Environnement économique international en 2017	7
Environnement économique national en 2017	10
PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES DE LA GUINEE EN 2017	12
I- Évolution des principaux agrégats monétaires en 2017	12
I-1- Masse monétaire et composantes.....	12
I-2- Contreparties de la masse monétaire.....	16
II- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires.....	24
II-1- Présentation du système financier guinéen.....	24
II-2- Cadre réglementaire et procédures.....	29
II-3- Principes comptables applicables aux statistiques monétaires.....	29
DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2017	31
I. Évolution des principaux indicateurs en 2017	31
I-1- Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles.....	31
I-2- Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)	34
I-3- Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance	36
II- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI).....	39
II-1- Cadre réglementaire et institutionnel.....	40
II-2- Résultats attendus du programme	41
TROISIEME PARTIE : INDICATEURS DE SOLIDITE FINANCIERE DE LA GUINEE EN 2017	42
I- Evolution des Indicateurs de Solidité Financière	42
I-1- Indicateurs centraux des Institutions Collectrices de Dépôts (ICD).....	42
I-2-a- Indicateur de levier financier	46
II- Cadre d'élaboration des Indicateurs de Solidité Financières.....	50
II-1- Couverture institutionnelle des Indicateurs de Solidité Financières	50
II-2- Métadonnées des Indicateurs de Solidité Financières.....	51
QUATRIEME PARTIE : LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2017.....	53
I- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2017	53
I-1- Compte des transactions courantes et de ses composantes.....	53

<i>I-2- Compte de capital</i>	64
<i>I-3- Compte financier</i>	64
<i>I-4- Solde global</i>	66
II - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements.....	69
<i>II-1- Cadre institutionnel et réglementaire</i>	69
<i>II-2- Conventions d'enregistrement des transactions</i>	71
<i>II-3- Sources des données</i>	72
CONCLUSION	75
ANNEXES	76

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANAMIF : Agence Nationale de la Microfinance

APIMG : Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée

BCE : Banque Centrale Européenne

BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée

BDP : Balance Des Paiements

BTP : Bâtiment Travaux Public

BDT : Bons du Trésor

CAF : Coût Assurance Fret

CCT : Crédits à Court Terme

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CF : Circulation Fiduciaire

CITI : Classification Internationale Type par Industrie

CMLT : Crédits à Moyen et Long Termes

CTHBP : Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements

DAT : Dépôts à terme

DAV : Dépôts à vue

DCH : Direction des Changes

DD : Dépôts en Devises

DGCC : Direction Générale du Crédit et des Changes

DGD : Direction Générale des Douanes

DGEEM : Direction Générale des Études Économiques et Monétaires

DGES : Direction Générale des Études et des Statistiques

DGNF : Dépôts en francs guinéens

DNP : Direction Nationale du Plan

DPMC : Direction de la Politique Monétaire et du Crédit

DSA : Direction de la Supervision des Assurances

DSBP : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

DTS : Droits de Tirage Spéciaux

FAB : Franco A Bord

FEC : Facilité Élargie de Crédit

FED : Réserve Fédérale Américaine

FMI : Fonds Monétaire International

GNF : Franc Guinéen

IDE : Investissements Directs Étrangers

IG : Inflation en Glissement

IMF : Institution de Microfinance

INS : Institut National de la Statistique

ISF : Indicateur de Solidité Financière

M2 : Masse monétaire au sens large

MBP6 : Sixième Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale

MIC : Marché Interbancaire des Changes

MPCI : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

MSMF 2000 : Manuel de Statistiques Monétaires et financières, publié en 2000

MSCI : Emerging Markets Index

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PIB : Produit Intérieur Brut

PNT : Position Nette du Trésor

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RE : Réserves Excédentaires

RO : Réserves Obligatoires

RT : Réserves Totales

SDMX: Statistical Data and Metadata eXchange

SNFI : Stratégie Nationale de Finance Inclusive

TD : Taux Directeur

TMCE : Taux Moyen sur les Comptes d'Épargne

TMCT : Taux Moyen sur les Comptes à Terme

TMD : Taux Moyen Débiteur

TMP : Taux Moyen Pondéré

USD : Dollar des États-Unis d'Amérique

INTRODUCTION

Environnement économique international en 2017

En 2017, l'environnement économique international a été caractérisé par une progression continue de la croissance économique comparativement à son niveau de 2016.

Les perspectives de l'économie mondiale du FMI font état d'une croissance mondiale de 3,7 % en 2017 contre une croissance de 3,1 % en 2016. Cette situation est le reflet de la bonne tenue de l'activité économique dans les principaux pays développés à l'exception du Royaume Unie et d'une évolution divergente au niveau des principales économies émergentes.

L'économie américaine a continué à croître à un rythme solide en 2017 enregistrant une croissance de 2,3 % après une croissance de 2 % en 2016. Cette tendance est le résultat de l'amélioration des dépenses de consommation des ménages, de l'investissement et des exportations.

La reprise s'est en général affermie en Europe. La zone euro a connu une croissance de 2,4 % en 2017 contre une croissance 1,8 % une année plus tôt, tandis que le Japon après avoir subi des périodes de récession économique, enregistre une croissance de 1,9% en 2017 contre 0,9% en 2016. Cette reprise est tirée par une hausse des investissements des entreprises et des exportations.

Du côté des économies émergentes, la croissance économique de la Chine suit une faible amélioration avec un niveau de 6,8% en 2017 légèrement supérieur à celui de 2016 qui était de 6,7%. Par contre, l'activité économique a ralenti en Inde avec un taux de croissance de 6,7% en 2017 contre 7,1% en 2016.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique s'est améliorée avec une croissance économique de 2,7% en 2017, contre 1,4% en 2016. Cette bonne performance est la combinaison de plusieurs facteurs, à savoir, l'environnement extérieur favorable, le redressement des productions pétrolière et agricole au Nigéria, et l'atténuation de la sécheresse dans les régions de l'Afrique Orientale et Australe.

Sur le marché du travail, les Etats-Unis connaissent une baisse en termes de création d'emploi en 2017, de 148 000 postes à près de 252 000. Par ailleurs, dans la zone euro, la bonne performance de l'activité économique s'est traduite par un

recul du taux de chômage pour s'établir à 8,7%, niveau le plus faible jamais enregistré depuis 2009.

L'inflation au niveau mondial est restée faible, mais élevée dans certains pays en développement.

Sur les marchés financiers, les indices boursiers connaissent des évolutions divergentes, des baisses pour certaines économies et des hausses pour d'autres. Les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni connaissent des hausses de leurs indices tandis que la baisse est enregistrée dans la zone euro à cause de l'appréciation de l'euro. Les marchés obligataires demeurent peu attrayants dans les pays développés.

S'agissant des décisions de politique monétaire, la FED a relevé la fourchette cible des taux fédéraux d'un quart de pourcentage (de 1,25 % à 1,50%) afin de réguler le marché du travail et ramener l'inflation à 2%. La Banque d'Angleterre a aussi relevé son taux directeur à 0,50% en novembre 2017. Pour sa part, la BCE a décidé de maintenir son taux directeur à un niveau historiquement bas de 0% avec un programme d'achat d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros par mois. La Banque du Japon a maintenu son taux directeur inchangé à 0,10 %.

Sur les marchés des changes, le dollar s'est davantage déprécié vis-à-vis de l'euro pour s'échanger à 1,1312 pour un euro à fin 2017, contre 1,1069 pour un euro au terme de l'année précédente, sa deuxième année de dépréciation face à la monnaie unique. La monnaie européenne s'est aussi appréciée vis-à-vis du yen japonais (+4,74%) et de la livre sterling (+6,82%).

Pour ce qui concerne l'évolution des cours des matières premières, des produits de base et des denrées alimentaires, l'année 2017 a été marquée par la poursuite de la hausse du cours du pétrole (Brent) en s'établissant en moyenne à 53,05 dollars le baril. Cette hausse de plus de 25% en un an, s'explique par la réduction des quotas de l'OPEP.

Le cours moyen de l'or a été de 1 258,03 dollars l'once contre 1 247,79 dollars l'once en 2016, soit une hausse de 0,82% qui s'explique entre autres par la faiblesse du dollar, l'environnement de taux négatifs ou proches de zéro. En outre, les banques centrales ne vendent plus d'or depuis 2008, et certaines, comme les banques centrales russe et turque, continuent d'en acheter.

Le cours moyen de l'argent s'est chiffré à 17,07 dollars l'once contre 17,38 dollars l'once en 2016, soit une baisse de 1,78% dont la tendance est divergente à celle de l'or.

Le cours de l'aluminium a enregistré une hausse de 24,06%, passant de 1 609,80 USD/tonne en 2016 à 1 997,04 USD/tonne en 2017, atteignant au mois d'octobre, 2 150,64 USD/tonne, son plus haut niveau depuis la crise financière. Cette situation s'explique par des efforts importants de la Chine pour limiter ses gigantesques surcapacités.

Pour enrayer la production, elle a décidé de fermer les sites produisant illégalement, c'est-à-dire sans respect des règles de protection de l'environnement et de la consommation d'énergie édictées en 2015.

Sur l'année 2017, l'indice FAO des prix des produits alimentaires (riz, sucre et oléagineux), a été en moyenne de 174,6 points, soit 8,11% de plus qu'en 2016.

Perspectives de l'environnement économique international en 2018

Selon les prévisions du FMI, la dynamique vigoureuse observée en 2017 devrait persister en 2018 et en 2019 : la croissance mondiale sera de 3,9 %, pour les deux années.

Parmi les principaux pays avancés, la croissance de l'économie américaine devrait se hisser à 2,7 % en 2018 et 2,5% en 2019.

Dans la zone euro, la reprise de l'activité devrait être soutenue par l'assouplissement de la politique monétaire, et l'affermissement de la demande intérieure et extérieure. Une croissance de 2,2 % est attendue pour la zone en 2018 et 2% en 2019.

Dans les pays émergents, la croissance devrait rebondir à 4,9 % en 2018 puis à 5,0 % en 2019.

En Afrique subsaharienne, les perspectives de croissance pour 2018 sont à 3,3 %, bien en dessous du fort dynamisme que la région a affiché de 2003 à 2008 avec un taux de 6,8 %. La croissance devrait légèrement rebondir en 2019 pour atteindre 3,5 %.

Par-delà les prévisions à court terme, d'importants risques pèsent sur les perspectives, notamment dans le cas des pays émergents et en développement, ce qui pourrait enrayer la reprise mondiale.

Ces risques concernent pour l'essentiel, le repli des cours des matières premières, une escalade des tensions géopolitiques actuelles, une appréciation plus forte du dollar et un durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale.

Environnement économique national en 2017

Au plan national, l'année 2017 a été marquée par une forte croissance de l'activité économique avec un taux estimé à 12,7 % contre 10,5 % l'année précédente. Cette évolution s'explique par le dynamisme soutenu par la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) et un renforcement des investissements dans les secteurs minier, énergétique et agricole.

La Banque Centrale a maintenu une politique d'assouplissement des conditions monétaires dans le but de soutenir la croissance économique. Elle a baissé le taux des réserves obligatoires de 18 % à 16 % en mars 2017 et, et laissé inchangé son taux directeur à 12,5%.

S'agissant de l'inflation, elle a enregistré une légère hausse, atteignant ainsi 8,8 % en 2017 contre une inflation en moyenne annuelle de 8,3 % un an plutôt. Cette hausse résulte de l'augmentation des prix du sous-groupe produits alimentaires.

Sur le marché officiel des changes, le franc guinéen s'est apprécié de 2,4 % par rapport au dollar en un an. Son cours est passé de GNF 9 225,3078 pour un dollar en 2016 à GNF 9 006,3529 pour un dollar en 2017. Quant au cours du franc guinéen par rapport à l'euro, il s'est déprécié de 11,5%, passant de GNF 9 643,2172 pour un Euro en 2016 à GNF 10 748,1865 pour un Euro en 2017.

La situation des finances publiques s'est caractérisée en 2017 par une aggravation du déficit budgétaire, avec un solde budgétaire base engagement (dons compris) déficitaire de GNF 1 836,48 milliards (soit -2,1% du PIB) contre un excédent de GNF 139,85 milliards en 2016 (soit 0,3% du PIB).

Les recettes et dons ont été de GNF 14 341,90 milliards en 2017 contre GNF 12 325,72 en 2016.

S'agissant des dépenses, elles ont été de GNF 16 178,38 milliards en 2017 contre GNF 12 185,86 milliards en 2016.

Perspectives de l'environnement économique national en 2018

En 2018, la croissance économique devrait se situer à 7,9%. Cette évolution serait soutenue par le dynamisme du secteur minier, de la construction, du commerce et de l'agriculture.

Sur le plan des finances publiques, les recettes sont projetées à 14,9% du PIB en hausse de 2 points de pourcentage par rapport à 2017. Quant aux dépenses, elles se situeraient à 18,9% du PIB, en hausse de 2,6 points de pourcentage par rapport à 2017.

Le budget dégagerait un solde de base (dons compris) de -2% du PIB, soit une amélioration de 0,1point de pourcentage par rapport à 2017.

La coordination des politiques budgétaire et monétaire devrait faire reculer légèrement l'inflation, pour s'établir à 8,5% en 2018 contre une moyenne annuelle de 8,8% en 2017.

Sur le plan monétaire et des changes, la BCRG continuera sans préjudice à l'objectif de stabilité des prix, de soutenir la croissance économique. Elle s'assurera également que les taux de règlement pour les transactions du marché de change demeurent à l'intérieur d'une bande de $\pm 2\%$.

PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES DE LA GUINEE EN 2017

I- Évolution des principaux agrégats monétaires en 2017

I-1- Masse monétaire et composantes

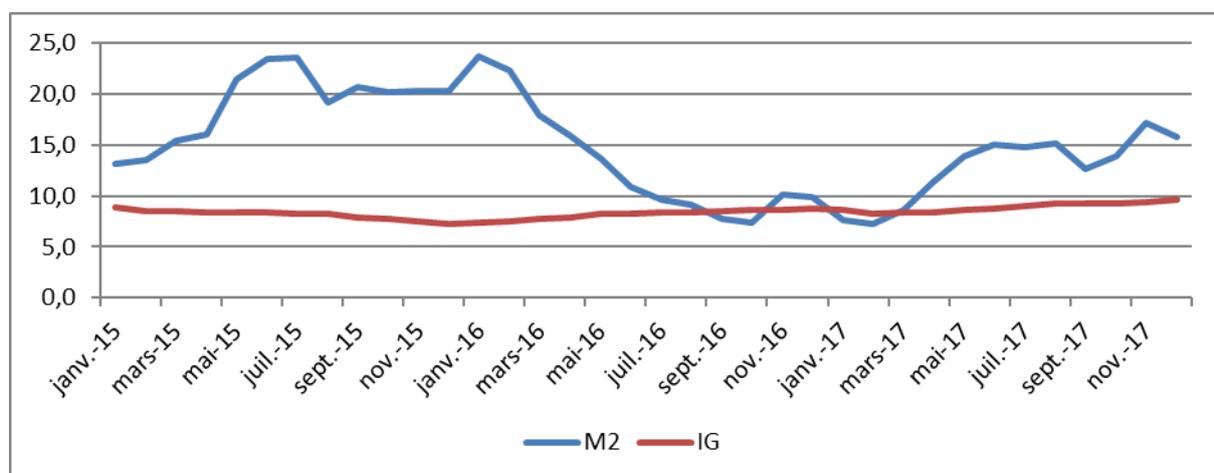
I.1.a. Masse monétaire et inflation

À fin décembre 2017, la masse monétaire se chiffre à GNF 22 458,37 milliards contre GNF 19 394,66 milliards à fin décembre 2016, soit une hausse de 15,8%. Cette progression résulte d'un accroissement simultané des avoirs extérieurs nets de 60,5% et des avoirs intérieurs nets de 7,4%.

L'inflation en glissement annuel s'établit à 9,6% contre 8,7% en 2016, soit une hausse de 0,9 point de pourcentage. En moyenne annuelle, l'inflation s'établit à 8,8% contre 8,2% en 2016, soit une hausse de 0,6 point de pourcentage et l'inflation sous-jacente représentée par l'indice hors énergie et produits frais se situe à 4,0% contre 3,6% en 2016, soit une hausse de 0,4 point de pourcentage.

Entre décembre 2016 et décembre 2017, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 14,2% en glissement annuel, notamment au niveau des sous-groupes légumes, poisson et sel et épices qui s'accroissent respectivement de 20,5% ; 18,8% et 15,9% sur la période.

Évolution de l'inflation et de la masse monétaire en glissement annuel

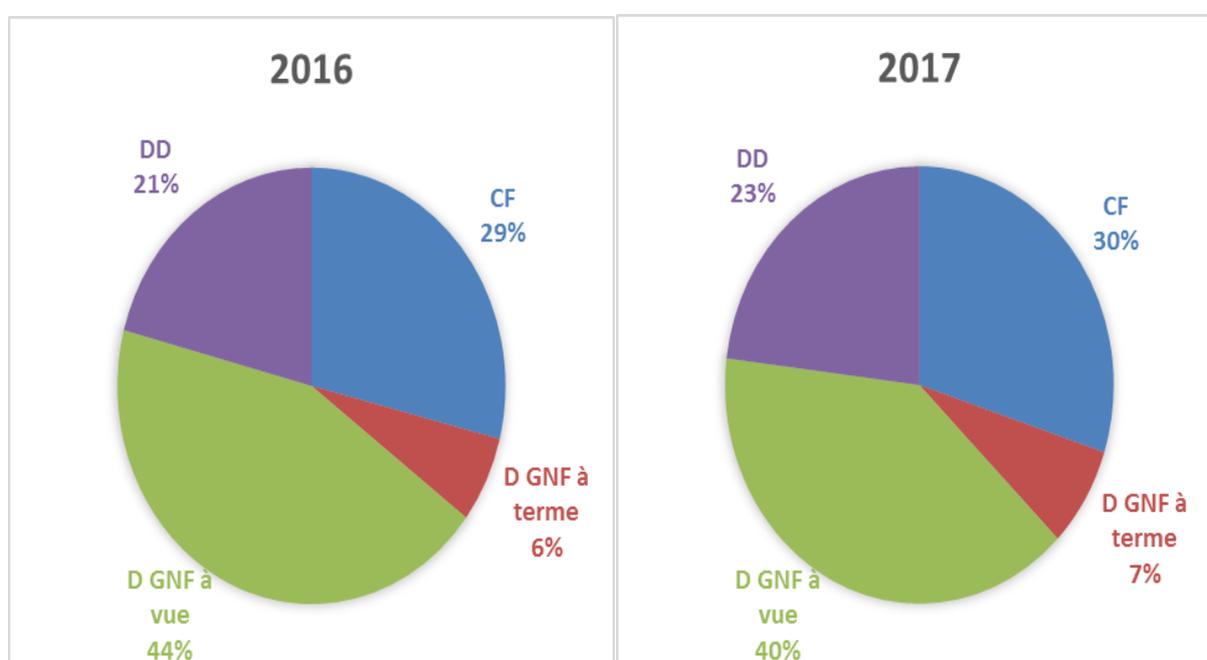


Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/INS

I.1.b. Composantes de la masse monétaire

Au 31 décembre 2017, la structure de la masse monétaire reste dominée par les dépôts à vue en francs guinéens comme en 2016, même si sa part a reculé de 4 points de pourcentage en un an. En effet, ils représentent 40% contre 44% un an auparavant. Quant aux dépôts en devises, ils représentent 23% de la masse monétaire en décembre 2017 contre 21% à fin 2016. La circulation fiduciaire a progressé d'un point de pourcentage, passant ainsi de 29% en 2016 à 30% en 2017.

Graphique : Structure de la masse monétaire (répartition de M2 en %)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

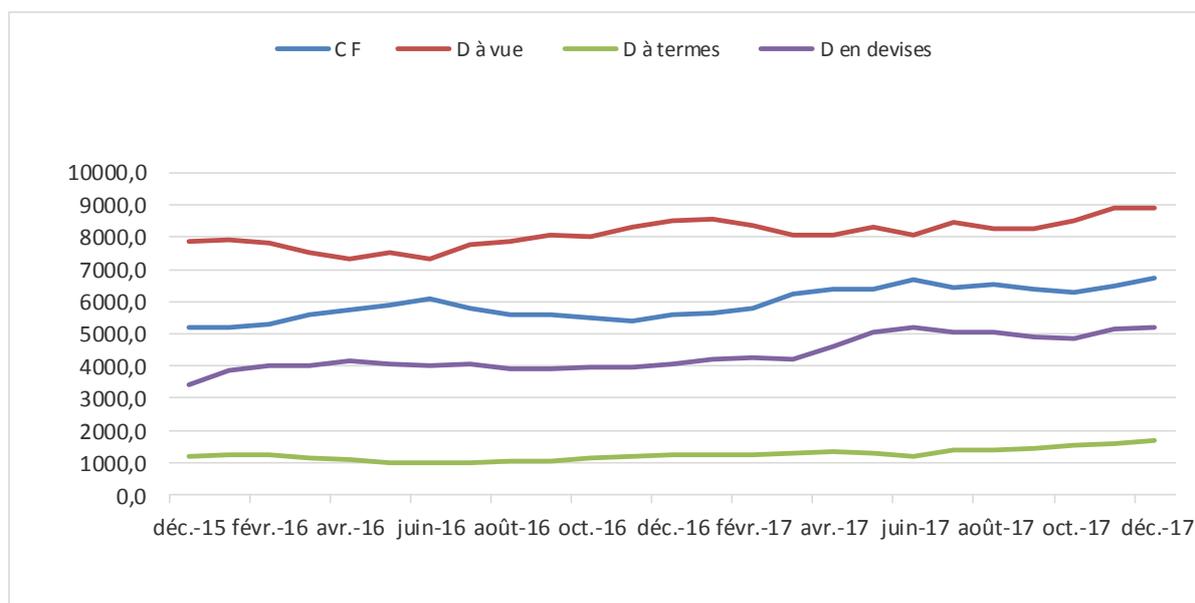
Circulation fiduciaire

À fin décembre 2017, la circulation fiduciaire s'élève à GNF 6 731,59 milliards contre GNF 5 608,07 milliards à fin décembre 2016, soit une hausse de 20%. Cet accroissement s'expliquerait en grande partie par la hausse des avoirs extérieurs nets et la détérioration de la position nette du Trésor dans le système bancaire.

Dépôts en devises et en GNF

Sur la période, les dépôts en devises et en francs guinéens augmentent respectivement de 27,8% et 8,36%, en raison du dynamisme des activités économiques.

Évolution des composantes de la masse monétaire (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

Encadré 1 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires

1. Vitesse de circulation de la monnaie

La vitesse de circulation de la monnaie est le nombre de fois en moyenne qu'une unité monétaire est utilisée dans des transactions au cours d'une période donnée. Elle est mesurée par le rapport entre le PIB nominal et la masse monétaire.

En 2017, chaque franc guinéen a circulé en moyenne 4 fois contre 3 fois en 2016. Cette évolution traduit un regain de confiance dans l'économie nationale.

Rubriques	Années					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	11 449,86	13 067,54	14 671,81	17 644,34	19 394,61	22 458,37
PIB nominal en milliards de GNF (2)	42 642,74	47 250,29	50 764,20	50 474,90	58 348,66	99 807
Vitesse de circulation de la monnaie (2) / (1)	3,72	3,62	3,46	2,86	3,01	4,44
Taux de liquidité de l'économie (1) / (2)	27%	28%	29%	35%	33%	22,5%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

2. Le taux de liquidité de l'économie

Le taux de liquidité de l'économie correspond à l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie, autrement dit c'est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il traduit le niveau de développement de la sphère financière dans la mesure où un faible degré de monétisation de l'économie serait la résultante d'un niveau de sophistication élevée du système financier qui permet aux individus de détenir moins de monnaie.

Sur la même période, le taux de liquidité de l'économie a perdu 10,5 points de pourcentage pour se situer à 22,5% en 2017 contre 33% en 2016..

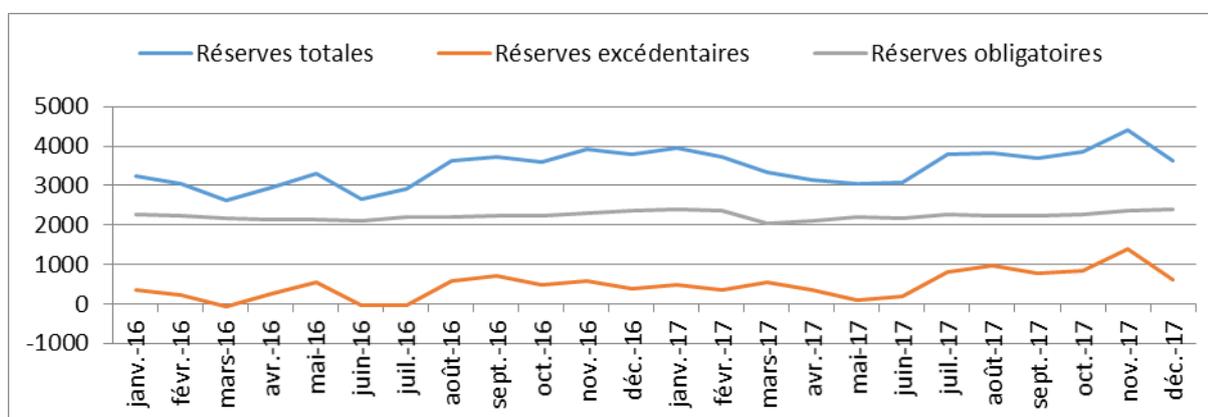
I.1.c. Base monétaire

Comparativement à son niveau de fin décembre 2016, la base monétaire a progressé de 10,3% pour atteindre GNF 11 137,60 milliards au 31 décembre 2017.

Cette augmentation est essentiellement tirée par l'accroissement de la monnaie en circulation, contenu par une diminution des réserves des banques.

La contraction des réserves des banques est causée par un repli des encaisses de 41,3%, alors que les dépôts sont en progression de 9,2%. Les réserves obligatoires et excédentaires se sont accrues respectivement de 1,4% et 56%.

Évolution des réserves des banques (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

Encadré 2 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires (suite et fin)

3. Le multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire (de crédit) est la théorie qui explique quel montant de crédit (de masse monétaire) peut être distribué par les banques à partir de la base monétaire créée par la Banque Centrale (banque Natixis, février 2007). Il est mesuré par le rapport entre la masse monétaire et la base monétaire.

En 2017, un franc guinéen de monnaie centrale donne lieu à 2,02 GNF de crédits contre 1,92 GNF en 2016.

Rubriques	Années					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	11 449,86	13 067,54	14 671,81	17 644,34	19 394,61	22 455,37
Base monétaire en milliards de GNF (2)	6 430,48	7 440,85	8 520,92	8 738,90	10 096,57	11 137,60
Avoirs extérieurs bruts de la BCRG en milliards de GNF (3)	4 484,33	4 937,93	5 433,17	3 689,12	5 476,31	6 044,31
Multiplicateur monétaire (1) / (2)	1,78	1,76	1,72	2,02	1,92	2,02
Taux de couverture de l'émission monétaire (3) / (2)	69,7%	66,4%	63,8%	42,2%	54,2%	54,3%

Source : BCRG/DGES/DSBP

4. Le taux de couverture de l'émission monétaire

Le taux de couverture de l'émission monétaire est le rapport entre les avoirs extérieurs bruts et la base monétaire.

Le taux de couverture s'est amélioré de 0,1 point de plus, pour s'établir à 54,3 % en 2017 contre 54,2 % un an plus tôt. Cette progression est liée à la hausse des réserves de change.

I-2- Contreparties de la masse monétaire

La croissance de la masse monétaire en 2017 résulte de la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets (60,5%) et des avoirs intérieurs nets (7,4%).

I.2.a. Avoirs extérieurs nets

L'évolution à la hausse des avoirs extérieurs nets constatée depuis 2016 s'est poursuivie en 2017. Par rapport à l'année précédente, ils se sont accrus de 60,5% pour se situer à GNF 4 935,50 milliards. La progression des avoirs extérieurs nets

résulte principalement de la hausse de la position extérieure des banques et, dans une moindre mesure, de l'accroissement des réserves de change.

Réserves de change

Entre décembre 2016 et décembre 2017, les réserves brutes de change sont passées de USD 602,90 millions à USD 657,71 millions, soit une hausse de 9,1%. Cette progression est due au niveau élevé des recettes en devises (USD 817,45 millions) par rapport aux dépenses en devises (USD 737,37 millions).

Avec ces réalisations, les réserves de change de la Nation couvrent 3,16 mois d'importations de biens et services contre 2,80 mois d'importations en 2016.

a-1. Les recettes en devises de la Nation

À fin décembre 2017, le cumul des recettes se chiffre à USD 817,45 millions contre USD 687,50 en décembre 2016, soit une hausse de 18,9%. Cette évolution s'explique notamment par l'accroissement des dépôts des banques à la BCRG et des recettes minières sur la période.

En effet, comparativement à fin décembre 2016, les dépôts des banques à la Banque Centrale se sont accrus de USD 169,31 millions (46,32%) pour s'établir à USD 534,80 millions à fin décembre 2017.

Les recettes minières s'établissent à USD 167,49 millions au 31 décembre 2017, en hausse de USD 14,50 millions (9,5%) par rapport à leur niveau un an plus tôt. Cette évolution s'explique par l'amélioration de la collecte des taxes et royalties liées à l'entrée en productions de nouvelles sociétés minières.

En revanche, sur la période sous revue, les autres recettes de l'État baissent de 33,3% pour s'établir à USD 91,68 millions à fin décembre 2017. Cette baisse est liée au non encaissement de certains appuis budgétaires attendus des bailleurs de fonds institutionnels, notamment de la Banque Mondiale.

a-2. Les dépenses en devises de la Nation

À fin décembre 2017, le cumul des dépenses s'établit à USD 737,37 millions contre USD 578,55 millions à fin décembre 2016, soit un accroissement de 27,5% qui s'explique en grande partie par la hausse des transferts au profit des banques et des autres dépenses courantes de l'État.

Les transferts au profit des banques s'élèvent à USD 423,69 millions à fin décembre 2017 contre USD 326,80 millions à fin décembre 2016, soit une hausse de USD 96,89 millions (29,6%). Cette situation s'explique essentiellement par la reprise des opérations du Marché des Enchères Bilatérales de Devises (MEBD) ayant entraîné une augmentation du nombre des demandes de transferts des banques primaires.

Quant aux autres dépenses courantes de l'État, elles augmentent de 26,8% pour se situer à USD 178,15 millions à fin décembre 2017 contre USD 140,45 millions à fin décembre 2016.

a-3. Le solde du budget en devises

À fin décembre 2017, le solde de l'exécution budgétaire en devises est ressorti excédentaire de USD 80,08 millions contre USD 108,95 millions un an auparavant, soit une détérioration de USD 28,86 millions.

Cette régression est essentiellement liée à l'augmentation des autres dépenses courantes de l'État durant le dernier trimestre de 2017. Toutefois, la tendance excédentaire du budget en devises est maintenue.

Évolution de l'exécution du budget en devises (en millions USD)

	2016	2017	Variation	
			Valeur	%
1- Solde du budget en devises (2-3)	108,95	80,08	-28,86	-26,5
2- Recettes en devises	687,50	817,45	129,95	18,9
dont: Recettes minières	152,99	167,49	14,50	9,5
Autres recettes	137,45	91,68	-45,77	-33,3
Dépôts des banques	365,49	534,80	169,31	46,3
3- Dépenses en devises	578,55	737,37	158,82	27,5
dont: Dette extérieure	73,80	62,07	-11,73	-15,9
Autres dépenses courantes de l'État	140,45	178,15	37,70	26,8
Dépenses de la BCRG	19,09	15,82	-3,27	-17,1
Transferts des banques	326,80	423,69	96,89	29,6

Source : BCRG/DGCC/DCH

a-4. Le marché interbancaire de change et le taux de change

Dans le cadre d'une amélioration des méthodes de travail et sur recommandation du Fonds Monétaire International (FMI), la pratique du Marché Interbancaire des changes (MIC) a été remplacée courant 2016 par celle du Marché aux Enchères Bilatérales de Devises (MEBD). L'année 2017 a été marquée par la poursuite des réformes entamées par la BCRG en 2016 pour renforcer les réserves de change et stabiliser la valeur du franc guinéen (GNF) par rapport aux principales devises notamment le dollar US et l'Euro.

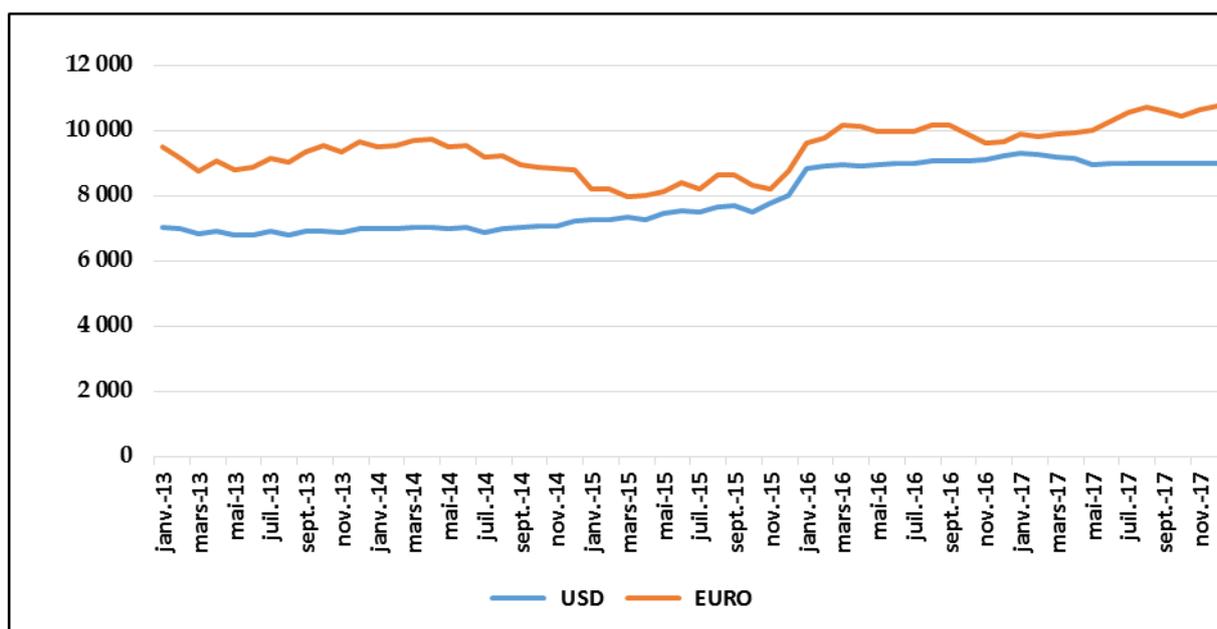
En conséquence, les cours de transaction des principales devises de référence (USD, EUR) ont connu des évolutions contrastées sur les deux (2) compartiments du marché des changes.

En effet, le cours de change du dollar US par rapport au franc guinéen s'est établi, à fin 2017 à GNF 9 006,3529 contre GNF 9 225,3078 à fin 2016 sur le marché officiel et à GNF 9 073,3333 contre GNF 9 616,6667 sur celui des bureaux de change agréés, soit une appréciation de 2,4% sur le marché officiel et de 5,6% sur celui des bureaux de change.

En ce qui concerne l'euro, le cours sur le marché officiel est passé de GNF 9 643,2172 à GNF 10 748,1865, tandis que sur celui des bureaux de change, il passe de GNF 10 205,0000 à GNF 10 681,6667 soit une dépréciation respective de 11,46% et 4,67%.

La prime de change du dollar US passe de 4,07% à 0,74% sur la période, atteignant un plus bas niveau de -0,02% le 24 mai 2017, consacrant ainsi l'unification des deux marchés.

Évolution du taux de change (fin de période)



Source : BCRG/DGCC/DCH

Position extérieure nette des banques

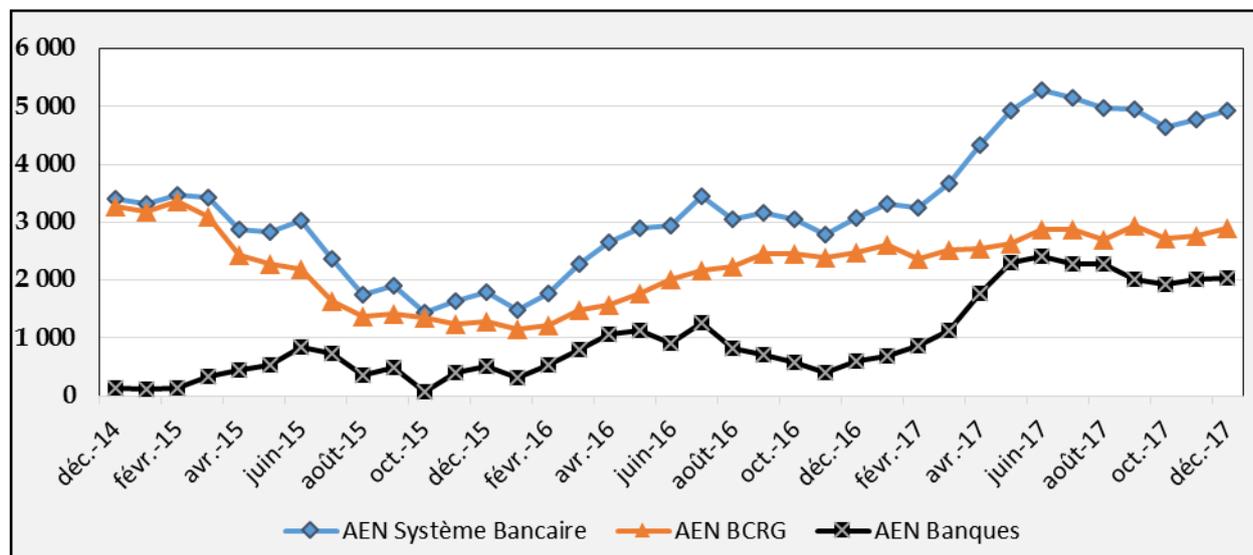
Par rapport à fin décembre 2016, la position extérieure nette des banques augmente de GNF 1 439,71 milliards (USD 159,85 millions) pour se situer à GNF 2 034,24 milliards au 31 décembre 2017. Cette forte hausse est imputable essentiellement à la hausse plus marquée des avoirs extérieurs bruts des banques et la baisse des engagements extérieurs.

En effet, sur la période sous revue, les avoirs extérieurs bruts des banques progressent de GNF 1 097,98 milliards (73,4%) pour se situer à GNF 2 594,21

milliards, en raison notamment du rapatriement des recettes d'exportation dans le secteur minier et agroalimentaire.

De plus, les engagements extérieurs baissent de 41,1% pour se situer à GNF 531,16 milliards à fin décembre 2017, en liaison avec les remboursements des emprunts extérieurs arrivés à l'échéance.

Évolution des avoirs extérieurs nets (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

I.2.b. Avoirs intérieurs nets

À fin décembre 2017, les avoirs intérieurs nets se chiffrent à GNF 17 522,87 milliards contre GNF 16 319,88 milliards à fin décembre 2016, soit une hausse de 7,4%. Cette progression s'explique principalement par la détérioration de la position nette du Trésor dans le système bancaire, renforcée par une légère hausse des crédits au secteur privé.

Position Nette du Trésor auprès du système bancaire

En effet, la position nette du Trésor auprès du système bancaire s'établit à GNF 11 109,54 milliards à fin décembre 2017, en détérioration de GNF 964,56 milliards (9,5%) par rapport à son niveau au 31 décembre 2016.

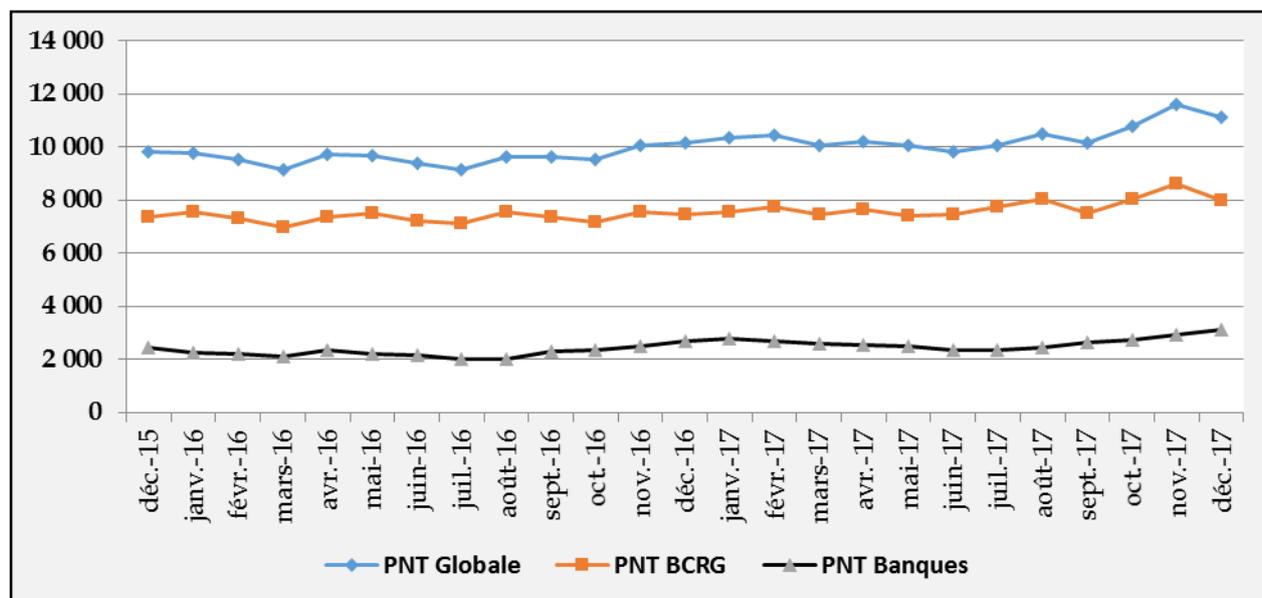
b-1. Position Nette du Trésor à la BCRG

L'endettement net du Trésor à la Banque Centrale augmente de 7%, pour s'établir à GNF 7 982,97 milliards à fin décembre 2017 contre GNF 7 462,35 milliards à fin décembre 2016. Au cours de l'année sous revue, la dégradation de la position nette débitrice du Trésor dans les livres de la Banque Centrale est imputable à une hausse plus marquée des dépenses du Trésor par rapport à ses ressources.

b-2. Position Nette du Trésor dans les banques

Au 31 décembre 2017, la position nette débitrice du Trésor dans les banques commerciales s'établit à GNF 3 126,57 milliards contre GNF 2 682,79 milliards à fin décembre 2016, soit une progression de 16,5%. Cette évolution résulte des crédits alloués à l'État à travers les Bons de Trésor (BDT) qui se chiffraient à GNF 4 038 milliards à fin 2017, contre GNF 3 578,75 milliards au cours de l'année précédente.

Évolution de la position nette du Trésor auprès du système bancaire (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

Crédits à l'économie

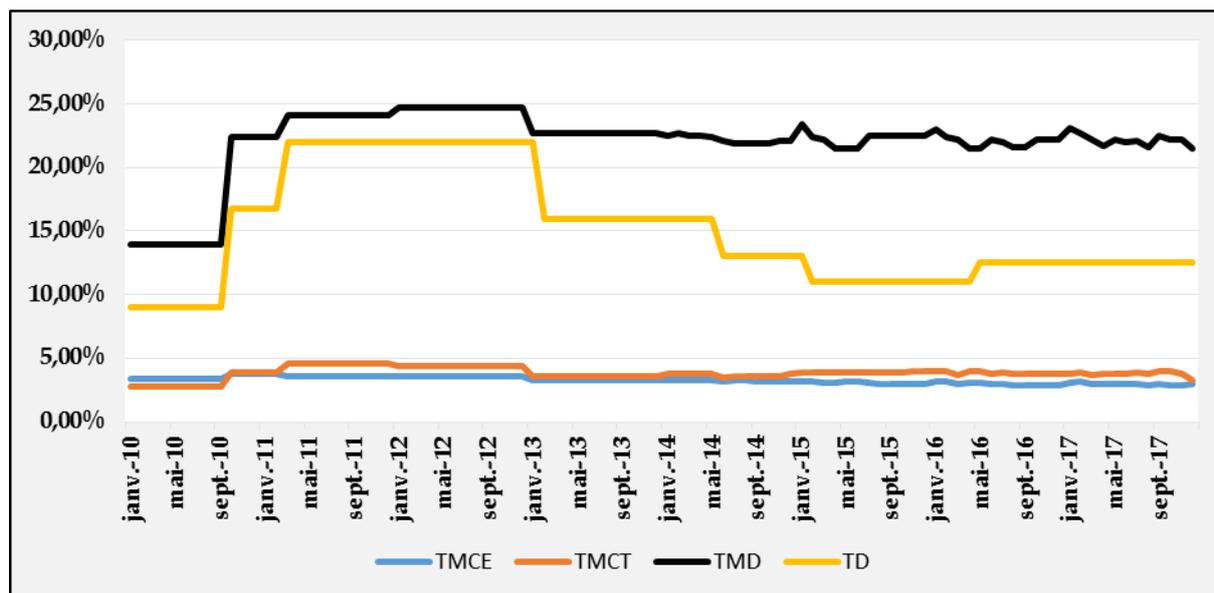
b-3. Les taux d'intérêts

Dans un contexte caractérisé par une tendance haussière des prix observée depuis le début de l'année 2016, la Banque Centrale a maintenu inchangé à 12,5% son taux directeur sur l'année 2017. Cependant, les taux des banques sur le marché monétaire ainsi que les taux débiteur, créditeur et ceux sur les comptes d'épargne baissent.

En effet, sur le marché des bons du Trésor, tous les taux moyens pondérés sont en baisse. Le taux moyen pondéré (TMP) des bons du Trésor à 91 jours s'établit à 7,8% à fin décembre 2017, contre 14,4% à fin octobre 2016. Quant au TMP des BDT à 182 jours, ils se chiffrent à 9,5% à fin décembre 2017, contre 15% à la même période de l'année précédente. Concernant le TMP des BDT à 364 jours, il s'établit à 11,1% à fin 2017, contre 16,5% une année plutôt.

Aussi, les taux débiteurs maximum et les taux créditeurs minimum sur les comptes à terme baissent légèrement. En moyenne, ils se situent respectivement à 21,50% et 3,27% à fin décembre 2017, contre 22,16% et 3,78% à fin décembre 2016. Quant au taux minimum sur les comptes d'épargne, il s'établit à 2,93% en décembre 2017, en baisse de 0,07 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Évolution des taux d'intérêts



Source : BCRG/DGCC/DPMC

b-4. Les maturités des crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie à fin décembre 2017 atteint GNF 8 220,17 milliards contre GNF 8 033,31 milliards à fin 2016, soit une hausse de 2,3%. Le ratio des crédits à l'économie sur le PIB s'établit à 10,3% en 2017 contre 8,2% en 2016, soit une hausse de 2,1 point de pourcentage.

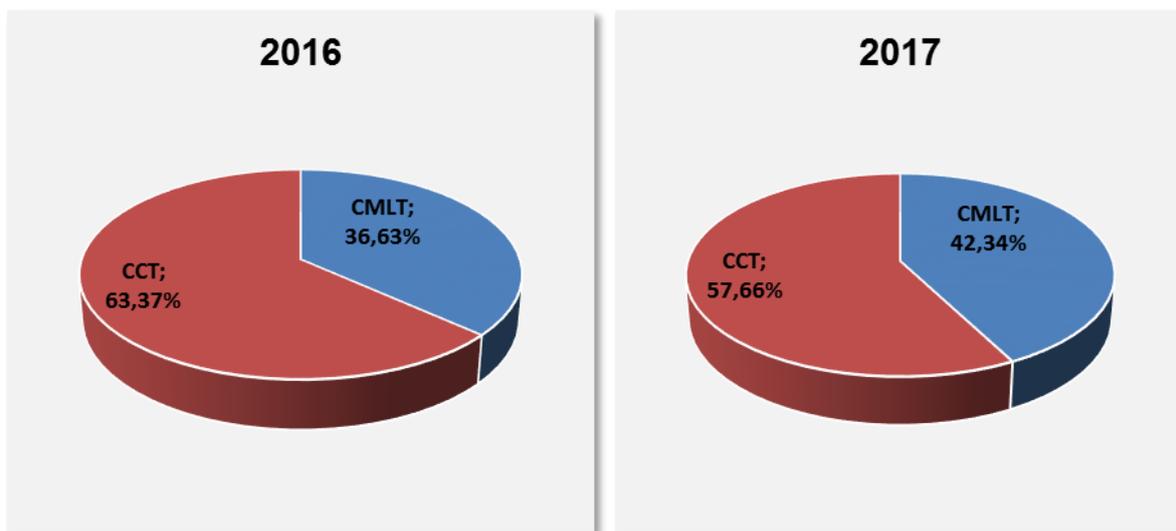
Sur la période sous revue, la progression des crédits à l'économie s'explique principalement par l'accroissement des crédits d'investissement mis en place par les banques en faveur des sociétés privées et des particuliers.

Les crédits accordés à l'économie restent dominés par les crédits à court terme qui représentent 57,7% du total en 2017 contre 63,4% en 2016. Ils s'établissent à GNF 4 739,86 milliards à fin décembre 2017 contre GNF 5 090,74 milliards, soit une baisse de 6,9 %.

Quant aux crédits à moyen et long termes, ils progressent de 18,3% pour se situer à GNF 3 480,31 milliards à fin décembre 2017. Ils représentent 42,3% du total en 2017 contre 36,6% en 2016.

La prépondérance des crédits à court terme s'explique par le fait que les dépôts effectués par la clientèle sont en général des dépôts à vue.

Structure des crédits à l'économie par maturité



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

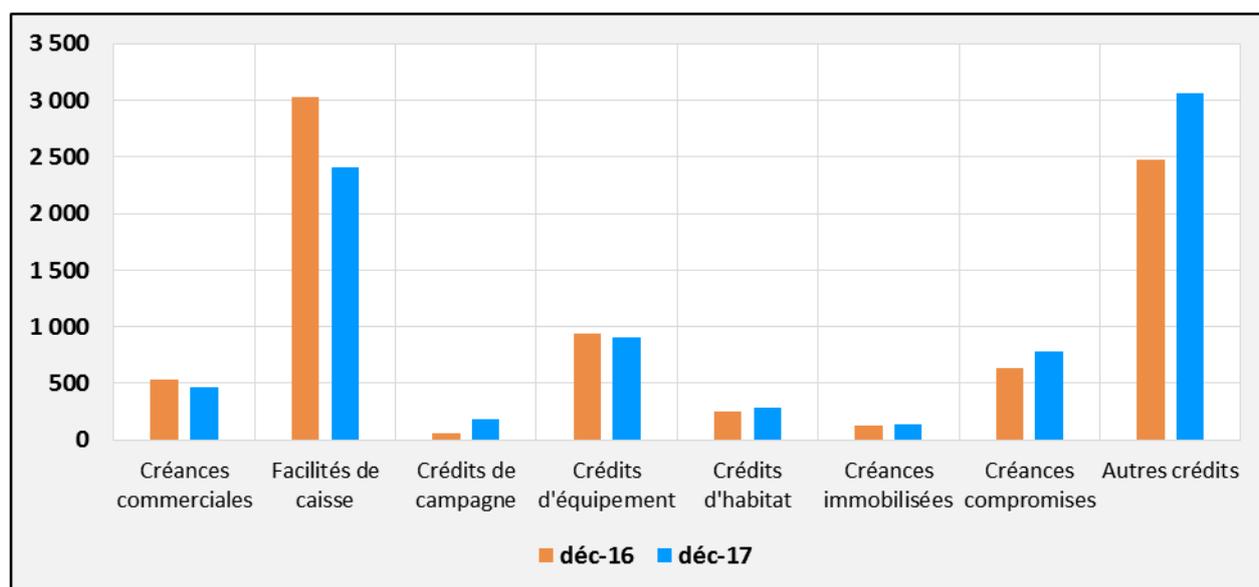
b-5. L'orientation des crédits à l'économie

En 2017, la hausse de l'encours des crédits à l'économie concerne l'ensemble de ses catégories, à l'exception des facilités de caisse, des créances commerciales et des crédits d'équipement.

Ainsi, les crédits de campagne se sont accrus de GNF 125 milliards entre 2016 et 2017. Sur la même période, les créances compromises et les autres crédits s'accroissent chacun de 23,8%, pour s'établir respectivement à GNF 787,13 milliards et GNF 3 059,61 milliards. Quant aux crédits d'habitat et créances immobilisées, ils progressent de 14,3% et 8,7% respectivement.

Cependant, sur la période sous revue, les créances commerciales et les crédits d'équipement baissent de 13,4% et 3,3%, en se chiffrant à GNF 460,59 milliards et GNF 904,64 milliards respectivement. De même, les facilités de caisse ont connu un repli de 20,6% sur la période considérée, pour s'établir à GNF 2 403,87 milliards à fin décembre 2017.

Évolution par catégorie de crédits à l'économie en milliards de GNF



Source : BCRG/DGCC/DPMC

II- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires

II-1- Présentation du système financier guinéen

Le système financier guinéen comprend une Banque Centrale, des établissements de crédit, des compagnies d'assurance, des institutions de microfinance, des sociétés de transfert d'argent et des bureaux de change.

II-1- a- La Banque Centrale de la République de Guinée

Elle joue le rôle d'Institut d'émission, conduit la politique monétaire, gère les réserves de change de la Nation, effectue les opérations avec le Fonds Monétaire International en tant qu'agent financier de l'Etat et assure la surveillance du système financier.

I-1-b- Les établissements de crédit

Au 31 décembre 2017, le paysage bancaire Guinéen compte 16 Banques qui entretiennent un réseau de 170 agences et 159 distributeurs automatiques de billets

pour plus de 606 488 clients et 2 245 agents et cadres, soit 8 nouvelles agences et 9 nouveaux distributeurs automatiques ouverts au cours de l'exercice 2017.

Les banques évoluant en Guinée sont :

- ✓ BIG (Banque Islamique de Guinée) ;
- ✓ BICIGUI (Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée) ;
- ✓ SGBG (Société Générale de Banques en Guinée) ;
- ✓ ORABANK GUINEE ;
- ✓ BPMG (Banque Populaire Maroco-Guinéenne) ;
- ✓ ECOBANK GUINEE ;
- ✓ BSIC GUINEE (Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée) ;
- ✓ BCI GUINEE (Banque pour le Commerce et l'Industrie de Guinée) ;
- ✓ BNG (Banque Nationale de Guinée) ;
- ✓ FBNBANK GUINEE ;
- ✓ FIBANK GUINEE;
- ✓ UBA GUINEE (United Bank for Africa);
- ✓ Skye Bank-Guinée ;
- ✓ NSIA BANQUE GUINEE ;
- ✓ Afriland First Bank de Guinée, et
- ✓ BDG (Banque de Développement de Guinée).

Sur le plan réglementaire, plusieurs Décisions du Comité des Agréments et Instructions du Gouverneur de la BCRG ont été prises courant 2017 relatives, notamment à l'agrément des Dirigeants et Commissaires aux comptes et aux textes d'application de la Loi Bancaire, soit un total de 18 Décisions et 3 Instructions qui se décomposent comme suit :

- ✓ Douze (12) décisions portant sur l'agrément des Dirigeants ;
- ✓ Deux (02) décisions relatives à l'exercice de la fonction de Commissaire aux Comptes ;

- ✓ Quatre (04) décisions relatives l'Actionnariat et à l'augmentation du Capital ;
- ✓ Trois (03) instructions relatives à la notification.

II-1-c- Les compagnies d'assurance

Onze (11) compagnies ont animé le marché des assurances en 2017. Ce sont :

- ✓ UGAR-ACTIVA ;
- ✓ La Société Guinéenne d'Assurance Mutuelle (SOGAM SA) ;
- ✓ La Mutuelle des Travailleurs de Guinée (MUTRAGUI SA) ;
- ✓ La Société Nouvelle d'Assurance de Guinée (SONAG SA) ;
- ✓ L'International Insurance Company Guinea (IIC Guinée SA) ;
- ✓ La Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance de Guinée (NSIA Guinée SA) ;
- ✓ ACTIVA- Vie;
- ✓ SAHAM ;
- ✓ SUNU ;
- ✓ SAAR-Guinée ;
- ✓ La société mutuelle d'assurance (MICARE SM)

A côté des sociétés d'assurance, il existe le Fonds de garantie automobile et la carte brune CEDEAO.

En 2017, un nouveau code des Assurances a été promulgué pour renforcer la sécurité du marché et se conformer davantage aux standards internationaux.

II-1-d- Les institutions de microfinance

Les institutions de microfinance sont des structures qui n'ont pas le statut de banque mais qui pratiquent, à titre habituel, des opérations de crédit ou de collecte d'épargne et offrent des services financiers spécifiques au profit des populations évoluant pour l'essentiel en marge du circuit bancaire traditionnel (article 2 §1 de la Loi sur la Microfinance).

En 2017, la République de Guinée a adopté une nouvelle loi sur les Institutions Financières Inclusives. Cette loi modernise la réglementation sur la microfinance,

dote les Etablissements de Monnaie Electronique d'un cadre juridique plus stable et encadre les futurs services financiers de la poste.

Le marché de la Microfinance a enregistré deux nouvelles autorisations. Ce qui porte le nombre de structures à vingt-cinq (25) institutions toutes catégories confondues dont (22) en activité. Ce sont :

Catégorie 1 : Structures mutualistes ou coopératives (elles sont au nombre de 10)

- ✓ Les Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit de Guinée (CPECG-yèè Mali) ;
- ✓ La Société Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée (MIGUI) ;
- ✓ Le Réseau des Caisses Communautaires d'Epargne et de Crédit de Guinée DIAMA DJIGUI ;
- ✓ La Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Pêcheurs Artisanaux de Guinée (MECREPAG) ;
- ✓ Le Groupement d'Appui à l'Autopromotion Economique et Sociale – GIE (GAAS – GIE NAFAYA de Guinée) ;
- ✓ La Caisse d'Appui aux Initiatives de Développement Economique Local (CAIDEL) ;
- ✓ La Mutuelle de Crédit et d'Epargne et SABOU GUINEE ;
- ✓ La Coopérative de promotion du Crédit Social Solidaire GIE (HAMI YARA) ;
- ✓ Les Modèles MUFFA et MC2 d'AFRILAND FIRST BANQUE ;
- ✓ La Faitière des Associations des Services Financiers de la Basse Guinée (FASEFBG) ;

Catégorie 2 : Sociétés Anonymes (elles sont au nombre de 10)

- ✓ Le Crédit Rural de Guinée (CRG -SA) ;
- ✓ La Financial Développement (FINADEV- SA) ;
- ✓ JATROPHA -SA ;
- ✓ Le Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Epargne/Crédit et à l'Education Civique (CAFODEC S-A) ;

- ✓ COFINA-SA ;
- ✓ CREDIT NAFA-SA :
- ✓ CAFODEC FINANCES-SA ;
- ✓ La Société Atlantic Microfinance for Africa (AMIFA) ;
- ✓ Crédit Cash
- ✓ Réseau d'assistance financière aux organisations communautaire (RAFOC)

Catégorie 3: Associations et ONG (elles sont au nombre de 05)

- ✓ La Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE) ;
- ✓ L'Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises (3AE) ;
- ✓ TAB Finance ;
- ✓ Saba Finance
- ✓ International Agency for social and economic development

Les institutions de microfinance de la première catégorie collectent l'épargne de leurs membres et l'emploient en opérations de crédit, exclusivement au profit de ceux-ci.

Quant aux institutions de microfinance de la deuxième catégorie, elles collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

Les institutions de microfinance de la troisième catégorie accordent des crédits aux tiers sans exercer l'activité de collecte d'épargne.

A côté des IMF, il existe trois (03) sociétés de transferts d'argent via la téléphonie mobile. Ce sont : orange money, MTN et pay card.

II-1-e- Les bureaux de change manuel

Les bureaux de change sont des opérateurs économiques privés dont l'activité consiste à faire des opérations de change. Leur activité est régie par l'instruction N°025/DGEEM/RCH/11 du 29 mars 2011.

En 2017, la Direction des changes a délivré trois (3) nouveaux agréments de bureaux de changes et a enregistré le retrait de cinq (5) agréments pour motifs économiques. A ce jour, quarante-deux (42) bureaux de change sont agréés et sont effectivement en activité.

II-1-f- Les sociétés de transfert d'argent

Les sociétés de transfert d'argent sont des structures à caractère privé dont l'activité porte sur les opérations de transfert d'argent pour le compte ou en faveur des résidents conformément à la réglementation des changes. Leur fonctionnement est régi par l'instruction de la BCRG n°32/DGEEM/RCH/11 du 13 avril 2011 portant réglementation de l'activité des établissements de transfert d'argent en République de Guinée.

Au cours de l'année 2017, deux nouveaux agréments et deux retraits d'agréments ont été enregistrés pour conduire à un total de 33 établissements de transfert d'argent en activités.

II-2- Cadre réglementaire et procédures

Les principaux aspects du cadre réglementaire sont au nombre de deux :

- ✓ l'uniformisation des méthodes et pratiques comptables par l'ensemble des banques de la place ;
- ✓ la transmission à la BCRG des informations comptables mensuelles des banques au plus tard le 10 du mois pour le mois précédent. Cette exigence tire son essence des articles 25 et 26 de la loi L/2014/016/AN du 02 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

L'article 25 stipule ce qui suit : « La Banque Centrale assure la supervision des établissements de crédit, des compagnies d'assurances, des institutions de microfinance et des autres institutions financières. A cet effet, elle est habilitée, à effectuer des contrôles sur place et sur pièces de ces institutions ».

Quant à l'article 26, il énonce que « La Banque Centrale est habilitée à recueillir tout document et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. En cas de communication de fausses informations ou d'infractions à la réglementation, la Banque Centrale est habilitée à appliquer les sanctions déterminées par la loi à l'égard des établissements et institutions concernés ».

II-3- Principes comptables applicables aux statistiques monétaires

Quatre principes comptables sont applicables aux comptes monétaires. Il s'agit de :

- ✓ l'expression des données en termes de stocks ;
- ✓ l'enregistrement des données sur la base des règlements ;

- ✓ l'expression des données en monnaie nationale ;
- ✓ la consolidation de l'ensemble des situations monétaires.

II-3- 1- Données en termes de stocks

Les statistiques monétaires reposent sur des bilans. Elles se présentent donc sous forme d'encours ou de stocks, c'est-à-dire qu'elles enregistrent l'encours des avoirs et des engagements à un instant donné plutôt que les transactions intervenues pendant une période.

II-3- 2- Enregistrement sur la base des règlements

Les statistiques monétaires sont présentées sur base caisse. Elles enregistrent les transactions au moment où l'obligation est réglée plutôt qu'au moment où elle est constatée.

II-3- 3- Monnaie de libellé

Les comptes monétaires sont exprimés en monnaie nationale. Tous les postes libellés en monnaie étrangère sont convertis au taux en vigueur à la date d'arrêté du bilan.

II-3- 4- Consolidation

L'établissement de la situation monétaire exige une double consolidation. Dans un premier temps, les bilans des banques commerciales sont agrégés en un compte consolidé des banques commerciales. Dans un deuxième temps, le bilan des autorités monétaires est consolidé avec ceux des banques commerciales pour donner la situation monétaire intégrée.

DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2017

I. Évolution des principaux indicateurs en 2017

L'analyse des principaux indicateurs porte sur l'accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles, les institutions de microfinance et les compagnies d'assurance.

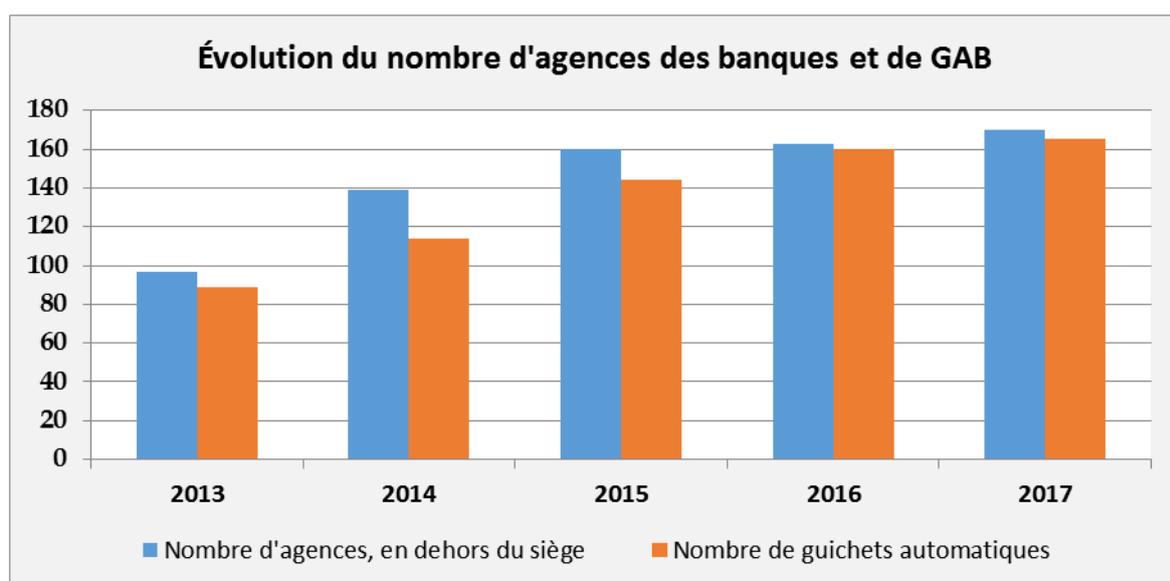
I-1- Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles

Cette partie analyse les indicateurs liés à l'extension géographique des réseaux bancaires et à l'utilisation des services financiers des banques et des banques mobiles.

I-1-1 Extension géographique

Le nombre d'agences ou points de services des banques commerciales progresse de 7 unités (4,3%), pour s'établir à 170 à fin décembre 2017 contre 163 à fin décembre 2016.

Quant au nombre de guichets automatiques, il s'établit à 165 en 2017 contre 160 en 2016, soit une progression de 5 unités (3,1%).



Source : BCRG/DGES/DSBP

Le réseau bancaire reste concentré dans la capitale au détriment des villes de l'intérieur. En effet, la ville de Conakry bénéficie d'une meilleure couverture (plus de

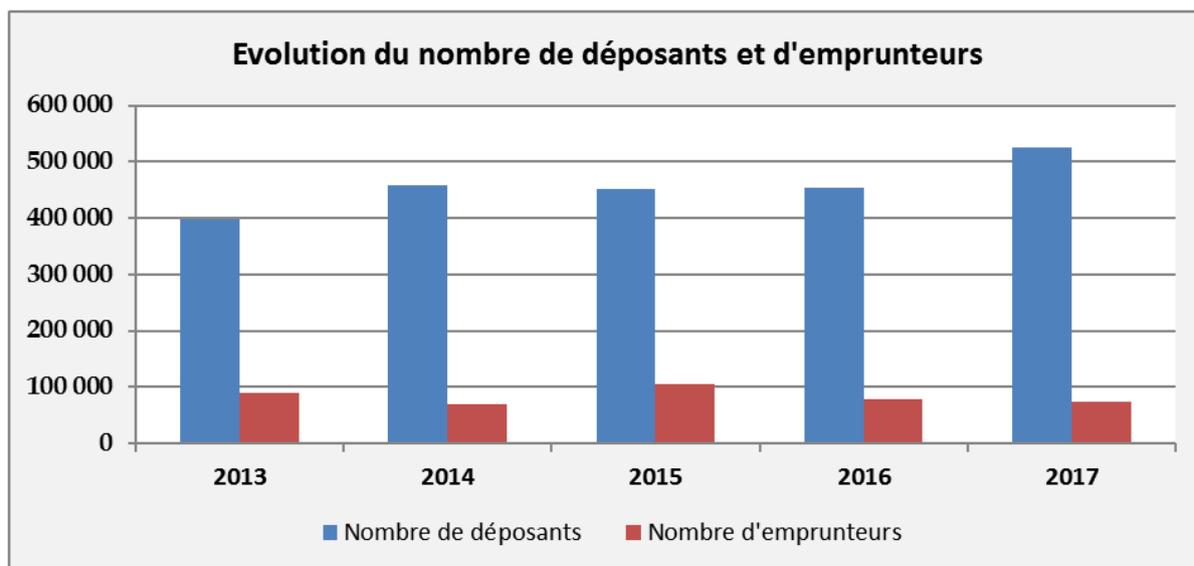
la moitié des agences) par rapport aux villes de l'intérieur, en dépit de leurs besoins croissants en termes de financement.

I-1-2 Utilisation des services financiers

Elle porte sur deux (2) indicateurs principaux des services financiers de base : les dépôts et les crédits.

En 2017, le nombre de déposants dans les banques primaires s'établit à 524 690 contre 454 512 en 2016, soit une hausse de 15,4%. On constate dans cette évolution une croissance plus marquée des déposants ménages (16,9%) par rapport aux déposants PME (8,1%). Cette évolution est imputable notamment aux efforts commerciaux des banques et à la relance des activités économiques.

En revanche, le nombre d'emprunteurs baisse de 6,8% pour se situer à 74 706 en 2017.



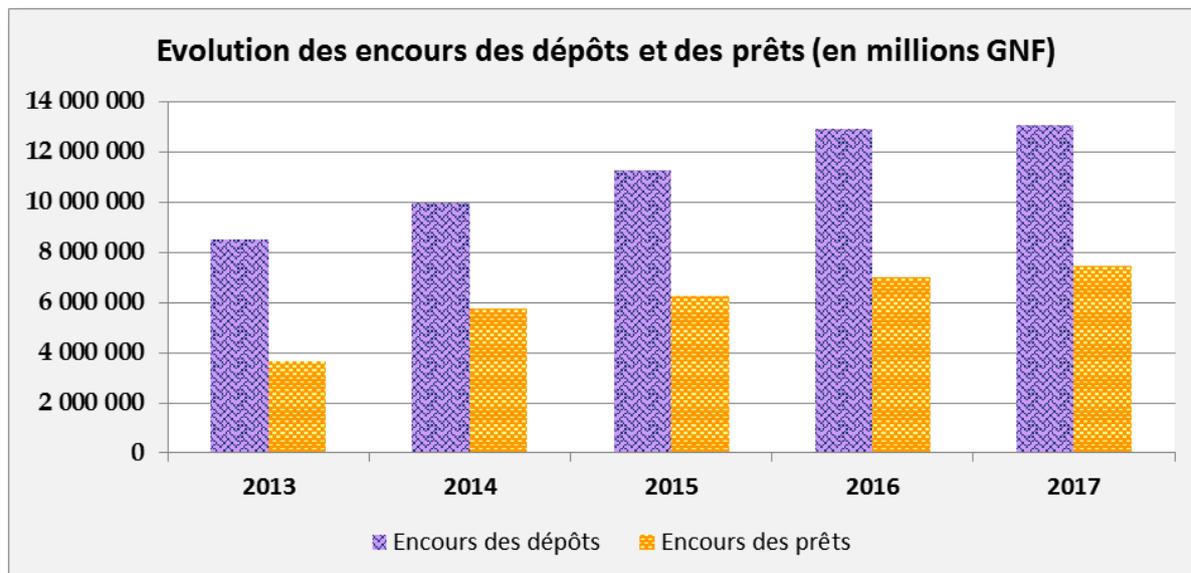
Source : BCRG/DGES/DSBP

Par rapport à 2016, l'encours des dépôts collectés auprès de la clientèle des banques s'est accru que de 1% pour s'établir à GNF 13 077 milliards en 2017.

À l'instar de 2016, les encours des dépôts restent dominés par ceux des particuliers. En effet, les dépôts des ménages représentent 51,5% du total en 2017 contre 49,6% en 2016. Les dépôts des PME représentent quant à eux 26% du total en 2017.

En ce qui concerne l'encours des prêts accordés à la clientèle, il progresse de 6,4% pour se situer à GNF 7 473 en 2017. Comparativement à 2016, cette progression

s'explique par la hausse des crédits d'investissement à moyen terme accordés aux sociétés privées.



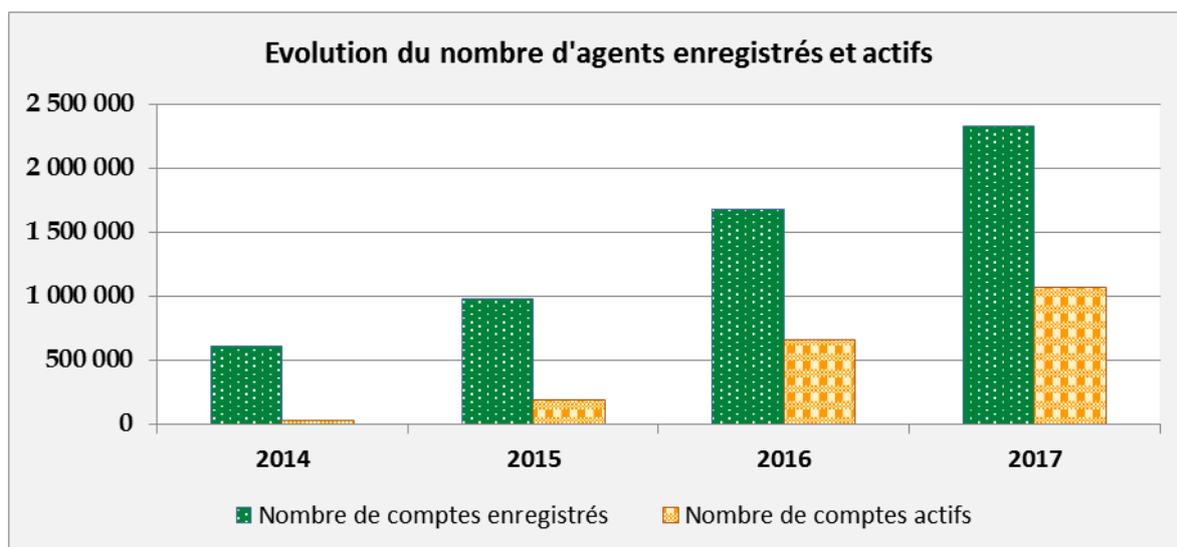
Source : BCRG/DGES/DSBP

Le taux de conversion des dépôts en crédit (total crédit rapporté au total des dépôts) augmente de 2,9 points de pourcentage. En effet, les crédits représentent 57,1% des dépôts à fin décembre 2017 contre 54,3% un an auparavant.

Banques mobiles

Entre 2016 et 2017, le nombre de clients enregistrés est passé de 1 674 475 à 2 329 281, soit une hausse de 654 806 unités (39,1%). Cette évolution s'explique par le développement des plans marketing et commerciales des deux opérateurs téléphoniques et l'extension du réseau de distribution.

Sur la même période, le nombre d'agents actifs est passé de 662 855 à 1 071 818, soit un accroissement de 61,7%.



Source : BCRG/DGES/DSBP

En 2017, le montant total des transactions bancaires mobiles a pratiquement triplé par rapport à l'exercice 2016. Il s'établit à GNF 18 471 milliards en 2017, en hausse de GNF 12 056 milliards sur la période sous revue. Cette progression s'explique essentiellement par le développement de nouveaux produits et services tels que le paiement de salaires, le paiement de factures, des jeux et paris sportifs et l'extension du réseau de distribution. Par ailleurs, le nombre de points de vente s'établit à 29 599 en 2017 contre 14 229 en 2016, soit une hausse de 15 370 unités.

I-2- Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)

Cette partie offre une vue d'ensemble sur l'extension géographique des IMF (nombre d'IMF et points de services) ainsi que l'utilisation des services financiers (nombre de clients, encours de dépôts et de crédits).

I-2-1 Extension géographique

Le nombre d'IMF est passé de 24 en 2016 à 25 en 2017. S'agissant de leur répartition par catégorie, l'évolution est la suivante :

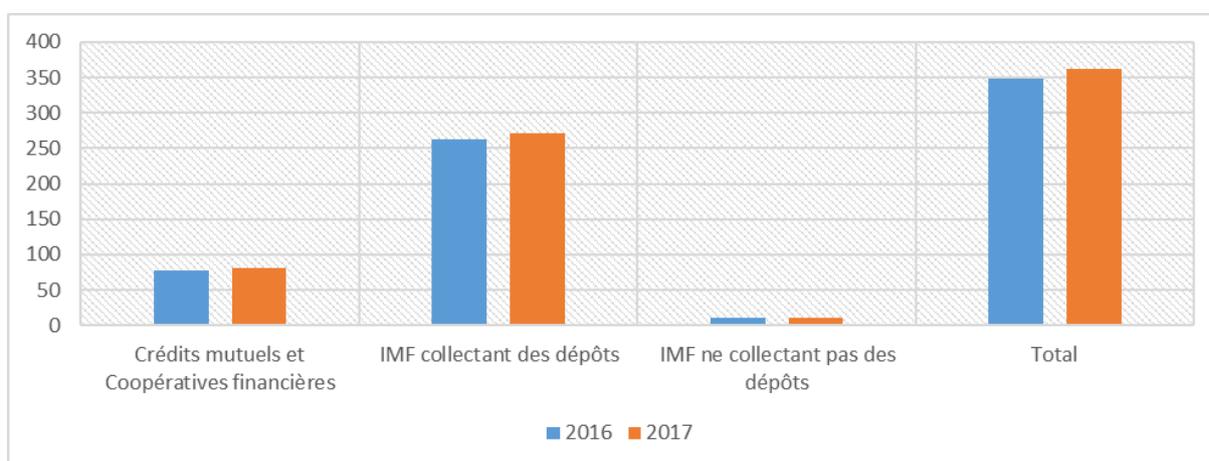
- ✓ Les Crédits mutuels et coopératives financières sont restés 11 ;
- ✓ Les IMF acceptant des dépôts sont passées de 9 à 8;
- ✓ Les IMF n'acceptant pas des dépôts sont passées de 4 à 6.

Le nombre d'agences (ou points de service) opérationnelles est de 362 cette année contre 349 guichets l'année précédente. Cette évolution s'explique en grande partie

par l'augmentation des points de services des IMF acceptant des dépôts. Par catégorie d'IMF, l'évolution se présente comme suit :

- ✓ Crédits mutuels et coopératives financières : 80 agences en 2017 contre 77 en 2016 ;
- ✓ IMF acceptant des dépôts : 271 agences en 2017 contre 262 agences en 2016;
- ✓ IMF n'acceptant pas des dépôts : 11 agences en 2017 contre 10 agences en 2016.

Évolution du nombre d'agences



Source : BCRG/DGES/DSBP

I-2-2 Utilisation des services financiers

L'année 2017 a enregistré une évolution du nombre de déposants et celui d'emprunteurs. Au cours de la période sous revue, le nombre de déposants s'est établi à 218 042, soit une hausse de 2,1%. Et, le nombre d'emprunteurs a enregistré une hausse de 6,7%.

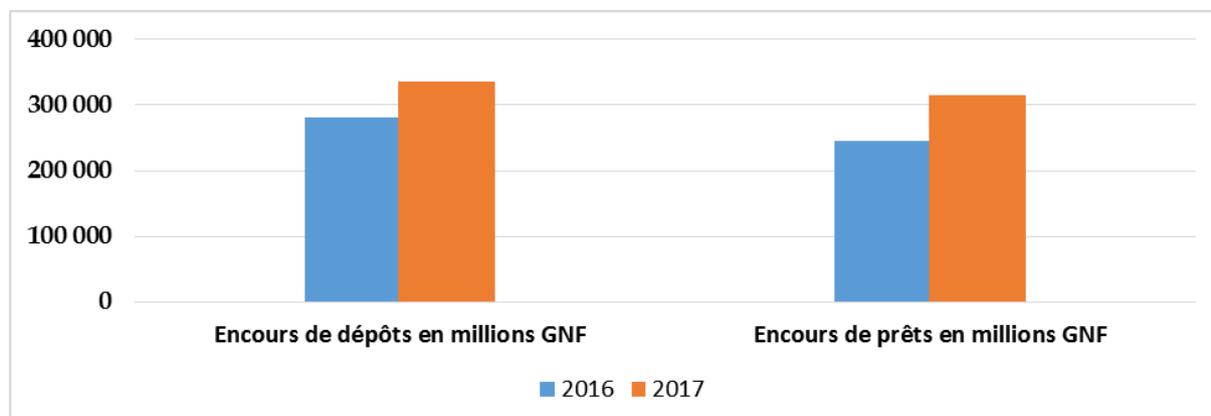
Les dépôts collectés sont passés de GNF 281 milliards en 2016 à GNF 336 milliards en 2017. Cette amélioration résulte du climat favorable de l'environnement économique, des activités de campagne de promotion et de diversification des produits par les IMF.

S'agissant de l'encours des prêts, il s'élève à GNF 316 milliards en 2017 contre GNF 245 milliards en 2016. Par catégorie, la répartition pour 2017 est la suivante:

- ✓ 1ère Catégorie: 41 milliards soit une part de 13 %
- ✓ 2ème Catégorie: 263 milliards soit 83,2%

✓ 3ème Catégorie: 12 milliards soit 3,8%.

Évolution de l'encours de dépôts et de prêts en milliards de GNF

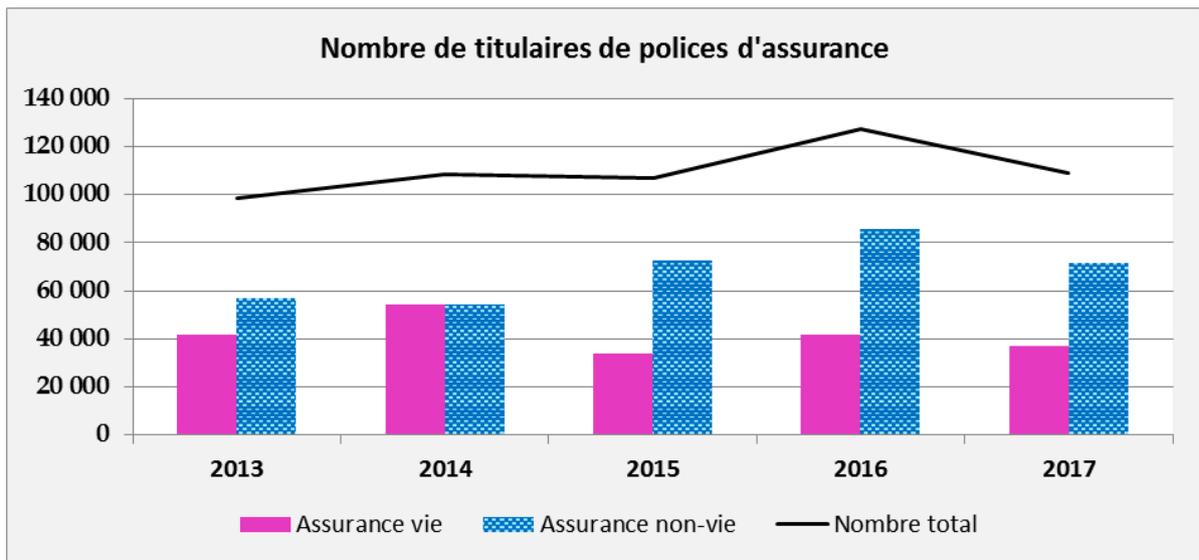


Source : BCRG/DGES/DSBP

I-3- Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance

Cette partie analyse l'utilisation des services financiers à travers les indicateurs suivants : nombre de titulaires de polices d'assurance, nombre de polices d'assurance et l'encours des réserves techniques d'assurance.

Le nombre de titulaires de polices d'assurance s'établit à 108 867 unités à fin décembre 2017 contre 127 422 unités à fin décembre 2016, soit une baisse de 14,6%. Les nombres de souscripteurs aux polices d'assurance vie et ceux à l'assurance non-vie baissent simultanément de 10,9% et 16,4% respectivement. Cette évolution à la baisse s'explique principalement par le non renouvellement des contrats d'assurance arrivés à échéance sur la période, notamment ceux de l'assurance non-vie.

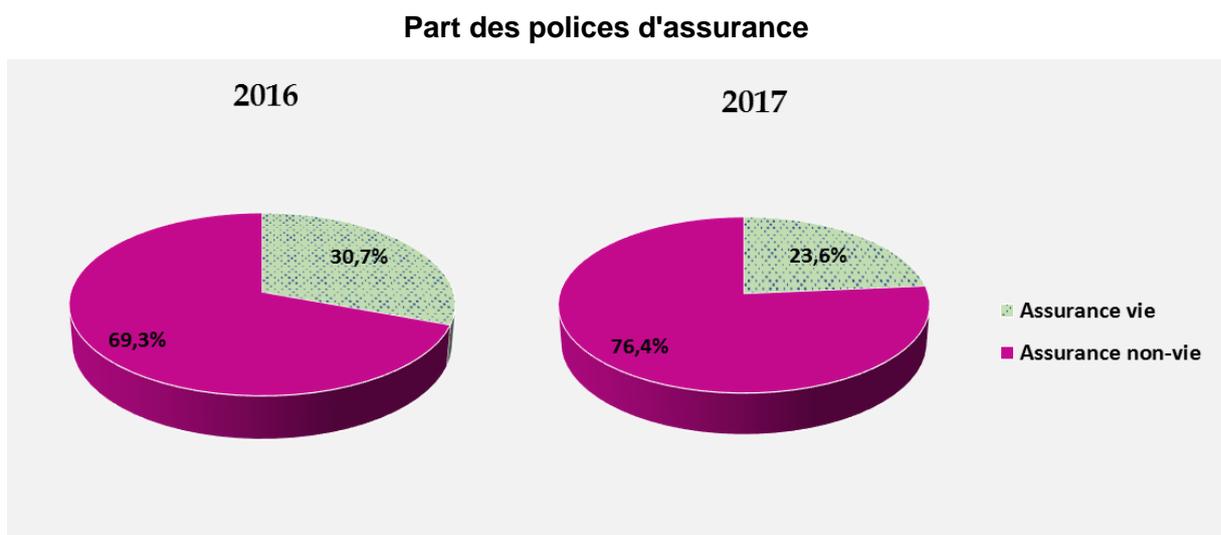


Source : BCRG/DGES/DSBP

En ce qui concerne le nombre de polices d'assurance, il s'établit à 114 642, en baisse de 21,7% par rapport à 2016. Cette décreue est liée à celle du nombre de souscripteurs.

Entre 2016 et 2017, le nombre de souscriptions aux polices d'assurance non-vie baisse de 13,6% pour s'établir à 87 616. Il représente 76,4% du total des polices d'assurance en 2017 contre 69,3% en 2016.

Quant au nombre de police d'assurance-vie, il baisse de 39,8% entre 2016 et 2017. Sa part reste faible et ne représente que 23,6% du total des souscriptions en 2017, comparativement à l'année précédente où elle représentait 30,7% du total.



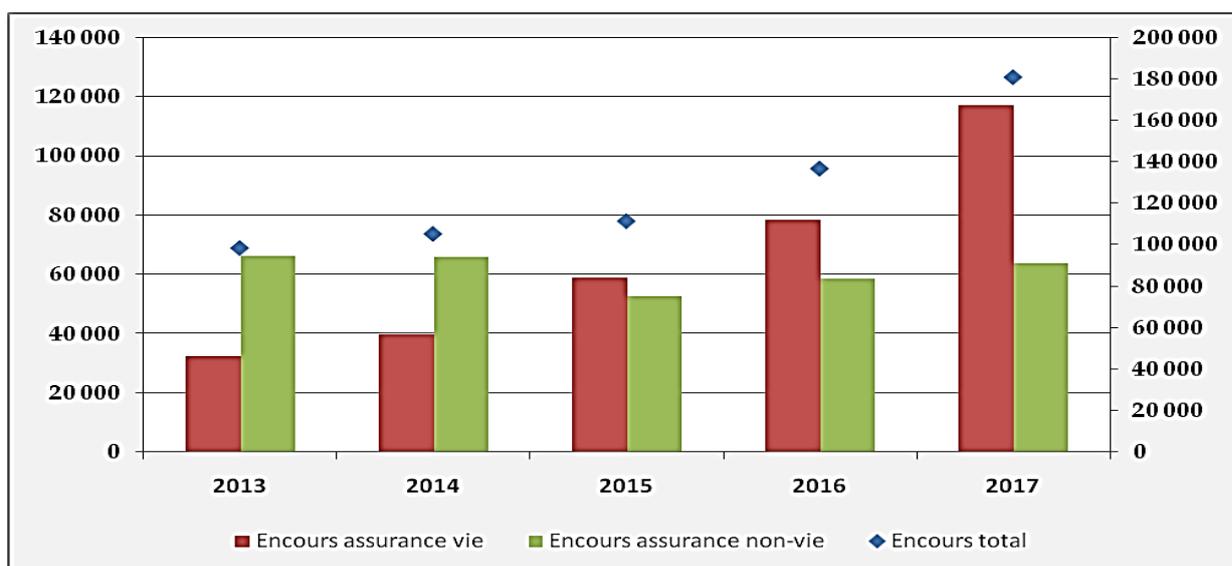
Source : BCRG/DGES/DSBP

Les réserves techniques d'assurance progressent de 32,2% pour se situer à GNF 180,78 milliards à fin décembre 2017.

L'encours des réserves techniques d'assurance vie progresse de façon remarquable en passant de GNF 78,29 milliards en 2016 à GNF 117,18 milliards en 2017, soit une hausse de 49,7%.

En ce qui concerne l'assurance non-vie, les réserves techniques se chiffrent à GNF 63,60 milliards en 2017 contre GNF 58,49 milliards en 2016, soit une hausse de 8,7%.

Encours des réserves techniques d'assurance (en milliards de GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP

Les résultats de l'enquête sur l'accès aux services financiers en Guinée indiquent une amélioration de l'inclusion financière consécutive aux nombreuses initiatives prises par les Autorités. Il s'agit notamment :

- ✓ du suivi de la stratégie nationale de finance inclusive ;
- ✓ de la mise en place d'un second guichet d'injection de liquidité par appels d'offres ;
- ✓ de la modernisation du système national de paiement ;
- ✓ du soutien au développement du mobile banking ;
- ✓ de l'adoption d'une réglementation spécifique pour encadrer les services financiers de monnaie électronique ;

- ✓ de la révision du plan comptable bancaire guinéen pour tenir compte de l'apparition de nouveaux produits et de nouveaux établissements financiers ;
- ✓ de la révision de la loi sur la microfinance pour tenir compte des nouveaux produits financiers, de la protection des déposants, de la transparence des conditions de marché, de la concurrence et de la fiscalité.

Il faut toutefois souligner que malgré les efforts du Gouvernement, l'inclusion financière se heurte encore à quelques contraintes, dont :

- ✓ une concentration du nombre de réseau bancaire dans la ville de Conakry ;
- ✓ une population principalement rurale avec un faible accès physique aux services bancaires ;
- ✓ une faible concurrence du secteur bancaire ;
- ✓ une concentration des activités sur l'assurance non-vie ;
- ✓ un manque d'éducation financière.

Face à ces contraintes, des mesures complémentaires sont nécessaires. Elles devraient porter spécifiquement sur:

- ✓ la révision de la SNFI pour tenir compte des secteurs autres que la microfinance ;
- ✓ la réduction du coût des services bancaires et l'accroissement de la concurrence du secteur (le mobile banking peut aider mais n'est pas suffisant) ;
- ✓ la simplification de la réglementation ;
- ✓ l'amélioration de l'éducation financière.

II- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI)

La stratégie Nationale de Finance inclusive est un programme initié par le gouvernement pour renforcer le secteur de la microfinance et développer des innovations en vue d'une plus grande inclusion financière dans le pays.

Elle traduit la vision, les préoccupations et les aspirations des différents acteurs centrées autour des valeurs suivantes :

- ✓ Les populations sont au centre de la stratégie. La SNFI est donc élaborée avec pour finalité d'offrir des services financiers aux populations, particulièrement à

celles qui n'y ont pas accès afin de minimiser leur vulnérabilité et de favoriser leur croissance économique et sociale ;

- ✓ Les IMF sont les institutions identifiées pour rendre ces services aux populations, la stratégie leur apporte des appuis multiformes pour assurer leur professionnalisation et leur pérennité.

Elle propose également le cadre d'orientation stratégique de l'action du gouvernement et de celle de ses partenaires au développement.

Le cadre d'orientation stratégique comprend trois axes stratégiques:

Axe stratégique 1 (niveau macro) : l'amélioration du cadre légal, réglementaire et institutionnel en vue d'un développement harmonieux et sécurisé du secteur de la microfinance.

Axe stratégique 2 (niveau méso) : le renforcement des capacités et le développement de l'infrastructure financière, incluant la structuration de la profession afin de soutenir la pérennité des services financiers accessibles au plus grand nombre de personnes.

Axe stratégique 3 (niveau micro) : l'offre de produits et services financiers diversifiés et en expansion particulièrement aux femmes et aux jeunes grâce à la création et/ou au développement d'IMF professionnelles, viables et pérennes, notamment dans les zones rurales

II-1- Cadre réglementaire et institutionnel

II-1-1 Cadre réglementaire

Les conditions d'exercice des activités des institutions de microfinance (IMF) sont définies dans la loi/2005/020/AN du 22 novembre 2005.

II-1-2 Cadre institutionnel

La tutelle des IMF est assurée par la BCRG, chargée de la supervision et de la surveillance du secteur de la microfinance.

Au plan national, les organes et structures intervenant dans le secteur des microfinances sont : l'Agence Nationale de la Microfinance, le Comité de Coordination, l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée (APIMG) et les Partenaires Techniques et Financiers.

L'Agence Nationale de la Microfinance (ANAMIF) a pour mission de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la Politique du Gouvernement en matière de Microfinance. Elle est chargée de la promotion et de la coordination du secteur.

Le Comité de Coordination est l'organe de supervision et de coordination de la SNFI. Il regroupe les représentants de tous les acteurs.

L'APIM-Guinée assure la représentation professionnelle du secteur. Sa mission est de créer un cadre dynamique de réflexion, d'échange et de professionnalisation des IMF intervenant en Guinée.

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sont des bailleurs de fonds et autres organisations internationales qui appuient le secteur.

II-2- Résultats attendus du programme

Au terme du programme, les résultats suivants sont attendus :

- ✓ le taux de pénétration du secteur devra passer de moins de 5% à 15% ;
- ✓ le nombre de bénéficiaires et d'emprunteurs passeront respectivement de 435 000 et 98 000 à 1 740 000 et 684 000 ;
- ✓ les encours d'épargne et de crédit passeront respectivement de GNF 57 milliards et 74 milliards à 400 milliards et 650 milliards et;
- ✓ le portefeuille à risque (**PAR**) 90 jours ne devra pas dépasser 5%, l'autosuffisance opérationnelle des IMF sera acquise (au moins 100% pour les 2/3 des IMF).

TROISIEME PARTIE : INDICATEURS DE SOLIDITE FINANCIERE DE LA GUINEE EN 2017

I- Evolution des Indicateurs de Solidité Financière

Les Indicateurs de Solidité Financière sont au nombre de quarante (40) dont douze (12) indicateurs centraux et vingt-huit (28) indicateurs complémentaires ou encouragés.

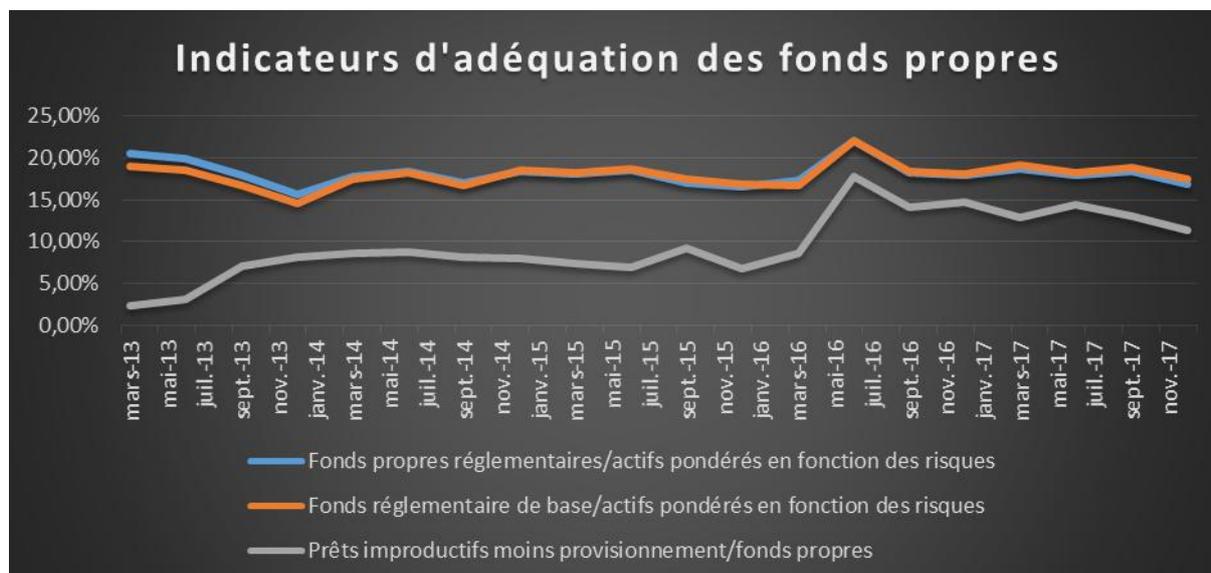
I-1- Indicateurs centraux des Institutions Collectrices de Dépôts (ICD)

Les douze (12) indicateurs centraux des institutions collectrices de dépôts sont regroupés en cinq (05) catégories :

- ✓ les indicateurs d'adéquation des fonds propres,
- ✓ les indicateurs de qualité des actifs,
- ✓ les indicateurs de résultat et de rentabilité,
- ✓ les indicateurs de liquidité,
- ✓ les indicateurs de sensibilité au risque du marché.

I-1-a- Indicateurs d'adéquation des fonds propres

A fin décembre 2017, les ratios de fonds propres réglementaires et de fonds propres de base sur les actifs pondérés en fonction des risques sont de 16,83% et 17,43% respectivement, en recul de 1,06 point de pourcentage et 0,57 point de pourcentage à cause d'une hausse plus marquée des actifs pondérés par rapport aux fonds propres.

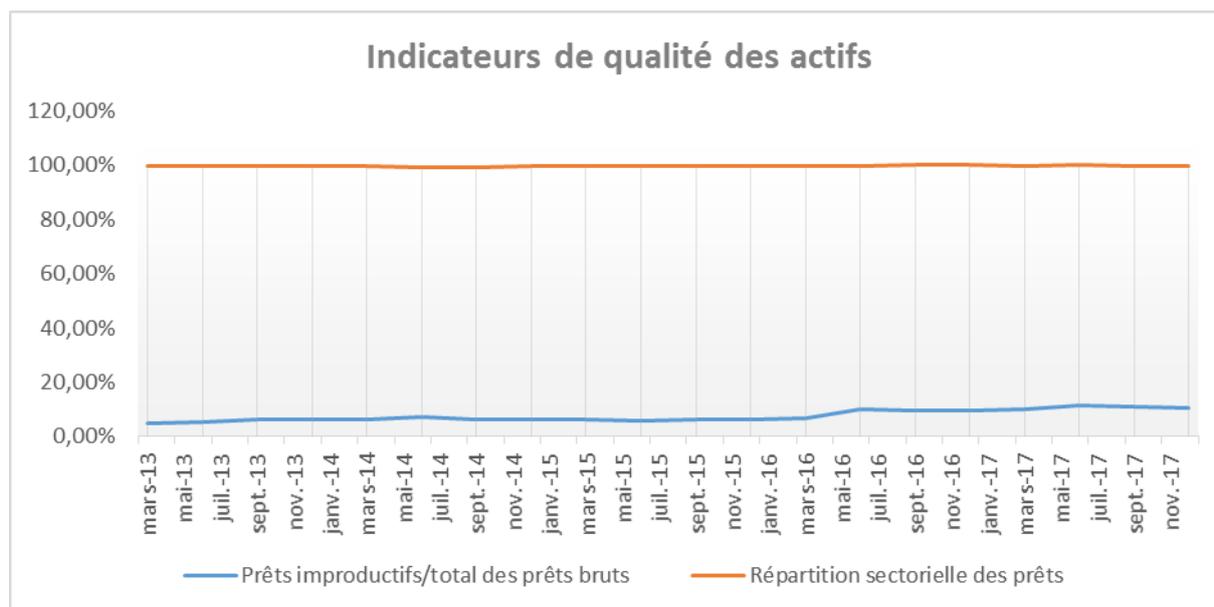


Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

Quant au ratio des prêts improductifs moins provisionnement sur les fonds propres, il est en baisse de 3,36 points de pourcentage du fait d'un renforcement des fonds propres des banques.

I-1-b- Indicateurs de qualité des actifs

Le niveau et la stabilité du ratio de répartition sectorielle des prêts indiquent que les crédits bancaires sont principalement accordés aux résidents.



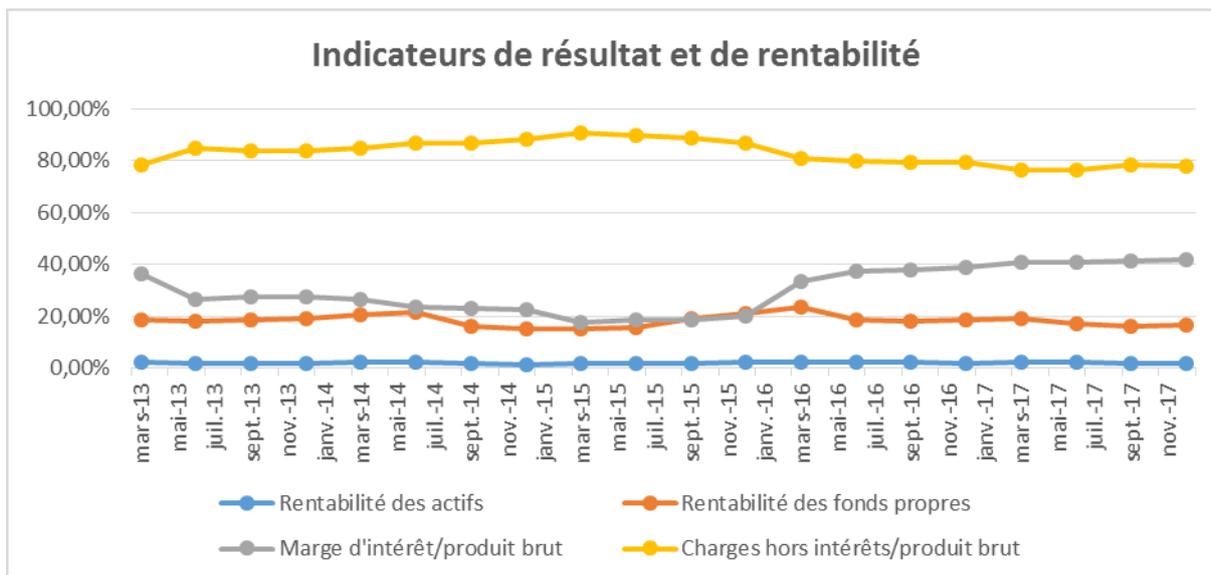
Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

Le ratio des prêts improductifs sur le total des prêts a gagné 1,23 points de pourcentage entre 2016 et 2017 en raison d'un reclassement des clients douteux dont le nombre a légèrement augmenté notamment dans les secteurs de l'énergie et BTP.

I-1-c- Indicateurs de résultat et de rentabilité

En 2017, le ratio des charges hors intérêts sur le produit brut est en baisse de 1,09 points de pourcentage à cause de la maîtrise des charges hors intérêts, alors que le produit brut est relativement stable.

Le ratio de marge d'intérêt sur produit brut a progressé de 2,83 points de pourcentage en 2017, suite à une amélioration de la marge d'intérêts.



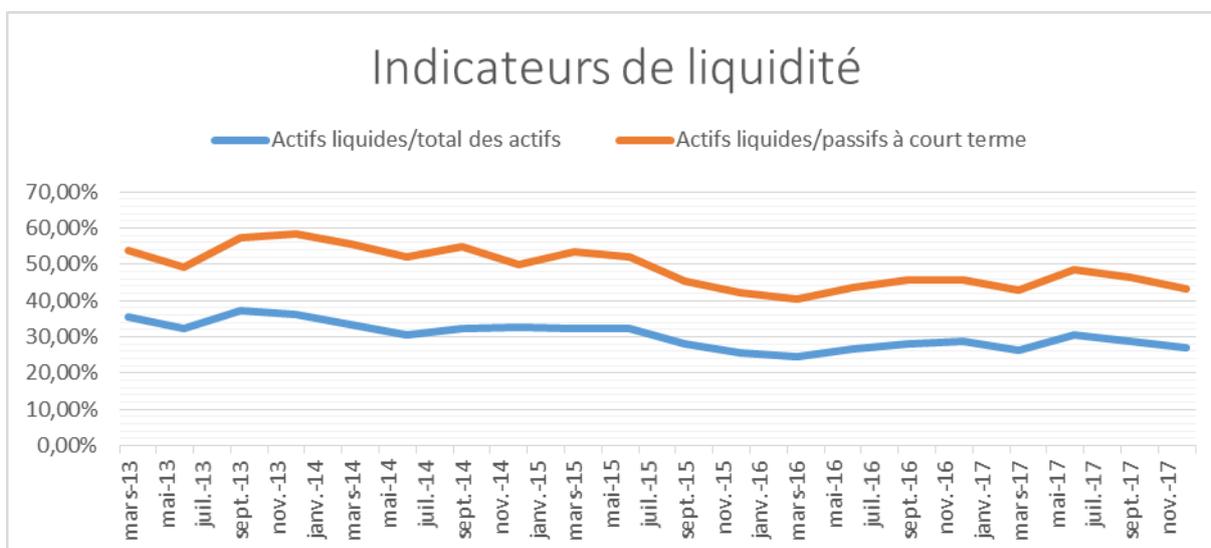
Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

La rentabilité des fonds propres (produit net sur fonds propres) s'est légèrement détériorée de 2,08 points pour se situer à 16,74% à fin 2017 à cause notamment du renforcement des fonds propres.

La rentabilité des actifs (les produits nets sur le total des actifs) est restée stable autour de 2% entre 2016 et 2017.

I-1-d- Indicateurs de liquidité

A fin 2017, le ratio des actifs liquides sur le total des actifs s'élève à 26,83% en recul de 2,06 points de pourcentage par rapport à 2016. Quant au ratio des actifs liquides sur les passifs à court terme, il s'élève à 43,11% également en recul de 2,7 points de pourcentage sur la même période.

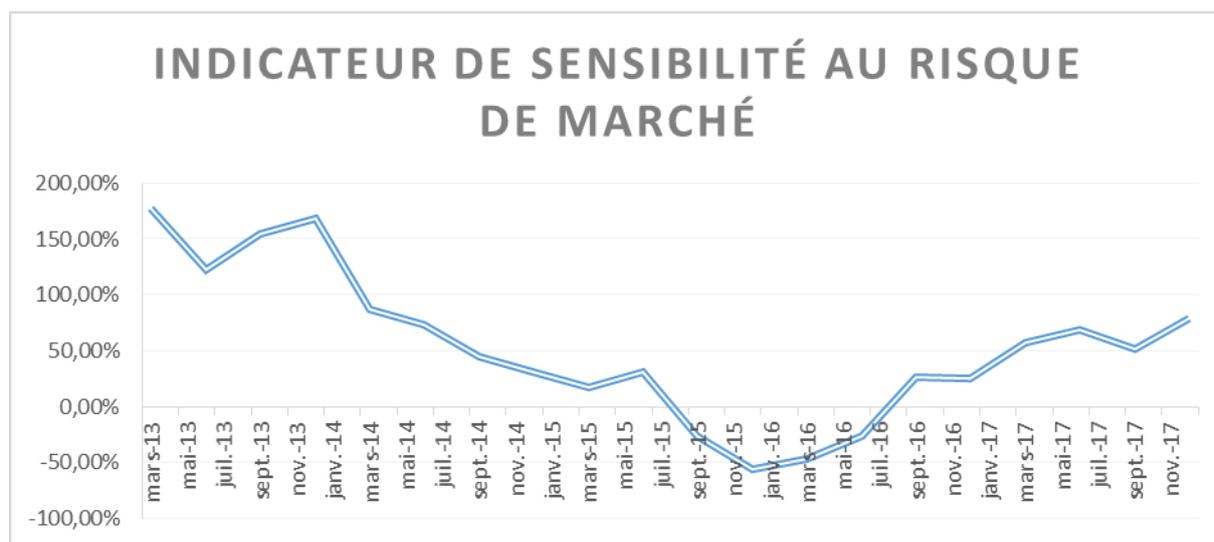


Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

La baisse des ratios de liquidité est la conséquence d'une contraction des numéraires notamment en monnaie nationale, alors que sur la période le total des actifs et les passifs à court terme sont en progression de 10,7% et 9,3% respectivement.

I-1-e- Indicateurs de sensibilité au risque du marché

Le ratio de position ouverte nette en monnaie étrangère sur les fonds propres s'élève à 79,16% à fin décembre 2017, en augmentation de 54 points de pourcentage par rapport à 2016.



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

L'inversion de la tendance de cet indicateur depuis 2016 est la conséquence de l'importance de plus en plus marquée des engagements par signature émis en faveur de la clientèle résidente et non résidente par les banques par rapport à ceux reçus des intermédiaires financiers.

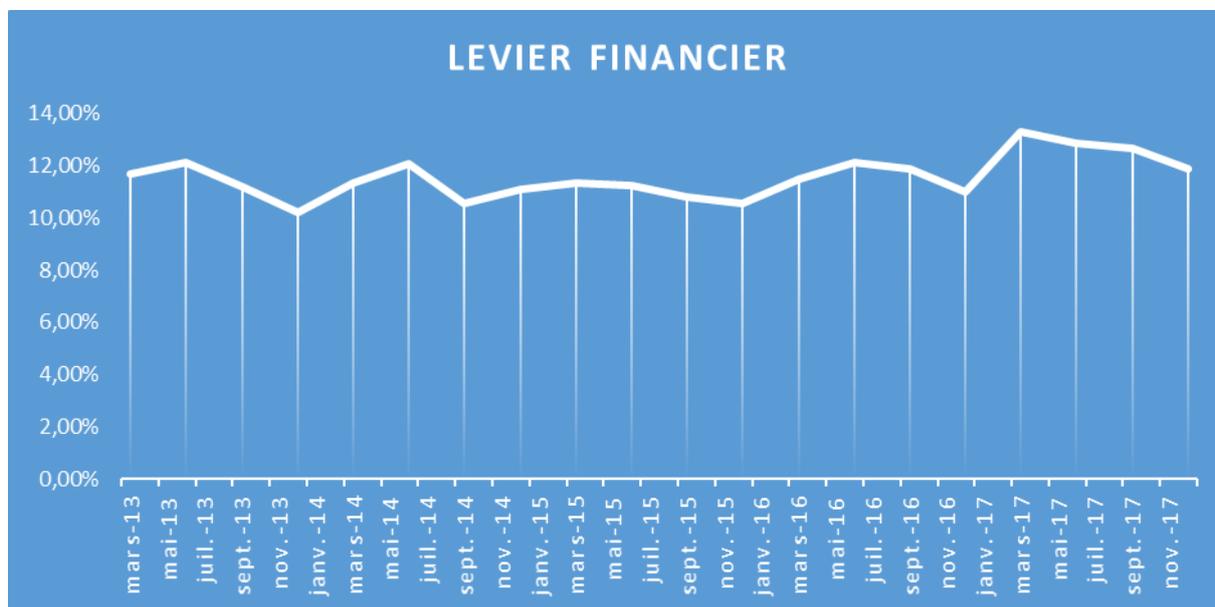
I-2- Indicateurs complémentaires des Institutions Collectrices de Dépôts (ICD) et des marchés immobiliers

Sur les vingt-huit (28) indicateurs complémentaires, treize (13) relèvent des institutions collectrices de dépôts et quatre (04) des marchés immobiliers.

Les indicateurs complémentaires des institutions collectrices de dépôts sont regroupés en cinq (05) catégories : l'indicateur de levier financier, les indicateurs de qualité des actifs, les indicateurs de résultat et de rentabilité, les indicateurs de liquidité et l'indicateur de sensibilité au risque de marché.

I-2-a- Indicateur de levier financier

A fin 2017, le ratio des fonds propres sur le total des actifs s'élève à 11,86%, en progression de 0,88 point de pourcentage par rapport à 2016.

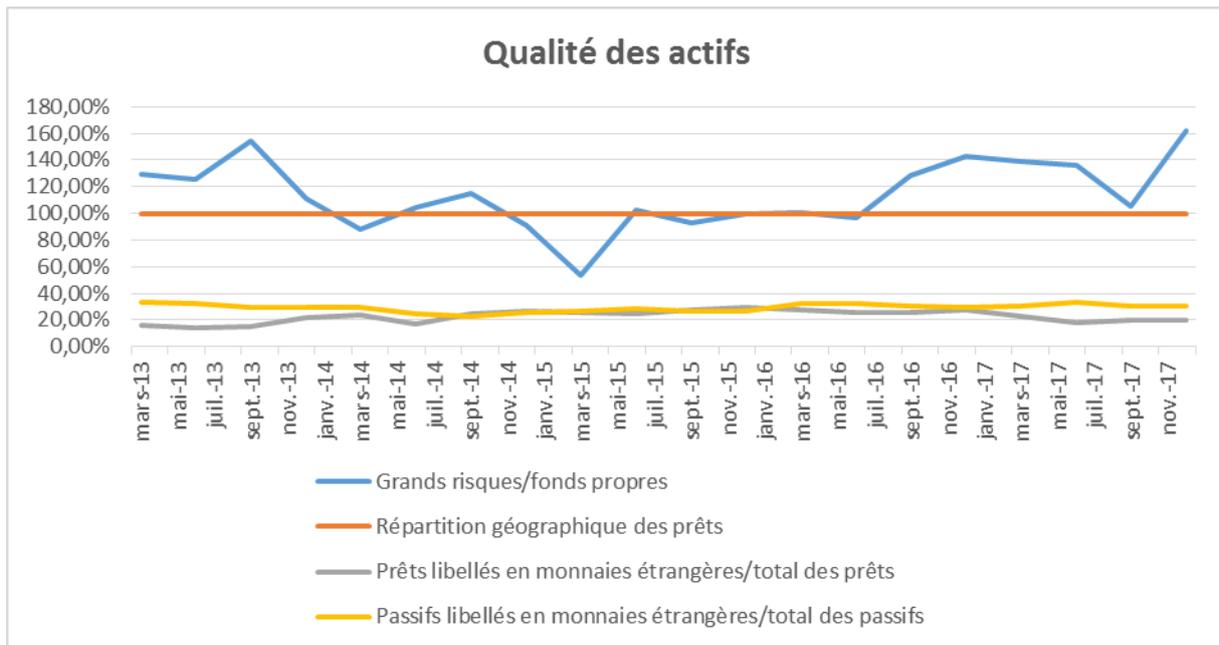


Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

Ce ratio indique qu'en 2017, 11,86% des actifs sont financés autrement que par les fonds propres.

I-2-b- Indicateurs de qualité des actifs

En 2017, les indicateurs de qualité des actifs ont connu des évolutions divergentes. Alors que le ratio des grands risques sur les fonds propres a progressé de 20 points de pourcentage sur l'année, les ratios de répartition géographique des prêts et de passifs libellés en monnaies étrangères sur le total des passifs sont restés relativement stables et le ratio des prêts libellés en monnaies étrangères sur le total des prêts a reculé de 7,47 points de pourcentage.



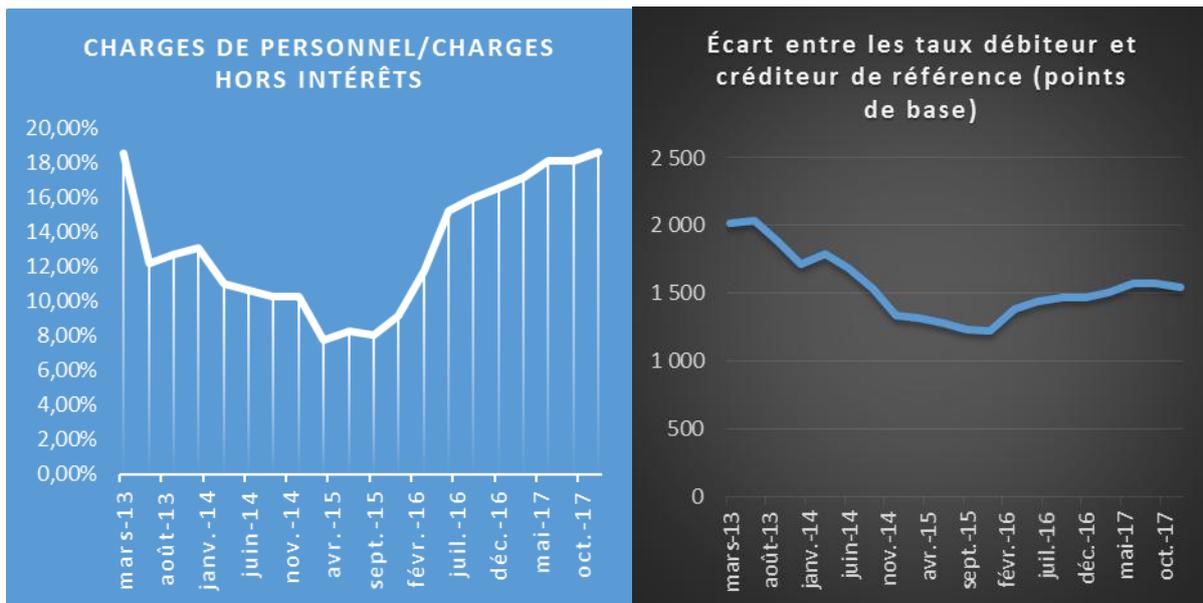
Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

Entre 2016 et 2017, le nombre et la valeur des grands risques ont progressé de 11,63% et 36,36% (GNF 1 042,49 milliards) respectivement. Sur la même période, les fonds propres n'ont progressé que de 19,6% (GNF 393,86 milliards), ce qui pourrait constituer un risque pour les banques.

Par contre, l'exposition des banques au risque de change s'est réduite dans la mesure où les prêts libellés en monnaies étrangères ont diminué de 25,8% (GNF 568,78 milliards) alors que le total des prêts n'a progressé que de 1,9% (GNF 154,30 milliards).

I-2-c- Indicateurs de résultat et de rentabilité

Le ratio des charges de personnel sur le total des charges hors intérêts a gagné 2,05 points de pourcentage en 2017 à cause d'une hausse des charges de personnel de 11,2% (GNF 40,10 milliards), suite à l'amélioration des conditions de travail du personnel des banques.

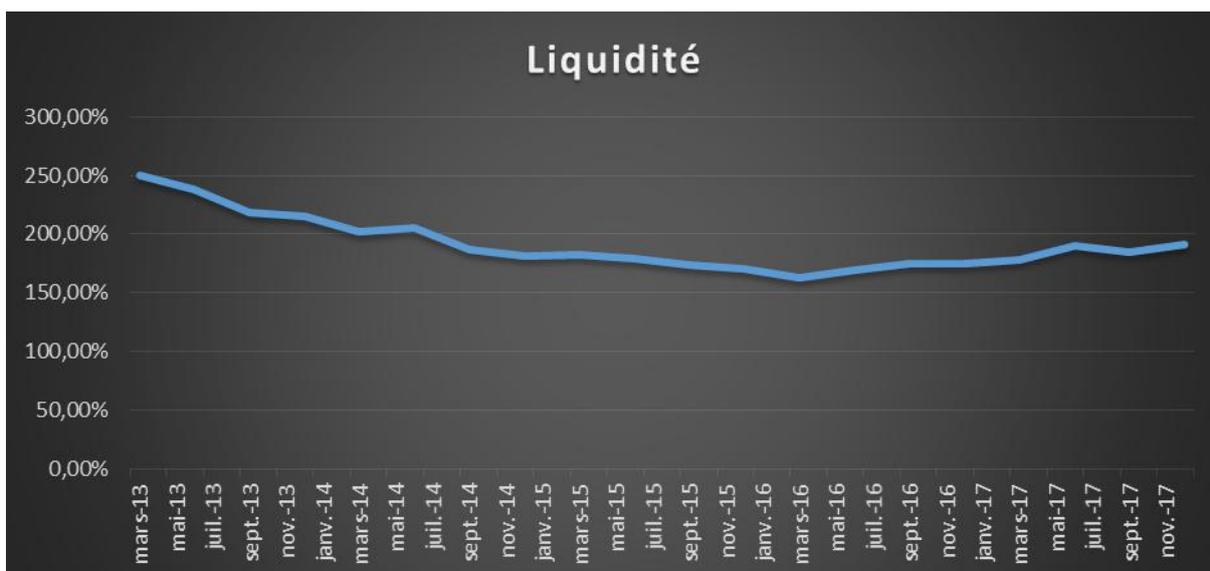


Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

En 2017, l'écart entre les taux débiteurs et créditeurs de référence a baissé de 28 points de base à la suite d'un assouplissement des conditions de crédit. En effet, le taux moyen des prêts s'est établi à 16,64% contre 17,01% une année plus tôt, alors que le taux moyen des dépôts est passé de 1,32% à 1,24%.

I-2-d- Indicateurs de liquidité

Le ratio des dépôts de la clientèle sur le total des prêts non interbancaires a gagné 15,93 points de pourcentage en 2017, en s'établissant à 190,95%.

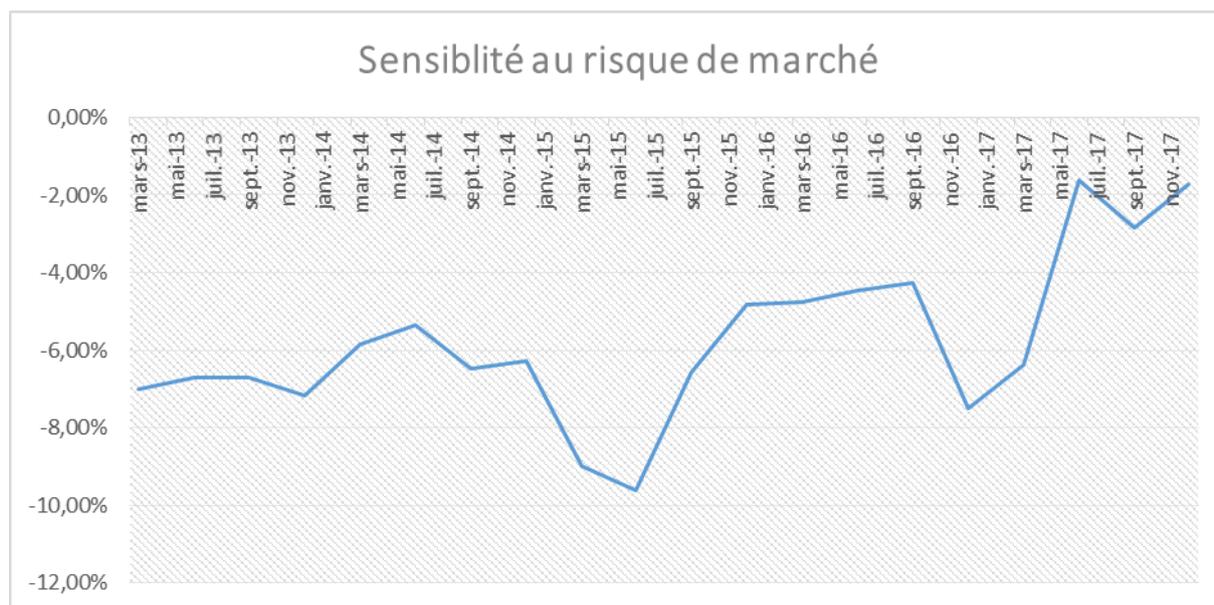


Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

Entre 2016 et 2017, les dépôts de la clientèle ont progressé de 11,2% (GNF 1 573,91 milliards) contre une hausse du total des prêts bruts de 1,9% (GNF 154,30 milliards).

I-2-e- Indicateur de sensibilité au risque de marché

Entre 2016 et 2017, les actions et autres participations en monnaies étrangères détenues par les banques ont baissé de GNF 78,78 milliards.



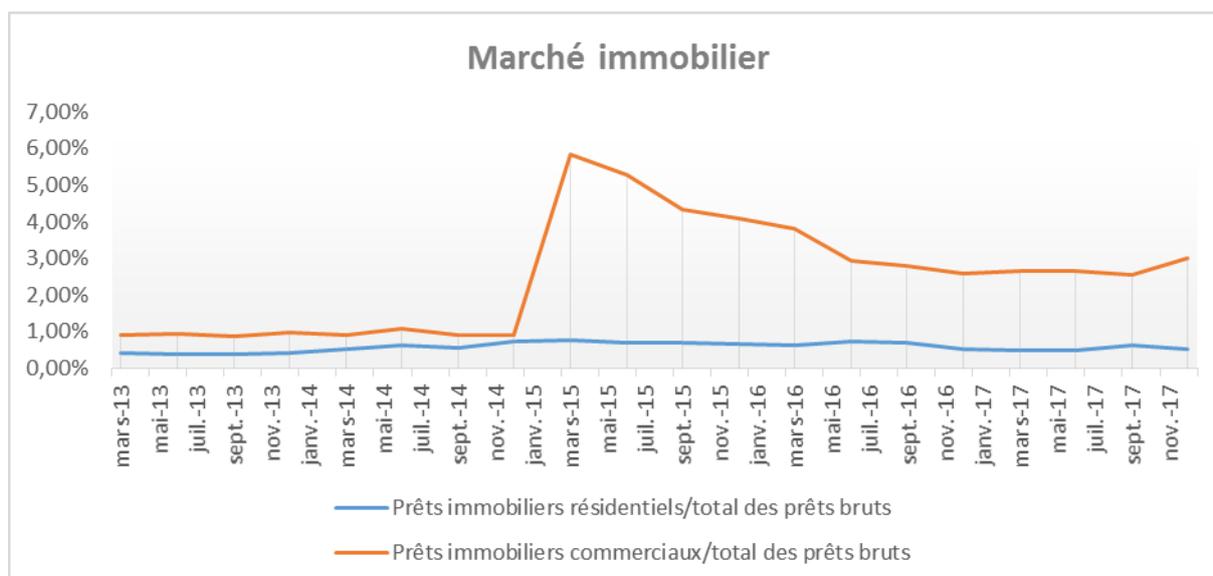
Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

Sur la même période, les titres autres qu'actions en monnaies étrangères détenus dans les banques ont baissé de GNF 109,49 milliards.

Ces évolutions ont entraîné un resserrement de la position ouverte nette en actions des banques en passant de -7,51% à -1,7%.

I-2-f- Indicateurs de marchés immobiliers

A fin 2017, les ratios des prêts immobiliers résidentiels et commerciaux sur le total des prêts bruts s'élèvent à 0,51% et 2,99% respectivement.



Le faible niveau de ces ratios est l'une des expressions de la propension des banques de la place à financer les activités de court terme, du fait de la structure des dépôts, de l'environnement juridique, de l'insuffisance des garanties offertes par les emprunteurs, etc.

II- Cadre d'élaboration des Indicateurs de Solidité Financières

II-1- Couverture institutionnelle des Indicateurs de Solidité Financières

Le calcul des indicateurs de solidité financière doit couvrir les institutions collectrices de dépôts, les autres sociétés financières, les sociétés non financières et les ménages.

Pour le cas présent, les indicateurs de solidité financières ne couvrent que les institutions collectrices de dépôts, notamment les banques, parce que les données sur les autres institutions collectrices de dépôts (institutions de microfinance collectant des dépôts) ne sont ni exhaustives ni disponibles à temps

Evolution du nombre d'institutions collectrices de dépôts et des succursales

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'ICD	29	33	33	34	37
Banques commerciales	14	15	15	16	16
Caisse d'épargne mutuelles de crédit ou banques populaires	1	1	1	1	1
IMF (collectant des dépôts)	9	10	10	10	10
Banques de crédit rural ou de logement	4	6	6	6	8
	1	1	1	1	1
Nombre de succursales	591	553	606	646	670
Banques commerciales	109	136	155	163	170

Caisse d'épargne	20	20	20	22	22
mutuelles de crédit ou banques populaires	31	31	65	77	90
IMF (collectant des dépôts)	282	209	209	262	271
Banques de crédit rural ou de logement	149	157	157	164	164

Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

II-2- Métadonnées des Indicateurs de Solidité Financières

II-2-a- Sources de données

Les données de base utilisées pour la compilation des indicateurs de solidité financière proviennent essentiellement :

- ✓ des comptes de résultat agrégés des banques,
- ✓ des bilans agrégés des banques,
- ✓ des informations sur les actifs pondérés en fonction des risques,
- ✓ des grands risques,
- ✓ des fonds propres réglementaires ou de base,
- ✓ des déductions prudentielles.

II-2-b- Base de consolidation

La base de consolidation est la nature de regroupement des unités institutionnelles qui composent la population pour laquelle les indicateurs de solidité financière sont calculés.

Dans le cas présent les indicateurs de solidité financière ont été compilés sur la base du CBCSDI (Cross Border, Cross Sector, Domestically Incorporated). Dans cette optique, les données des banques sont compilées en tenant compte de leurs activités sur le territoire national et de leurs filiales ou succursales collectrices de dépôts ou non à l'étranger.

II-2-c- Valorisation comptable, moment d'enregistrement et taux de change appliqué

La valorisation comptable des données des banques se fait conformément au plan comptable national et au plan comptable bancaire guinéen.

Le moment d'enregistrement retenu est le droit constaté, ce qui signifie que les flux sont comptabilisés au moment où la valeur économique est créée, transformée, échangée, transférée ou éteinte.

Pour la conversion des données en monnaies étrangères, le taux de change de fin de période est utilisé.

II-3- Valeurs analytiques des ratios

- ✓ Les indicateurs d'adéquation des fonds propres mesurent la solidité des institutions financières face aux chocs qui peuvent affecter leur bilan.
- ✓ Les indicateurs de qualité des actifs servent à évaluer la qualité des actifs inclus dans le portefeuille de prêts des banques.
- ✓ Les indicateurs de résultat et de rentabilité mesurent l'efficacité avec laquelle les banques utilisent leurs actifs.
- ✓ Les indicateurs de liquidité mesurent la capacité des banques à faire face à des demandes de liquidités attendues ou imprévues.
- ✓ Les indicateurs de sensibilité au risque de marché mesurent l'asymétrie entre les positions d'actifs et de passifs en monnaies étrangères, pour évaluer la vulnérabilité au risque de change.

QUATRIEME PARTIE : LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2017

I- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2017

En 2017, le solde global de la balance des paiements est déficitaire de USD 44,05 millions contre un déficit de USD 0,83 millions en 2016, soit une aggravation du déficit de USD 43,22 millions due à une baisse des flux financiers nets (entrants) enregistrés au niveau des sociétés résidentes (surtout les sociétés minières et industrielles).

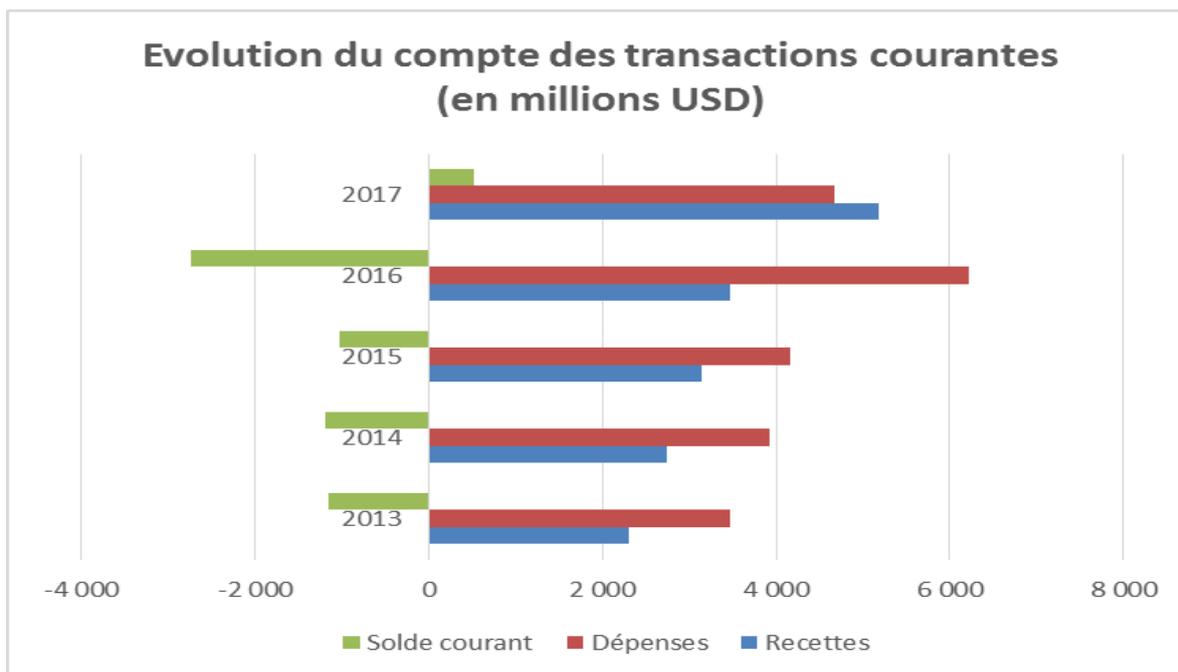
Evolution des principaux soldes de la Balance des Paiements

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	<i>En millions de dollars US (sauf indication contraire)</i>				
A. Compte courant	-1160,95	-981,66	-1020,19	-2744,92	518,40
<i>Déficit/excédent courant en % du PIB</i>	<i>-23,00%</i>	<i>-13,52%</i>	<i>-11,66%</i>	<i>-32,12%</i>	<i>4,94%</i>
<i>Biens et Services</i>	<i>-843,64</i>	<i>-787,26</i>	<i>-835,64</i>	<i>-2670,95</i>	<i>406,48</i>
<i>Biens</i>	<i>-252,79</i>	<i>-306,08</i>	<i>-410,61</i>	<i>-2015,09</i>	<i>1110,01</i>
<i>Services</i>	<i>-590,85</i>	<i>-481,19</i>	<i>-425,03</i>	<i>-655,86</i>	<i>-703,53</i>
<i>Revenus Primaires</i>	<i>-405,16</i>	<i>-212,22</i>	<i>-143,24</i>	<i>-154,81</i>	<i>-50,63</i>
<i>Revenus Secondaires</i>	<i>87,85</i>	<i>17,82</i>	<i>-41,31</i>	<i>80,84</i>	<i>162,55</i>
B. Compte de capital et financier	888,51	655,41	771,35	2743,96	-562,34
<i>Dont:</i>					
<i>Opérations en capital</i>	<i>242,69</i>	<i>257,88</i>	<i>230,91</i>	<i>164,22</i>	<i>145,70</i>
<i>Investissements directs étrangers (IDE)</i>	<i>133,96</i>	<i>77,06</i>	<i>48,23</i>	<i>1597,34</i>	<i>576,50</i>
<i>Investissements de portefeuilles</i>	<i>0,00</i>	<i>16,44</i>	<i>54,68</i>	<i>1,15</i>	<i>0,08</i>
<i>Autres investissements</i>	<i>511,86</i>	<i>341,72</i>	<i>186,92</i>	<i>939,05</i>	<i>-1284,61</i>
C. Erreurs et omissions nettes	0,88	34,02	-0,38	0,14	-0,11
D. Solde global (A+B+C)	-271,56	-292,23	-249,22	-0,83	-44,05

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-1- Compte des transactions courantes et de ses composantes

Le compte des transactions courantes est excédentaire de USD 518,40 millions contre un déficit de USD 2 744,92 millions en 2016. Cette évolution favorable du compte courant est due essentiellement à la forte amélioration de la balance commerciale.

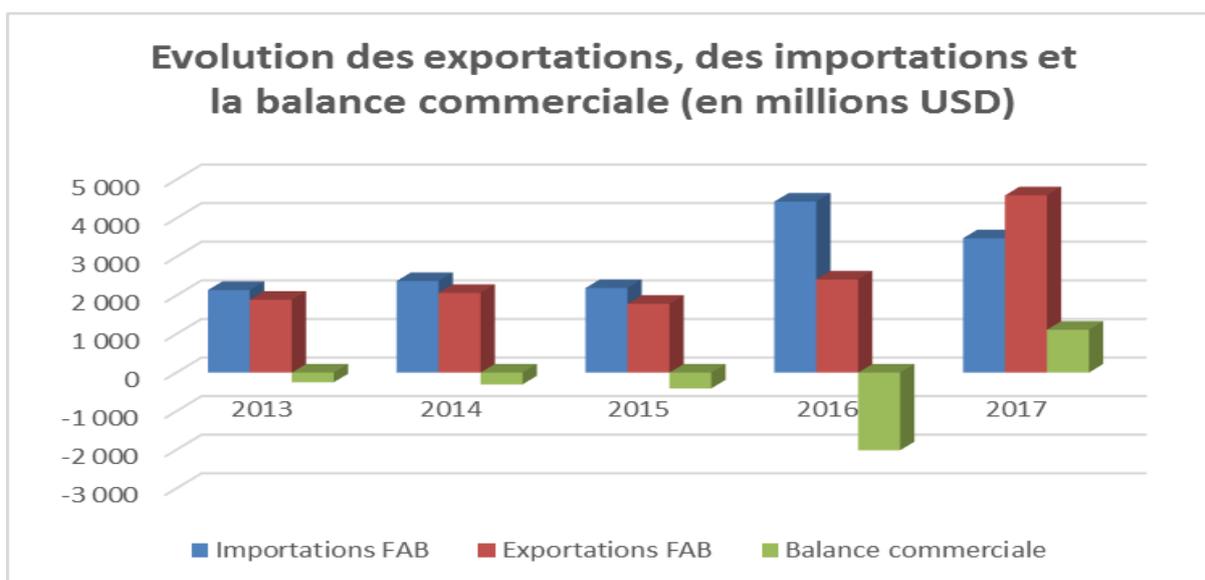


Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-1- a- Balance commerciale

La balance commerciale est excédentaire de USD 1 110,01 millions contre un déficit de USD 2 015,09 millions en 2016. Cette amélioration considérable de la balance commerciale s'explique en grande partie par la forte augmentation des exportations FAB des produits miniers (bauxite et or surtout) enregistrées au cours du troisième et du quatrième trimestre de 2017.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est fortement apprécié de 77,35 points de pourcentage en s'établissant à 131,86% en 2017 contre 54,51% en 2016.



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

a-1. Exportations

Les exportations FAB globales se sont situées à USD 4 594,06 millions contre USD 2 414,35 millions en 2016, soit une hausse de 90,28% due à une augmentation considérable de :

- ✓ le volume et la valeur de la bauxite exportée par les Sociétés Minières (surtout la Société Minière de Boké) vers les pays asiatiques (la Chine et le Singapour);
- ✓ le volume et la valeur de l'or exporté par les sociétés aurifères (la SAG et la SMD surtout) et les sociétés artisanales (orpailleurs);
- ✓ le volume et la valeur du diamant exporté par les sociétés industrielles et artisanales ;
- ✓ la valeur des produits agricoles (pommes de terre, bananes etc.) exportés par les opérateurs économiques et les sociétés guinéennes ;
- ✓ la valeur des produits de pêche (poissons, crevettes etc.) exportés par les sociétés de pêche industrielles et artisanales guinéennes et ;
- ✓ la valeur des produits forestiers (bois, caoutchouc etc.) exportés par les agents économiques guinéens.

En effet, le volume de la bauxite exportée est de 47 133,59 millions de kilogrammes contre 20 897,29 millions de kilogrammes en 2016, soit une hausse de plus de 100% due en grande partie à l'augmentation de la production enregistrée au cours du troisième et du quatrième trimestre 2017 dans les sociétés minières (la SMB surtout). La valeur de la bauxite exportée est de USD 1 888,40 millions contre USD 882,99 millions en 2016, soit une augmentation de plus de 100% due à l'évolution favorable du prix de ce produit sur le marché asiatique (Chine et Singapour).

Quant aux produits aurifères exportés, leur volume est passé de 29,96 millions de grammes en 2016 à 45,09 millions de grammes en 2017, soit une augmentation de 50,49% due aux mesures de renforcement du système de production de ces produits prises par les sociétés aurifères (la SAG et la SMD surtout) au début de l'année sous revue. Leur valeur exportée est de USD 1 692,46 millions contre USD 1 111,17 millions en 2016, soit une hausse de 52,31% due principalement à l'évolution favorable des prix de l'or sur le marché international et aux effets positifs des réformes engagées en 2016 par le Gouvernement pour l'encadrement des exploitants artisanaux dans l'expédition de leurs produits vers ce marché.

S'agissant du diamant exporté, son volume est passé de 0,11 millions de carat en 2016 à 0,24 millions de carat en 2017, soit une hausse de plus de 100% due à l'augmentation de la production dans les nouvelles sociétés (Guiter Mining surtout) au cours des deux derniers trimestres de l'année 2017. La valeur exportée du

diamant est de USD 25,29 millions contre USD 22,14 millions en 2016, soit une augmentation de 14,25% due en grande partie à l'évolution favorable du prix sur le marché international.

Concernant les produits agricoles (pommes de terre, banane, café etc.) exportés, leur valeur est passée de USD 80,89 millions en 2016 à USD 194,04 millions en 2017, soit une hausse de plus de 100% due en grande partie à l'évolution favorable des prix de certains produits sur le marché international et aux effets positifs des réformes (fourniture de l'engrais, encadrement des paysans sur les techniques agricoles etc.) engagées par le Gouvernement au cours des deux dernières années.

Pour les produits de pêche (poissons, crevettes etc.), leur valeur est de USD 136,03 millions contre USD 29,36 millions en 2017, soit une augmentation de USD 106,67 millions due à l'évolution favorable des prix de ces produits sur le marché international et aux effets positifs de la levée des sanctions de l'Union Européenne sur les produits halieutiques de la Guinée en 2016.

S'agissant des produits forestiers (bois, caoutchouc, etc.) exportés, leur valeur est passée de USD 121,10 millions en 2016 à USD 145,30 millions en 2017, soit une hausse de 19,98% due essentiellement à l'évolution favorable des prix sur le marché international, observée au cours de la période sous revue.

Structure des exportations (en %)

Produits	Années		
	2015	2016	2017
Produits agricoles	2,17	0,32	4,22
Produits de pêche	0,71	0,09	2,96
Produits des industries alimentaires	0,00	0,00	0,00
Produits forestiers	1,59	0,26	3,16
Produits miniers	84,12	98,97	78,85
Produits métallurgiques	0,04	0,05	2,24
Autres produits divers	11,38	0,31	8,92

Source : Annexe 17

La part importante des produits miniers (bauxite, or et diamant) dans les exportations indique que l'économie guinéenne est toujours tributaire des variations du cours de ces produits sur le marché international.

En 2017, les principales zones d'exportation de la Guinée sont l'Asie (66,65%), les autres pays (23,15%), l'Union européenne (3,27%), et la CEDEAO (3,17%).

Evolution de la valeur des exportations FAB par zone de destination

Zone de destination	Exportations FAB				
	2013	2014	2015	2016	2017
	Valeur				
	En millions US				
CEDEAO	61,61	489,52	380,86	123,03	145,56
Afrique Centrale	0,25	0,69	0,71	0,01	10,29
Pays de l'AELE	459,45	105,00	25,51	63,25	30,31
Union européenne	797,49	490,89	469,10	111,20	150,40
Pays Arabes	4,34	39,98	7,88	7,15	5,53
Maghreb	2,33	0,93	3,65	0,45	7,46
Europe de l'Est	63,32	42,10	48,21	9,55	47,00
Asie	92,77	332,54	544,78	1 821,22	3 062,01
Continent Américain	109,60	156,92	124,46	12,76	71,88
Autres pays	295,10	407,76	175,99	265,73	1 063,61
Total	1 886,26	2 066,34	1 781,15	2 414,35	4 594,06

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

a-2. Importations

Les importations FAB se sont situées à USD 3 484,05 millions contre USD 4 429,44 millions en 2016, soit une baisse de 21,34 % liée notamment à la forte diminution de la valeur des équipements (bateaux miniers, grues flottantes, remorqueurs, brouées de navigation et matériels de pêche artisanale) et des produits alimentaires (riz, lait, viande, jus de fruits, beurre, etc.) importés par les agents économiques résidents au cours de l'année sous revue.

En effet, la valeur des équipements importés est passée de USD 2 186,48 millions en 2016 à USD 676,28 millions en 2017, soit un recul de 69,07 % dû à la baisse considérable des importations des équipements effectuées par les sociétés minières (la SMB et GAC surtout) au cours de l'année 2017.

Quant aux produits alimentaires importés, leur valeur est passée de USD 616,70 millions en 2016 à USD 425,41 millions en 2017, soit un recul de 21,64 % dû à la baisse des prix des denrées de première nécessité (riz, sucre etc.) sur le marché international.

En 2017, les principales zones de provenance des produits importés par les agents économiques résidents sont : l'Union européenne (40,45 %), l'Asie (20,87 %), la CEDEAO (14,57 %) et le Continent américain (9,10 %).

Evolution de la valeur des importations FAB par zone de provenance

Zone de provenance	Importations FAB				
	2013	2014	2015	2016	2017
	Valeur				
	En millions US				
CEDEAO	104,79	131,16	155,15	26,66	507,45
Afrique Centrale	0,43	0,24	1,22	0,03	7,62
Pays de l'AELE	14,15	10,22	15,75	1,49	6,99
Union européenne	833,25	983,29	885,78	4 100,32	1 409,16
Pays Arabes	30,09	43,95	67,56	12,06	36,87
Maghreb	93,19	81,82	38,30	7,03	79,25
Europe de l'Est	13,13	16,53	46,76	8,29	57,90
Asie	622,81	749,37	705,39	201,59	727,08
Continent Américain	126,42	90,66	97,94	21,28	316,99
Autres pays	300,80	265,17	177,90	50,70	334,73
Total	2 139,06	2 372,42	2 191,75	4 429,44	3 484,05

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

Encadré 4 : Indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit plusieurs indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe le taux de couverture du commerce extérieur et le degré d'ouverture.

1. Taux de couverture du commerce extérieur (TCCE)

Le taux de couverture du commerce extérieur est mesuré par la balance commerciale. Il correspond au rapport des exportations (X) sur les importations (M) des biens.

$$TCCE = X/M*100$$

Ce taux permet de mieux juger les performances du commerce extérieur d'un pays dans la mesure où il est indépendant du niveau des échanges et de la balance commerciale. Il indique la part des importations financées par les exportations.

2. Tableau 1 : Evolution du Taux de couverture du commerce extérieur de la Guinée de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	En millions de dollars US				
Exportations(X)	1886,26	2039,56	2805,71	2414,35	4594,06
Importations (M)	2139,05	2384,58	2191,75	4429,44	3484,05
TCCE	88,18%	85,53%	128,01%	54,51%	131,86%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Sur les cinq dernières années, le taux de couverture du commerce extérieur s'est considérablement apprécié de 43,68 points de pourcentage pour se situer à 131,86 % en 2017 contre 88,18 % en 2013. Cette situation est expliquée par la forte augmentation des exportations de la bauxite enregistrée par les sociétés minières (surtout la Société Minière Boké) au cours de l'année sous revue.

3. Le Taux ou le Degré d'ouverture (DO)

Le degré d'ouverture mesure la part du commerce international du pays dans le PIB. Il est mesuré par le rapport de la valeur des échanges extérieurs au Produit Intérieur Brut (PIB). La valeur des échanges correspond à la moyenne des exportations et des importations des biens et services.

$$DO = ((\text{exportations} + \text{importations})/2)/\text{PIB} * 100$$

4. Tableau 2 : Evolution du degré d'ouverture de la Guinée de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	En millions de dollars US				
Exportations des biens et services	1989,79	2147,99	2883,97	2471,34	4646,44
Importations des biens et services	2833,43	3041,84	2695,05	5142,29	4239,96
PIB courant	6512,41	6592,05	7551,52	8427,00	10491,00
Degré d'ouverture	37%	39%	37%	45%	43%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Le degré d'ouverture a augmenté de 6 points de pourcentage sur les cinq dernières années pour se situer à 43 % en 2017 contre 37 % en 2013. L'augmentation du niveau de ce taux indique que l'économie guinéenne reste extravertie puisque son degré d'ouverture se situe en moyenne à 40,20 % sur les cinq années.

I-1-b- Balance des services

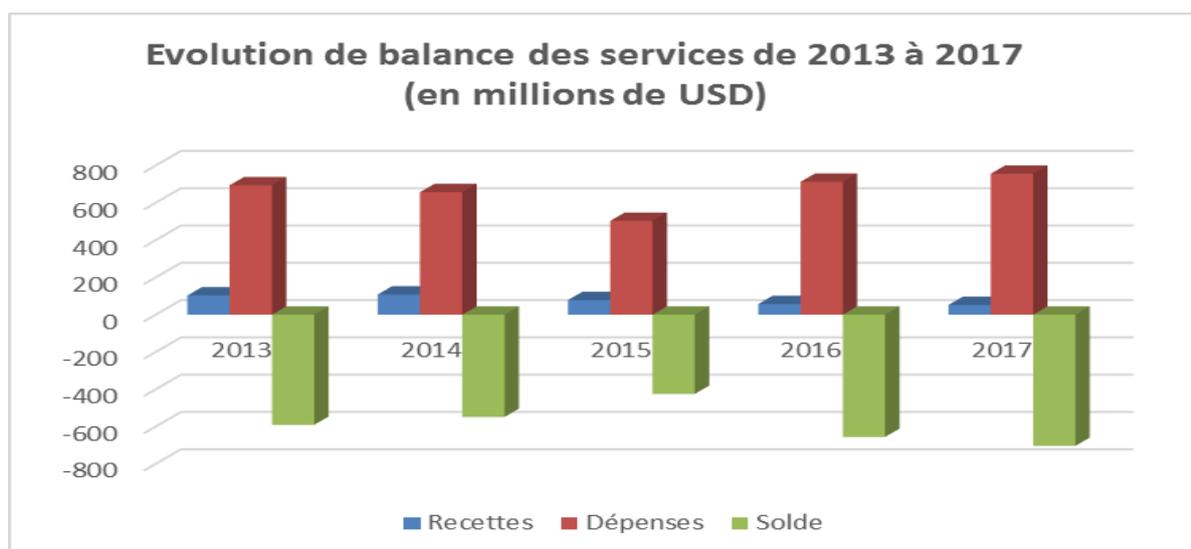
La balance des services est déficitaire de USD 703,53 millions contre un déficit de USD 655,86 millions en 2016, soit une dégradation du déficit de 7,27 % due en grande partie à la hausse de la facture des services d'entretien et de réparation, des services de transport aérien, des services financiers et des services spécialisés (audit, conseil en gestion, recherche et développement) payés aux non-résidents par les sociétés guinéennes.

En effet, les dépenses liées aux services d'entretien et de réparation sont passées de USD 4,15 millions en 2016 à USD 11,12 millions en 2017, soit une hausse de USD 6,97 millions due à l'augmentation de la facture des frais d'entretien et de réparation des machines et installations payés aux prestataires non-résidents par les sociétés minières (SMB, GAC et SAG surtout).

Les dépenses liées aux services de transport aérien sont passées de USD 63,03 millions en 2016 à USD 79,45 millions en 2017, soit une augmentation de 26,04 % due essentiellement au renforcement de la couverture aérienne guinéenne grâce à l'arrivée sur le marché de nouvelles compagnies aériennes étrangères (Ethiopian airline, Tunis air, Emirates).

Quant aux dépenses liées aux services financiers (commissions, garanties et compensations des paiements, frais de conseils financiers etc.), leur montant est passé de USD 47,60 millions en 2016 à USD 53,95 millions en 2017, soit un accroissement de 13,35% dû essentiellement à l'augmentation de la facture des frais d'intermédiation financières payés aux sociétés financières non-résidentes par les sociétés guinéennes.

S'agissant des dépenses liées aux services spécialisés d'audit, de conseils en gestion et d'études, elles sont passées de USD 32,19 millions en 2016 à USD 48,96 millions en 2017, soit hausse de 38,84%.



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

Dans le déficit de la balance des services, le transport maritime représente 46,60 %, le transport aérien 11,29 %, les services d'entretien et de réparation 1,58 %, les services d'assurance 5,82 %, les services financiers pour 6,95 %, les divers services techniques reçus de l'étranger par les entreprises résidentes 6,98 %, les autres services (communication, informatiques etc.) 20,78 %.

L'importance du poste transport maritime s'explique par le fait que l'essentiel du transport des marchandises générales importées par les opérateurs économiques résidents est assuré par les navires étrangers.

Composantes des services de transport (en millions de dollars USD)

Rubrique	Année 2016								
	Services de transport exportés (crédit)				Services de transport importés (débit)				Net (Crédit - Débit)
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	1,41	1,41	0	4,29	0,13	4,42	-3,01
Fret	0	0	0	0	428,34	59,02	0	487,36	-487,36
Autres	7,61	0	0	7,61	0	0,34	0	0,34	7,27
Total	7,61	0	1,41	9,02	428,34	63,65	0,13	492,12	-483,1
Rubrique	Année 2017								
	Services de transport exportés (crédit)				Services de transport importés (débit)				Net (Crédit - Débit)
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	0,16	0,16	0	4,18	0,11	4,29	-4,13
Fret	0	0	0	0	336,92	45,94	0	382,86	-382,86
Autres	9,07	0	0	9,07	0	29,8	0	29,80	-20,73
Total	9,07	0	0,16	9,23	336,92	79,92	0,11	416,95	-407,72

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

En 2017, le Port Autonome de Conakry a enregistré moins de mouvements que l'année précédente comme le montre le tableau ci-dessous :

Mouvements des navires au Port Autonome de Conakry

N°	Rubrique	Année		Variation
		2016	2017	en %
1	Porte - conteneurs	242	240	-1
2	Chalutiers	536	530	-1
3	Minéraliers	88	95	8
4	Cargos conventionnels	55	47	-15
5	Rouliers	64	60	-6
6	Porte-barges	3	3	0
7	Tankers	47	45	-4
8	Vraquiers	49	50	2
9	Navire militaire	4	4	0
10	Navire Clinique	0	0	0
11	Cargo réfrigérateur	18	17	-6
12	Navire de recherche scientifique	3	3	0

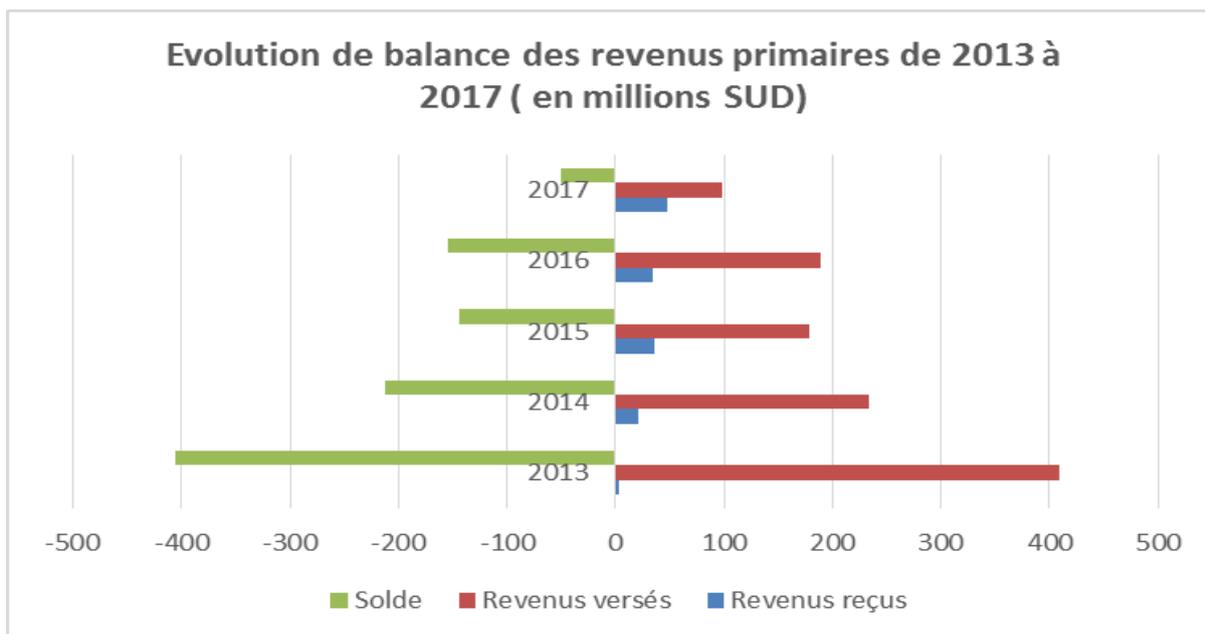
Source : Port Autonome de Conakry

I-1-c- Balance des revenus primaires

La balance des revenus primaires est déficitaire de USD 50,63 millions contre un déficit de USD 154,81 millions en 2016, soit une diminution du déficit de 67,30 % due en grande partie à une baisse des revenus (dividendes et salaires) payés aux investisseurs et aux travailleurs non-résidents par les entreprises résidentes notamment les sociétés minières.

En effet, les revenus (bénéfices, intérêt et dividendes) versés aux investisseurs étrangers par les sociétés résidentes sont passés de USD 107,39 millions en 2016 à USD 40,82 millions en 2017, soit une baisse de 61,99 %.

S'agissant des rémunérations versées aux travailleurs temporaires et saisonniers non-résidents par les entreprises résidentes, leur montant est passé de USD 33,87 millions en 2016 à USD 27,77 millions en 2017, soit une baisse de 17,99 % due à la finalisation de certains grands travaux d'expertise observée dans certaines grandes sociétés et projets miniers au cours la période sous revue.

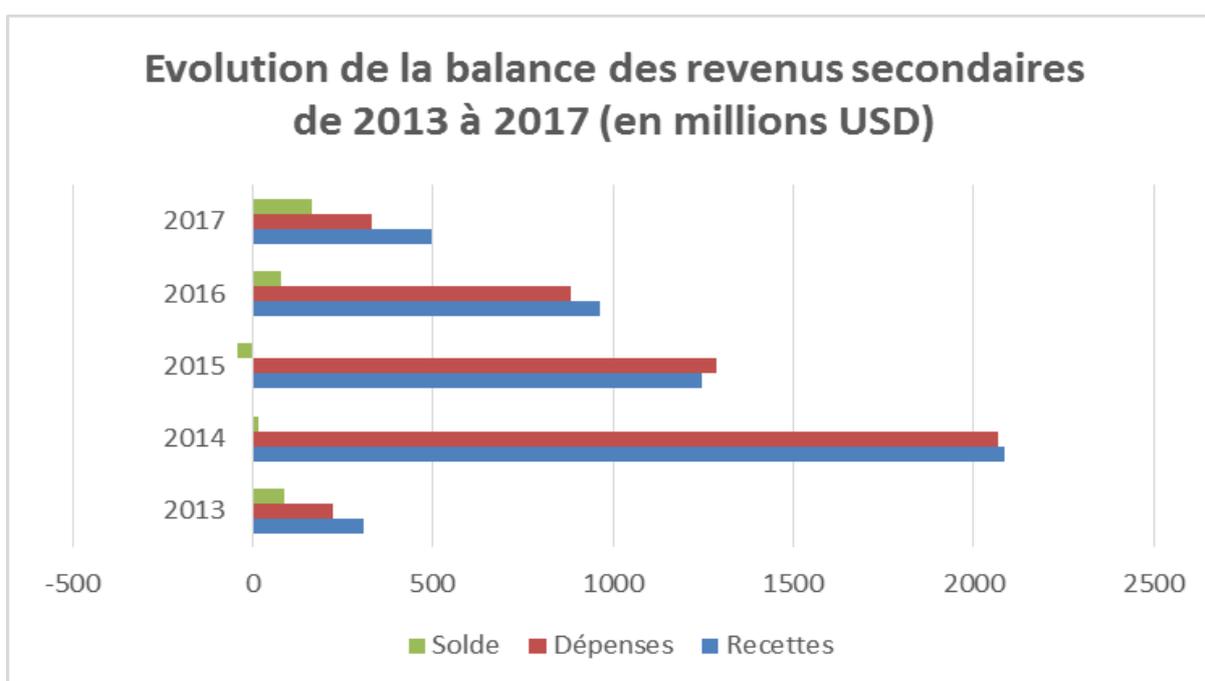


Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-1-d- Balance des revenus secondaires

La balance des revenus secondaires est excédentaire de USD 162,55 millions contre un excédent de USD 80,84 millions en 2016, soit un accroissement de l'excédent de plus de 100 % dû essentiellement à la hausse des dons (aides budgétaires) accordés à l'Etat par les partenaires bilatéraux et multilatéraux au cours de la période sous revue.

En effet, les dons accordés à l'Etat sont passés de USD 11,56 millions en 2016 à USD 106,8 millions en 2017, soit une augmentation de USD 95,24 millions.



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-2- Compte de capital

Le compte de capital est excédentaire de USD 145,70 millions contre un excédent de USD 164,22 millions en 2016, soit un recul de 11,28 % dû en grande partie à la baisse des dons projets accordés à l'État guinéen et aux ONG nationales par les partenaires financiers et bilatéraux au cours de la période sous revue.

En effet, les dons projets accordés à l'Etat et aux ONG sont passés de USD 168,45 millions en 2016 à USD 149,42 millions en 2017, soit une baisse de 11,30 % attribuable à la conjoncture économique difficile observée dans la plupart des pays partenaires de la Guinée.

Évolution de la balance du compte de capital

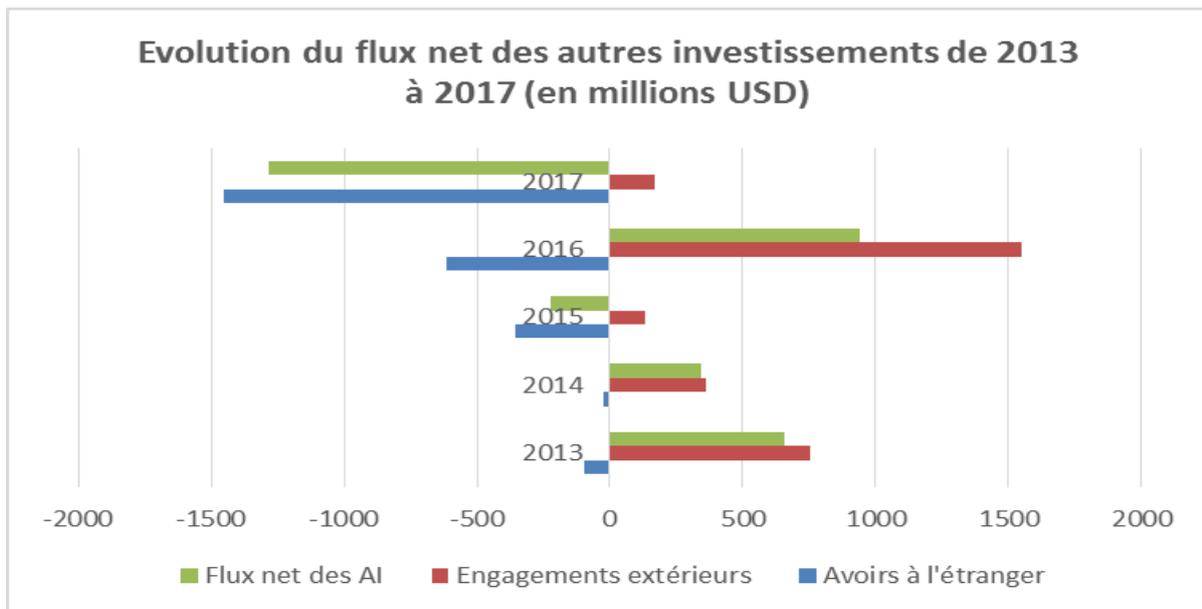
Compte capital	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	<i>en millions USD</i>				
Crédit					
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	48,5	204,72	185,95	116,02	145,91
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique		132,98	33,92	7,04	0,00
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	31,33	51,27	45,67	52,44	3,50
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	2,59	0,00	0,00	0,00
Total 1	79,83	258,58	231,61	168,45	149,41
Débit					
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	-1,91	-0,71	-0,70	-4,23	-3,71
Total 2	-1,91	-0,71	-0,70	-4,23	-3,71
Balance des opérations en capital (Total 1 + Total 2)	77,92	257,88	230,91	164,22	145,70

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-3- Compte financier

Le compte financier (IDE, investissements de portefeuille, autres investissements, etc.) est déficitaire de USD 708,04 millions contre un excédent de USD 2 579,74 millions en 2016.

La forte dégradation du solde du compte financier est due en grande à l'augmentation des avoirs au niveau des autres investissements (crédits et prêts commerciaux à court terme, avances et acomptes, etc.), surtout la partie « Monnaie fiduciaire et dépôts à l'étranger » des sociétés minières notamment la Société Minière de Boké, la SAG et la SMD. Cette situation s'explique par le fait que l'explosion des exportations de bauxite observée au cours de la période sous revue ne s'est pas accompagnée d'un rapatriement de recettes (devises) d'exportation pour renforcer les réserves de change de la Nation ou la position extérieure nette des banques commerciales résidentes.



A cela s'ajoute aussi la baisse des flux nets entrants des investissements directs étrangers observés au cours de l'année 2017 dans les sociétés résidentes. En effet, les flux nets des investissements directs étrangers enregistrés dans les sociétés résidentes sont passés de USD 1 597,34 millions en 2016 à USD 576,50 millions en 2017, soit une diminution de 63,91%.

Cette baisse considérable des flux nets d'investissements est due à la finalisation de certains grands travaux d'installations techniques et de programmes d'investissements observée dans les sociétés minières (la SMB, GAC surtout) au cours de la période sous revue. Ces installations techniques et plans d'investissement des sociétés et projets miniers sont généralement financés par les investisseurs étrangers.

Un autre élément non moins important explique également la baisse des flux d'investissements directs étrangers enregistrée au cours de la période dans les sociétés minières. Il s'agit de la signature de la convention de location de grosses machines entre les anciennes et nouvelles sociétés minières.

Évolution des flux des IDE par secteur d'investissement

N°	Secteur d'investissement direct étranger	Année				
		2013	2014	2015	2016	2017
		Valeur en millions de dollars US				
A	Secteur minier	117,61	17,58	32,53	1654,94	532,68
	<i>dont</i>					
	1. CBG	0,00	0,00	0,00	62,85	88,46
	2. SEMAFO	94,69	0,00	0,00	0,00	0,00
	3. SAG	0,00	0,00	5,79	38,41	81,88
	4. RIO TINTO	6,058	3,39	0,00	93,98	0,07
	5. SMD	1,14	0,00	9,36	46,07	0,63
	6. SMB	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
	7. ALLIANCE MINING CORPORATION	0,00	9,00	16,34	1413,14	259,65
	8. BELZONE	7,51	1,52	1,04	0,49	1,99
	9. VALE-GUINEA	8,22	3,67	0,00	0,00	0,00
B	Autres secteurs	16,35	43,78	31,51	13,90	44,89
	<i>dont</i>					
	1. BANQUES:	0,00	0,00	23,29	4,98	38,35
	2. ASSURANCES	0,00	0,00	0,04	6,85	2,74
	3. INDUSTRIES	16,35	43,78	8,18	2,07	3,80
TOTAL DES FLUX D'IDE		133,96	61,36	64,04	1668,84	577,57

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-4- Solde global

En 2017, les échanges extérieurs de la Guinée se sont traduits par un solde global déficitaire de USD 44,05 millions contre un déficit de USD 0,83 millions en 2016, soit une aggravation du déficit de USD 43,22 millions due à une forte baisse des flux de capitaux enregistrés dans les sociétés résidentes.

Ce déficit a été financé essentiellement par des tirages auprès du FMI de USD 26,26 millions et auprès d'autres partenaires financiers pour USD 94,28 million, ce qui a permis une reconstitution des réserves de change de USD 76,50 millions au cours de l'année sous revue.

Encadré 5 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit d'autres indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe la propension à exporter et à importer, le marché intérieur et le taux de pénétration du marché intérieur.

1. La propension à exporter

La propension à exporter mesure l'effort d'exportation du pays. Il indique la part du PIB du pays consacrée à satisfaire la demande étrangère.

$$PE = X/PIB*100$$

Tableau 1 : Évolution de la propension à exporter de la Guinée de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	En millions de dollars US				
Exportations des biens	1886,26	2039,56	2883,97	2414,35	4594,06
PIB courant	6512,41	6592,02	7551,52	8427,00	10491,00
Propension à exporter	29%	31%	38%	29%	44%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Sur les cinq dernières années, la propension à exporter de la Guinée est en moyenne de 34,20% %. En 2017, la part du PIB consacrée à satisfaire la demande étrangère est de 44 % contre 29% en 2013, soit une hausse de 15 points de pourcentage.

2. La propension à importer

La propension à importer mesure la part de l'offre extérieure dans le PIB. Elle indique la part de l'offre extérieure consacrée à satisfaire la demande intérieure d'un pays.

$$PI = M/PIB*100$$

Tableau 2 : Évolution de la propension à importer de la Guinée de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	En millions de dollars US				
Importations des biens	2139,05	2384,58	2695,05	4429,44	3484,05
PIB courant	6512,41	6592,02	7551,52	8427,00	10491,00
Propension à importer	33%	36%	36%	53%	34%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Par rapport à 2013, la propension à importer a augmenté d'un point de pourcentage. Ce qui signifie une augmentation de la dépendance de l'économie guinéenne par rapport aux autres économies.

Encadré 6 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements**1. Le marché intérieur**

Le marché intérieur (absorption) représente la production augmentée des importations et diminuée des exportations. Il mesure la demande intérieure apparente d'un pays. Il peut être calculé par produit. Il permet également de déterminer le taux de pénétration du marché d'un pays.

$$MI = Production + M - X$$

Tableau 3 : Évolution du marché intérieur de la Guinée de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	<i>En millions de dollars US</i>				
PIB courant	6512,41	6512,41	7551,52	8427,00	10491,00
Importations des biens	2139,05	2384,58	2805,71	4429,44	3484,05
Exportations des biens	1886,26	2039,56	2191,75	2414,35	4594,06
Marché intérieur (absorption)	6765,20	6857,43	8165,47	10442,09	9380,99

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Sur les cinq années, le marché intérieur s'est renforcé de 39 %. Cet indicateur peut être rapporté au précédent pour montrer la densification progressive du marché intérieur guinéen.

2. Le Taux de pénétration du marché intérieur

Le taux de pénétration du marché intérieur indique la part du marché intérieur qui est couverte par les importations. Il mesure la dépendance globale ou par produit du pays vis-à-vis de l'extérieur.

$$TP = M/MI*100$$

Tableau 4 : Évolution du taux de pénétration du marché intérieur de la Guinée de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	<i>En millions de dollars US</i>				
Importations des biens	2139,05	2384,58	2191,75	4429,44	3484,05
Marché intérieur (absorption)	6765,20	6937,04	8165,47	10442,09	9380,99
Taux de pénétration du marché intérieur	38%	34%	27%	42%	38%

Source : BCRG/DGES/DSBP

II - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique, présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble l'ensemble des transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période donnée. Elle constitue un instrument indispensable à la connaissance des activités économiques, à la formulation et au suivi de la politique économique. Elle est également un outil d'analyse et d'évaluation de la stabilité du système financier.

En dépit de son appellation, la balance des paiements n'a plus vocation à rendre compte des paiements mais des transactions entre résidents et non-résidents. Elle est équilibrée par nature, chaque transaction financière ou non financière, avec un non-résident ayant une contrepartie financière.

II-1- Cadre institutionnel et réglementaire

L'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Guinée repose sur un cadre institutionnel national et s'appuie sur un cadre conceptuel et méthodologique du FMI.

II-1-a- Loi L/2014/016/AN

L'établissement de la balance des paiements en Guinée est précisé par la loi L/2014/016/AN du 02 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

Selon l'article 27 de cette loi, la Banque Centrale de la République de Guinée est l'institution chargée d'élaborer la balance des paiements et la position extérieure de la Guinée. À cet effet, tous les résidents du territoire économique de la Guinée doivent rendre compte à la Banque Centrale de toutes les opérations effectuées avec les non-résidents.

II-1-b- La loi statistique

Les renseignements recueillis au cours d'un Recensement, d'une Enquête, revêtus du visa de l'article 13 de la loi statistique, notamment ceux ayant trait à la vie privée des personnes recensées ou enquêtées, sont CONFIDENTIELS. Ils ne peuvent en aucun cas être divulgués ou utilisés à des fins politiques, de contrôle fiscal, de répression économique ou de poursuite judiciaire, conformément à la loi L/2014/019/AN du 08 juillet 2014.

II-1-c- L'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB

À l'échelle nationale, la validation de la balance des paiements est précisée par l'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements (CTHBP).

Le CTHBP est l'organe de validation des comptes extérieurs de la Guinée. Cet organe est présidé par la Banque Centrale. Il comprend notamment les représentants de :

- ✓ la Primature ;
- ✓ la Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements (BCRG) ;
- ✓ la Direction des Changes (BCRG) ;
- ✓ la Direction Nationale du Budget ;
- ✓ la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- ✓ la Direction Générale des Douanes ;
- ✓ la Direction Nationale de la Dette Publique et de l'Aide au Développement ;
- ✓ la Direction Nationale du Plan ;
- ✓ l'Institut National de la Statistique (INS);
- ✓ le Bureau d'Etudes et de Stratégie du Ministère des Mines et de la Géologie;
- ✓ la Direction Nationale de la Coopération ;
- ✓ la Direction Nationale du Commerce Extérieur et de la Compétitive ;
- ✓ l'Office National du Tourisme ;
- ✓ l'Office Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture et ;
- ✓ le Cabinet du Ministère de l'Agriculture.

Ce Comité arrête et valide les statistiques de la balance des paiements.

Les comptes extérieurs de la Guinée sont actuellement produits par trimestre, suivant la 6ème édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale. Ces balances de paiements trimestrielles agrégées permettent d'obtenir la balance annuelle avec un délai maximum de six mois après la fin de l'année sous revue. La balance des paiements annuelle est publiée sur support papier et sur le site web de la Banque Centrale de la République de Guinée (www.bcr-guinee.org). Elle est également communiquée au Département des statistiques du FMI pour publication.

II-2- Conventions d'enregistrement des transactions

En Guinée, la procédure d'élaboration des statistiques de balance des paiements est inspirée principalement des normes internationales notamment, la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale publiée par le Fonds Monétaire International (FMI) en 2008.

Le manuel de la balance des paiements du FMI décline la normalisation des concepts, des définitions, des classifications et des conventions de manière à ce qu'il soit plus facile, au plan national et international, de recueillir, présenter et comparer les statistiques de balance des paiements.

La balance des paiements est traditionnellement présentée du point de vue de la Nation, contrairement à la comptabilité nationale au sein de laquelle les échanges entre la Guinée et l'extérieur sont présentés du point de vue de l'agent « reste du monde ».

Par convention, un chiffre inscrit au crédit d'un compte correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle (échanges de biens, de services et des paiements de revenus). Un chiffre inscrit au débit d'un compte représente une importation ou une dépense.

Dans le compte financier, un chiffre positif reflète une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires. Un chiffre négatif représente une augmentation des avoirs ou une diminution des engagements. Un chiffre négatif au titre des avoirs de réserve signifie une augmentation des réserves.

Pour l'établissement de la balance des paiements, les principes comptables clés portent sur le principe de la partie double, le moment d'enregistrement des opérations, l'évaluation des transactions et l'unité de compte utilisée.

II-2-a- Le principe de la partie double

Toute transaction doit donner lieu à deux inscriptions de montants égaux, l'une au crédit et l'autre au débit. Avec le principe de la partie double, la somme des montants inscrits au débit doit être égale à celle des montants inscrits au crédit. Par conséquent, la somme de toutes les transactions est égale à zéro. De ce point de vue, la balance des paiements est toujours équilibrée par nature.

II-2-b- Le principe d'évaluation

La base d'évaluation des transactions est le prix de marché convenu entre les agents économiques. En cas de troc, il est recommandé de recourir à des valeurs de substitution, par exemple une cotation courante sur le marché.

II-2-c- Le principe d'unité de compte

Étant donné que les transactions entre les résidents guinéens et les non-résidents peuvent se régler dans plusieurs monnaies, et pour faciliter les comparaisons avec les autres pays membres du FMI, la BCRG a adopté l'enregistrement des opérations en dollar. Pour les montants en franc guinéen, un taux de change moyen est utilisé pour faire la conversion en dollar.

II-3- Sources des données

La méthode de collecte des données utilisée par la Banque Centrale de la République de Guinée est conforme aux règles et principes édictés par le MBP6 publié en 2008 par le FMI.

Les données sont collectées sur la base des enquêtes trimestrielles effectuées auprès des principaux agents économiques ayant des relations avec les non-résidents. Il s'agit de : l'administration publique, des sociétés financières et non financières, des représentants diplomatiques et des institutions internationales.

II-3-a- L'Administration publique

- ✓ le Ministère de l'Économie et des Finances ;
- ✓ le Ministère du Budget ;
- ✓ le Ministère des Mines et de la Géologie ;
- ✓ le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale ;
- ✓ le Ministère du Commerce ;
- ✓ le Ministère du Tourisme ;
- ✓ le Port Autonome ;
- ✓ la CNSS (Caisse Nationale de la Sécurité Sociale) et ;
- ✓ la Direction Générale des Douanes.

II-3-b- Les sociétés financières

- ✓ la BCRG (Banque Centrale de la République de Guinée) ;
- ✓ les banques commerciales ;
- ✓ les sociétés d'assurances et ;
- ✓ les sociétés de transferts d'argent.

II-3-c- Les sociétés non financières

- ✓ les sociétés minières ;

- ✓ les complexes hôteliers ;
- ✓ les sociétés de télécommunication ;
- ✓ les sociétés industrielles non minières ;
- ✓ les agences de voyage ;
- ✓ les sociétés de construction et BTP;
- ✓ les sociétés portuaires et aéroportuaires ;
- ✓ les universités et grandes écoles ;
- ✓ les hôpitaux et cliniques ;
- ✓ les radios et télévisions

II-3-d- Les représentations diplomatiques

- ✓ l'Ambassade de la France ;
- ✓ l'Ambassade de l'Allemagne ;
- ✓ l'Ambassade des États-Unis ;
- ✓ l'Ambassade du Mali ;
- ✓ l'Ambassade de la Chine, etc.

II-3-e- Les institutions internationales

- ✓ le Fonds Monétaire International ;
- ✓ l'Agence Française de Développement ;
- ✓ le Programme des Nations Unies pour le Développement ;
- ✓ la Banque Mondiale ;
- ✓ l'Union Européenne ;
- ✓ l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- ✓ l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ;
- ✓ le Fonds International pour le Développement Agricole ;
- ✓ l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
- ✓ le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
- ✓ l'Agence des États-Unis pour le Développement International
- ✓ le Programme Alimentaire Mondial, etc.

Tous ces agents économiques sont soumis à des questionnaires types. Ces questionnaires récapitulent pour le trimestre concerné, les flux décrivant les transactions effectuées avec l'extérieur, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements.

Les questionnaires sont adressés aux agents économiques par courrier à la fin de chaque trimestre. Concernant les organes et Directions de l'État et les institutions internationales, certaines informations sont collectées directement par les services techniques de la Banque Centrale de la République de Guinée.

Encadré 3 : Composantes types de la balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MPB6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après:

- ✓ **les investissements directs**, ayant pour mission un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable;
- ✓ **les investissements de portefeuille**, qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés**, qui sont différents des réserves ;
- ✓ **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle et qui recense toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc.;
- ✓ **les avoirs de réserves**, qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

CONCLUSION

Les statistiques monétaires de 2017 sont produites conformément aux orientations du Manuel des Statistiques Monétaires et Financières conçus et publié par le Fonds Monétaire International en 2000 (MSMF 2000). Toutefois, les données des institutions de microfinance et des sociétés d'assurance ne sont pas encore prises en compte dans l'établissement des statistiques monétaires.

Ces statistiques seront complètes à partir de l'année 2019 grâce à l'assistance technique du FMI qui est déjà programmée.

Quant aux statistiques de la balance des paiements de 2017, elles sont produites conformément aux orientations du sixième Manuel de la balance des paiements (MBP6) conçu et publié par le FMI en 2008. Pour accélérer le traitement des statistiques de la balance des paiements, une application informatique est en cours de finalisation sur une plate-forme appropriée. Avec ladite application informatique, il sera possible de produire la balance des paiements par branche d'activités, par secteur institutionnel et par zone géographique, en plus de la balance globale.

S'agissant des indicateurs d'accès aux services financiers (ASF), ils sont produits conformément à la méthodologie d'enquête annuelle développée par le FMI en 2011 pour tous ses pays membres. Cette méthodologie d'enquête générale a été adaptée aux spécificités de l'économie guinéenne et permis de collecter les données financières liées aux indicateurs. Les indicateurs produits concernent les banques, les banques mobiles, les institutions de microfinance et les sociétés d'assurance.

Concernant les indicateurs de solidité financière (ISF), ils sont établis conformément aux orientations du guide d'établissement conçu et publié par le Fonds Monétaire International en 2011. Ce guide répond à la nécessité de disposer d'instruments permettant d'évaluer les forces et les faiblesses des systèmes financiers des pays membres du FMI. A ce jour, seules les données des banques commerciales sont utilisées par la DSBP pour établir les indicateurs de solidité financière. Ces indicateurs seront complets à partir de l'année 2019 avec l'aide des travaux déjà effectués sur le canevas de communication des données d'autres secteurs concernés (IMF collectrices de dépôts, sociétés d'assurance notamment).

ANNEXES

Annexe 1: GUINEE SITUATION MONETAIRE BANQUE CENTRALE DE 2008 A 2017 (en millions de GNF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Avoirs Extérieurs Nets	-48 180	1 721	240 920	4 533 961	2 923 394	3 165 508	3 276 795	1 290 312	2 480 249	2 901 014
Or	65 511	33 254	41 284	87 714	90 830	61 220	62 998	719 393	77 395	82 570
FMI	-366 080	-335 482	-1 251 408	-1 405 224	-1 496 358	-1 705 201	-2 038 939	-2 365 756	-2 824 020	-319 027
Avoirs en DTS	15 983	5 360	718 263	666 692	840 572	1 044 564	1 678 300	1 614 795	1 694 669	1 976 627
Autres Avoirs de Change	302 825	341 900	783 785	5 301 217	3 552 929	3 832 148	3 691 876	1 354 936	3 613 483	4 100 924
Engagements à Court Terme	-66 419	-43 311	-51 004	-116 438	-64 579	-67 223	-117 440	-33 056	-81 278	-116 206
Avoirs Intérieurs Nets	1 992 037	2 032 851	6 740 809	2 091 486	3 507 084	4 275 338	5 244 123	7 448 588	7 616 361	8 236 341
Créances nettes sur l'État	1 888 195	1 925 912	6 455 738	1 598 179	3 466 631	4 396 976	5 341 208	7 353 261	7 462 181	7 982 968
Crédits aux Entreprises publiques	1 093	1 093	28 958	35 713	22 103	15 003	7 367	1 568	205	205
Crédits au Secteur Privé	156 904	146 465	6 163	1 038	43 381	49 966	46 431	114 613	24 331	116 990
Crédits aux banques	21 970	24 014	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds régulation monétaire	-145 000	-195 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Postes nets	68 875	130 367	249 950	456 556	-25 031	-186 607	-150 883	-20 854	129 644	222 470
Base Monétaire	1 943 857	2 034 572	6 981 729	6 625 447	6 430 478	7 440 846	8 520 918	8 738 900	10 096 610	11 137 604
Circulation fiduciaire	1 396 415	1 509 479	3 987 511	3 261 844	3 705 537	4 052 007	4 322 988	5 178 033	5 608 071	6 731 594
Réserves des Banques	542 850	515 849	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 857	3 095 874	3 802 372	3 621 372
Autres dépôts	4 592	9 244	33 376	87 934	254 164	417 802	408 073	464 994	686 167	784 639

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 2 : SITUATION MONETAIRE DES BANQUES DE 2008 A 2017 (en millions de GNF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Avoirs Extérieurs Nets	943 945	609 300	524 088	379 174	1 598 598	1 344 746	127 668	502 316	594 532	2 063 059
Avoirs	1 125 215	763 568	851 302	1 531 601	2 005 790	1 689 683	1 008 841	1 302 027	1 496 237	2 594 214
Engagements	181 270	154 268	327 214	1 152 427	407 192	344 937	881 173	799 711	901 705	531 155
Créances sur BCRG	745 710	1 882 164	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 857	3 095 874	3 802 372	3 621 372
Créances	-55 181	-2 475	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de régulation monétaire	264 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	536 891	1 884 639	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 857	3 095 874	3 802 372	3 621 372
Dépôts	433 513	1 720 296	2 839 274	2 855 202	2 075 732	2 558 011	3 153 440	2 391 663	2 751 009	3 003 812
Encaisses	103 378	164 343	121 568	420 467	395 045	413 026	636 417	704 211	1 051 363	617 560
Crédit intérieur net	1 689 780	1 828 592	3 589 120	5 425 141	4 746 502	6 093 486	7 925 378	9 966 056	10 701 599	11 319 491
Créances nettes sur l'État	713 620	698 661	1 913 224	2 206 072	1 673 208	1 907 534	1 942 283	2 457 370	2 682 616	3 130 021
Crédits aux Entreprises publiques	1 097	457	42 644	58 207	48 085	89 696	62 496	39 931	9 824	3 452
Crédits au secteur privé	975 064	1 129 474	1 633 252	3 160 862	3 025 209	4 096 256	5 920 599	7 468 755	8 008 983	8 189 470
Créances saines	886 514	1 020 918	1 540 774	3 069 967	2 900 139	3 873 635	5 622 681	7 093 256	7 373 356	7 402 340
Créances compromises	88 550	108 556	92 478	90 895	125 070	222 621	297 918	375 499	635 627	787 131
Autres Postes nets	-339 177	-525 401	-727 011	-1 104 113	-1 325 723	-1 811 536	-1 902 155	-1 562 929	-1 998 083	-2 061 785
Autres créances	346 645	304 907	418 974	639 481	763 840	865 812	963 369	1 663 248	1 855 194	2 174 446
Correspondants	31 268	11 514	29 380	98 509	53 122	104 200	100 282	107 000	194 083	263 650
Immobilisations	195 630	238 859	320 035	421 001	519 677	645 642	797 857	931 293	1 087 345	1 348 097
Divers	119 747	54 534	69 559	119 971	191 041	115 970	65 230	624 955	573 766	562 699
Autres Dettes	-685 823	-830 308	-1 145 985	-1 743 594	-2 089 563	-2 677 348	-2 865 524	-3 226 177	-3 853 277	-4 236 231
Correspondants	-20 279	-6 085	-21 190	-33 766	-45 135	-250 696	-39 432	-79 904	-166 376	-102 954
Fonds Propres	-464 329	-518 269	-758 582	-1 162 328	-1 437 552	-1 607 365	-1 881 761	-2 222 195	-2 713 366	-2 837 205
Divers	-201 214	-305 954	-366 213	-547 500	-606 876	-819 287	-944 331	-924 078	-973 535	-1 296 219
Dépôts du secteur privé	3 040 258	3 794 655	6 347 038	7 975 871	7 490 154	8 597 733	9 940 748	12 001 317	13 100 420	14 942 136
Dépôts à vue en GNF	1 424 405	2 582 138	4 785 300	5 490 842	4 529 989	5 170 892	6 425 160	7 810 059	8 390 220	8 774 283
Dépôts à terme en GNF	274 052	152 697	193 508	281 774	490 108	870 849	1 229 395	1 203 752	1 240 598	1 665 322
Dépôts en devises	1 341 801	1 059 820	1 368 230	2 203 255	2 470 057	2 555 992	2 286 193	2 987 506	3 469 602	4 502 531

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 3 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE DE 2008 A 2017 (en milliards de GNF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
AVOIRS EXTERIEURS NETS	889,15	1 084,71	765,01	4 913,14	4 521,99	4 510,25	3 404,46	1 792,63	3 074,78	4 964,32
Banque Centrale	-54,79	475,41	240,92	4 533,96	2 923,39	3 165,51	3 276,80	1 290,31	2 480,25	2 901,26
<i>dont réserves de change en millions USD</i>	<i>70,07</i>	<i>343,82</i>	<i>253,67</i>	<i>854,16</i>	<i>643,40</i>	<i>704,83</i>	<i>751,72</i>	<i>460,92</i>	<i>268,85</i>	<i>322,13</i>
Banque de Dépôts	943,95	609,30	524,09	379,17	1 598,60	1 344,75	127,67	502,32	594,53	2 063,53
AVOIRS INTERIEURS NETS	3 838,02	4 860,42	9 602,92	6 412,51	6 927,86	8 557,29	11 267,35	15 851,72	16 319,88	17 494,05
Créances nettes sur l'État à la BCRG	2 220,45	3 448,71	6 455,74	1 598,18	3 466,63	4 396,98	5 341,21	7 353,26	7 616,36	8 236,34
Créances nettes sur l'État dans les Banques	713,62	698,66	1 913,22	2 206,07	1 673,21	1 907,53	1 942,28	2 457,37	2 682,79	3 126,57
Crédits aux Entreprises Publiques	50,38	42,72	71,60	93,92	70,19	104,70	69,86	41,50	10,03	3,66
Crédits au Secteur Privé	986,97	1 140,37	1 639,42	3 161,90	3 068,59	4 146,22	5 967,03	7 583,37	8 033,31	8 220,17
Autres Postes nets	-133,40	-470,05	-477,06	-647,56	-1 350,75	-1 998,14	-2 053,04	-1 583,78	-1868,44	-1 839,32
MASSE MONETAIRE	4 727,17	5 945,12	10 367,93	11 325,65	11 449,86	13 067,54	14 671,81	17 644,34	19 394,66	22 458,37
Monnaie en circulation	1 652,01	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03	5 608,07	6 731,59
Dépôts à vue GNF	1 455,64	2 607,31	4 816,40	5 578,78	4 784,15	5 588,69	6 833,23	8 275,05	8 495,93	8 885,45
Dépôts à terme GNF	274,05	152,70	193,51	281,77	490,11	870,85	1 229,40	1 203,75	1 240,60	1 665,32
Dépôts en devises	1 345,48	1 065,08	1 370,51	2 203,26	2 470,06	2 555,99	2 286,19	2 987,51	4 050,06	5 176,01

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 4 : BASE MONETAIRE DE 2008 A 2017 (en milliards de GNF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Base monétaire	2 223,81	4 035,11	6 981,73	6 625,45	6 430,48	7 440,85	8 520,92	8 738,90	10 096,57	11 137,60
Monnaies en circulation	1 652,01	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03	5 608,03	6 731,59
Réserves des banques de dépôt	536,89	1 884,64	2 960,84	3 275,67	2 470,78	2 971,04	3 789,86	3 095,87	3 802,37	3 621,37
Réserves obligatoires	288,82	360,49	602,97	433,91	1 647,83	1 891,50	1 988,15	2 160,24	2 358,08	2 390,74
Réserves excédentaires	144,69	1 359,80	2 236,31	2 884,54	427,90	666,51	1 165,29	231,43	392,93	613,07
Encaisses	103,38	164,34	121,57	-42,78	395,05	413,03	636,42	704,21	1 051,36	617,65
Dépôts du secteur privé	34,91	30,43	33,38	87,93	254,16	417,80	408,07	464,99	686,17	784,64

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 5 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE 2017 (en millions de GNF)

	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
Avoirs Extérieurs Nets	2 620 170	2 374 369	2 528 677	2 551 379	2 640 383	2 877 706	2 873 045	2 690 093	2 951 957	2 723 139	2 754 817	2 901 263
Or	77 395	77 395	77 396	77 396	77 396	80 841	80 841	80 841	83 334	83 334	83 334	82 965
FMI	-2 881 124	-2 865 115	-2 858 396	-2 857 332	-2 826 071	-2 858 313	-2 889 694	-2 914 422	-2 897 495	-2 885 464	-2 913 722	-3 143 047
Avoirs en DTS	1 730 560	1 720 923	1 716 698	1 716 029	1 696 914	1 716 273	1 735 116	1 750 985	1 740 815	1 733 587	1 750 941	1 976 627
Avoirs en devises	3 770 343	3 528 388	3 703 617	3 671 897	3 774 100	4 040 595	4 056 172	3 882 110	4 350 504	3 910 388	3 953 848	4 100 924
Engagements à Court Terme	-77 004	-87 222	-110 638	-56 611	-81 956	-101 690	-109 390	-109 422	-325 201	-118 706	-119 584	-116 206
Avoirs Intérieurs Nets	7 652 552	7 870 889	7 756 793	7 708 153	7 592 278	7 689 603	8 157 586	8 386 445	7 871 213	8 210 837	8 944 222	8 236 341
Créances nette sur Etat	7 558 414	7 741 769	7 467 553	7 636 602	7 436 637	7 477 640	7 732 611	8 065 283	7 525 700	8 051 613	8 640 936	7 982 968
Crédits aux Banques	0	0	0	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0
Crédits aux entreprises publiques	205											
Crédits au secteur privé	24 609	24 895	25 439	25 747	26 361	26 987	27 424	27 891	29 860	30 277	30 621	30 699
Autres postes nets	69 324	104 020	263 596	45 599	129 075	179 771	397 346	293 066	315 448	128 742	272 460	222 470
Base Monétaire	10 272 722	10 245 258	10 285 470	10 259 532	10 232 661	10 567 309	11 030 631	11 076 538	10 823 170	10 933 976	11 699 039	11 137 604
Circulation fiduciaire	5 637 564	5 804 618	6 240 781	6 388 050	6 401 022	6 654 898	6 437 558	6 519 494	6 375 655	6 306 132	6 487 131	6 731 594
Réserves des Banques	3 946 053	3 723 407	3 331 662	3 128 475	3 046 279	3 080 490	3 799 669	3 811 709	3 709 215	3 852 108	4 409 506	3 621 372
Dépôts du secteur privé	689 105	717 233	713 027	743 007	785 360	831 921	793 404	745 335	738 300	775 736	802 402	784 639

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 6 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DES BANQUES 2017 (en millions de GNF)

	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
Avoirs Extérieurs Nets	689 849	866 347	1 138 370	1 772 603	2 298 527	2 408 180	2 279 718	2 287 858	2 011 496	1 923 291	2 022 144	2 063 059
Avoirs	1 676 859	1 838 527	2 067 483	2 609 202	3 099 014	3 108 972	2 921 951	2 909 643	2 539 887	2 434 007	2 569 433	2 594 214
Engagements	987 010	972 180	929 113	836 599	800 487	700 792	642 233	621 785	528 391	510 716	547 289	531 155
Créances sur BCRG	3 946 053	3 723 407	3 331 662	3 128 475	3 046 279	3 075 490	3 799 669	3 811 709	3 709 215	3 852 108	4 409 506	3 621 372
Créances	0	0	0	0	0	-5 000	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	3 946 053	3 723 407	3 331 662	3 128 475	3 046 279	3 080 490	3 799 669	3 811 709	3 709 215	3 852 108	4 409 506	3 621 372
Crédit intérieur net	10 669 206	10 544 501	10 280 202	10 420 039	10 274 689	9 862 175	9 907 542	10 035 052	10 403 179	10 566 160	10 790 166	11 319 491
Créances secteur Etat net	2 777 451	2 694 852	2 589 315	2 564 714	2 497 661	2 356 925	2 352 696	2 446 128	2 649 349	2 723 221	2 948 029	3 126 570
Créances secteur Entreprises publiques	9 737	9 281	8 568	9 069	9 095	9 841	10 058	10 227	9 994	3 935	3 614	3 452
Créances sect. prive	7 882 018	7 840 368	7 682 319	7 846 256	7 767 933	7 495 409	7 544 788	7 578 697	7 743 836	7 839 004	7 838 523	8 189 470
Autres éléments nets	-2 008 341	-2 014 347	-1 929 220	-2 097 793	-1 799 173	-1 731 136	-1 892 264	-2 196 543	-2 247 895	-2 225 128	-2 407 730	-2 061 785
Dettes envers le secteur privé	13 296 767	13 119 908	12 821 014	13 223 324	13 820 322	13 614 709	14 094 665	13 938 076	13 875 995	14 116 431	14 814 086	14 942 136
Dépôts à vue en GNF	8 444 838	8 212 336	7 934 123	7 946 099	8 162 695	7 945 174	8 304 981	8 120 912	8 165 473	8 364 966	8 744 659	8 774 283
Dépôts à terme en GNF	1 252 036	1 249 246	1 286 956	1 311 168	1 269 956	1 183 100	1 368 236	1 383 588	1 416 112	1 521 915	1 577 610	1 665 322
Dépôts en devises	3 599 893	3 658 326	3 599 935	3 966 057	4 387 671	4 486 435	4 421 448	4 433 576	4 294 410	4 229 550	4 491 817	4 502 531

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 7 : BASE MONETAIRE 2017 (en milliards de GNF)

	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
Base monétaire	10 272,7	10 245,3	10 285,5	10 259,5	10 232,7	10 567,3	11 030,6	11 076,5	10 823,2	10 934,0	11 699,0	11 137,6
Monnaies en circulation	5 637,6	5 804,6	6 240,8	6 388,1	6 401,0	6 654,9	6 437,6	6 519,5	6 375,7	6 306,1	6 487,1	6 731,6
Réserves des banques de dépôt	3 946,1	3 723,4	3 331,7	3 128,5	3 046,3	3 080,5	3 799,7	3 811,7	3 709,2	3 852,1	4 409,5	3 621,4
Réserves obligatoires	2 393,4	2 361,6	2 051,4	2 115,7	2 211,3	2 178,4	2 255,1	2 230,1	2 220,2	2 258,6	2 370,3	2 390,7
Réserves excédentaires	476,4	359,6	535,6	353,3	84,4	179,2	798,3	960,7	759,2	824,4	1 390,6	613,1
Encaisses	1 076,2	1 002,2	744,7	659,4	750,7	722,9	746,3	621,0	729,8	769,0	648,6	617,6
Dépôts du secteur privé	689,1	717,2	713,0	743,0	785,4	831,9	793,4	745,3	738,3	775,7	802,4	784,6

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 8 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE 2017 (en milliards de GNF)

	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
AVOIRS EXTERIEURS NETS	3 310,02	3 240,72	3 667,05	4 323,98	4 938,91	5 285,89	5 152,76	4 977,95	4 963,45	4 646,43	4 776,96	4 964,32
Banque Centrale(1)	2 620,17	2 374,37	2 528,68	2 551,38	2 640,38	2 877,71	2 873,05	2 690,09	2 951,96	2 723,14	2 754,82	2 901,26
(en millions de dollars)	281,44	256,13	274,86	279,30	294,65	319,82	319,22	299,03	328,54	302,57	305,92	322,13
Banque de Dépôts	689,85	866,35	1 138,37	1 772,60	2 298,53	2 408,18	2 279,72	2 287,86	2 011,50	1 923,29	2 022,14	2 063,06
AVOIRS INTERIEURS NETS	16 313,42	16 401,04	16 107,78	16 030,40	16 067,79	15 815,64	16 172,86	16 224,95	16 026,50	16 551,87	17 326,66	17 494,05
Créances nette sur l'Etat à la BCRG	7 558,41	7 741,77	7 467,55	7 636,60	7 436,64	7 477,64	7 732,61	8 065,28	7 525,70	8 051,61	8 640,94	7 982,97
Créances nette sur l'Etat dans les Banques	2 777,45	2 694,85	2 589,32	2 564,71	2 497,66	2 356,93	2 352,70	2 446,13	2 649,35	2 723,22	2 948,03	3 126,57
Créances sur les Entreprises Publiques	9,94	9,49	8,77	9,27	9,30	10,05	10,26	10,43	10,20	4,14	3,82	3,66
Créances sur le Secteur Privé	7 906,63	7 865,26	7 707,76	7 872,00	7 794,29	7 522,40	7 572,21	7 606,59	7 773,70	7 869,28	7 869,14	8 220,17
Autres Postes nets	-1 939,02	-1 910,33	-1 665,62	-2 052,19	-1 670,10	-1 551,37	-1 494,92	-1 903,48	-1 932,45	-2 096,39	-2 135,27	-1 839,32
MASSE MONETAIRE	19 623,44	19 641,76	19 774,82	20 354,38	21 006,70	21 101,53	21 325,63	21 202,91	20 989,95	21 198,30	22 103,62	22 458,37
Monnaie en circulation	5 637,56	5 804,62	6 240,78	6 388,05	6 401,02	6 654,90	6 437,56	6 519,49	6 375,66	6 306,13	6 487,13	6 731,59
Dépôts à vue gnf	8 548,93	8 345,32	8 057,12	8 065,57	8 303,61	8 065,24	8 461,80	8 251,94	8 283,99	8 500,50	8 896,97	8 885,45
Dépôts à terme gnf	1 252,04	1 249,25	1 286,96	1 311,17	1 269,96	1 183,10	1 368,24	1 383,59	1 416,11	1 521,92	1 577,61	1 665,32
Dépôts en devises	4 184,91	4 242,58	4 189,96	4 589,60	5 032,12	5 198,29	5 058,04	5 047,89	4 914,19	4 869,76	5 141,91	5 176,01

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 9-a : Évolution de la balance des paiements (format MBP5) de 2009 à 2014

DESCRIPTION (BMP5)	Évolutions annuelles					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>Montant en millions de dollar us</i>					
A. Compte des transactions courantes	-403,46	-326,93	-1 161,37	-1 038,62	-1 160,95	-1 188,65
Exportation f.a.b	1 049,72	1 471,17	1 432,72	1 927,59	1 886,26	2 039,56
Importations f.a.b	-1 060,09	-1 404,92	-2 105,57	-2 253,96	-2 139,05	-2384,58
Balance commerciale	-10,37	66,25	-672,85	-326,37	-252,79	-345,02
Services: crédit	72,50	62,41	77,38	168,66	103,53	108,43
Services: débit	-331,07	-395,53	-571,98	-891,38	-694,38	-657,26
Balance des services	-258,57	-333,12	-494,60	-722,72	-590,85	-548,83
Revenus: crédit	22,17	14,93	22,24	31,54	3,64	11,82
Revenus: débit	-190,41	-92,04	-155,63	-153,52	-408,80	-295,96
Balance des revenus	-168,24	-77,11	-133,39	-121,98	-405,16	-284,14
Transferts courants: crédit	85,25	83,80	407,46	305,30	309,68	584,38
Transferts courants: débit	-51,53	-66,75	-267,99	-172,85	-221,83	-595,04
Balance des transferts courants	33,72	17,05	139,47	132,45	87,85	-10,66
B. Compte de capital	39,53	47,30	139,67	248,36	243,75	95,85
Compte de capital: crédit	39,53	49,70	143,84	251,25	245,66	95,91
Compte de capital: débit	0,00	-2,40	-4,17	-2,89	-1,91	-0,06
Total, groupes A et B	-363,93	-279,63	-321,70	-790,26	-917,20	-1092,80
C. Comptes des opérations financières	424,14	206,64	1692,03	594,24	644,76	843,60
Investissements directs de l'économie à l'étranger	0,00	0,00	-1,47	-2,92	-1,06	-0,79
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	140,85	101,35	956,12	606,47	133,96	30,87
Investissements de portefeuille: avoirs	0,00	-0,11	211,63	-3,08	0	0
Investissements de portefeuille: engagements	0,00	1,42	0,00	0,00	0	0
Autres investissements: avoirs	56,13	-77,39	-186,51	-98,37	-98,70	-105,02
Autres investissements: engagements	227,16	181,37	712,26	92,14	610,56	918,54
Total, groupes A, B et C	60,21	-72,99	670,33	-196,02	-272,44	-249,20
D. Erreurs et omissions, nettes	-0,04	-0,02	5,75	1,29	0,88	-0,24
Total, groupes A, B, C et D (Solde global)	60,17	-73,01	676,08	-194,73	-271,56	-249,44
E. Financement du global	-60,17	73,01	-676,08	194,73	271,56	249,44
Avoirs de réserve	-93,46	13,43	-642,95	-31,92	-50,60	42,36
Utilisation des crédits et des prêts du FMI	5,00	-8,98	-5,97	-2,00	0,00	0
Financements exceptionnels	28,29	67,14	-27,16	228,65	322,16	207,08
Pour mémoire						
<i>PIB à prix courants en millions de USD</i>	<i>4 561,5</i>	<i>4 500,5</i>	<i>4 659,2</i>	<i>5 681,0</i>	<i>6 512,4</i>	<i>7 258,8</i>
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	<i>99,02%</i>	<i>104,72%</i>	<i>68,04%</i>	<i>85,52%</i>	<i>88,18%</i>	<i>85,53%</i>
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	<i>85%</i>	<i>70%</i>	<i>68%</i>	<i>74%</i>	<i>70%</i>	<i>79,90%</i>
<i>Part du couple bauxite-alumine dans les exportations des biens</i>	<i>43%</i>	<i>31%</i>	<i>42%</i>	<i>38%</i>	<i>22%</i>	<i>19,21%</i>
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	<i>27,50%</i>	<i>29%</i>	<i>25%</i>	<i>27%</i>	<i>23%</i>	<i>27,89%</i>
<i>Compte courant en % du PIB</i>	<i>-8,84%</i>	<i>-7,26%</i>	<i>-24,93%</i>	<i>-18,28%</i>	<i>-17,83%</i>	<i>-16,38%</i>
<i>Solde global en % du PIB</i>	<i>1,32%</i>	<i>-1,62%</i>	<i>14,51%</i>	<i>-3,43%</i>	<i>-4,17%</i>	<i>-3,44%</i>
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	<i>164,47</i>	<i>253,67</i>	<i>852,01</i>	<i>637,27</i>	<i>696,74</i>	<i>777,17</i>
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	<i>1,41</i>	<i>0,42</i>	<i>3,82</i>	<i>2,43</i>	<i>2,95</i>	<i>3,07</i>
<i>Service de la dette en millions de USD</i>	<i>196,2</i>	<i>131,7</i>	<i>200,6</i>	<i>257,39</i>	<i>256,74</i>	<i>256,72</i>
<i>Encours de la dette (en millions de USD)</i>	<i>3 048,30</i>	<i>3 061,70</i>	<i>2 987,70</i>	<i>1 305,20</i>	<i>2 806,33</i>	<i>2 889,23</i>
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	<i>66,83%</i>	<i>68,03%</i>	<i>64,12%</i>	<i>22,97%</i>	<i>43,09%</i>	<i>39,50%</i>
<i>Importations CAF</i>	<i>1 148,13</i>	<i>1 610,37</i>	<i>2 393,45</i>	<i>2 506,97</i>	<i>2 435,44</i>	<i>2 680,76</i>

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 9-b : Évolution de la balance des paiements (format MBP6) de 2014 à 2017

Libellé poste	Année			
	En millions de dollars us			
	2014	2015	2016	2017
A. Compte des transactions courantes n.i.a	-981,66	-1 020,20	-2 744,92	518,40
Crédit	4 238,40	3 142,02	3 469,53	5 189,29
Débit	5 220,07	4 162,22	6 214,46	4 670,89
1. Balance commerciale	-306,08	-410,61	-2 015,09	1 110,01
Crédit	2 066,34	1 781,15	2 414,35	4 594,06
Exportations f.à b.	2 038,15	1 758,59	1 402,43	2 910,37
Exportations nettes de biens dans le cadre du n.i	28,19	22,56	51,00	-7,77
Or non monétaire	1 010,20	671,83	1 111,17	1 691,46
Débit	2 372,42	2 191,75	4 429,44	3 484,05
Importations f.a.b	2 372,42	2 191,75	4 429,44	3 484,05
2. Balance des services	-481,19	-425,03	-655,86	-703,53
Crédit	63,91	78,26	56,99	52,38
Transport	0,38	7,98	9,00	9,22
Autres	63,53	70,27	47,99	43,16
Débit	545,10	503,29	712,85	755,91
Transport	283,05	249,88	492,10	416,95
Autres	262,05	253,42	220,75	338,96
3. Revenus primaires	-212,22	-143,24	-154,81	-50,63
Crédit	21,50	35,46	34,10	47,66
Débit	233,71	178,71	188,91	98,29
4. Revenus secondaires	17,82	-41,32	80,84	162,55
Crédit	2 086,66	1 247,15	964,10	495,19
Débit	2 068,84	1 288,47	883,26	332,64
B. Compte de capital n.i.a	257,88	230,91	164,22	145,70
Crédit	258,58	231,61	168,45	149,42
Débit	0,71	0,70	4,23	3,72
D. Compte financier n.i.a	435,21	289,83	2 579,74	-708,04
1. Investissement direct n.i.a	77,06	48,23	1 597,34	576,50
2. Investissement de portefeuille n.i.a	16,44	54,68	1,15	0,08
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	341,72	186,92	981,25	-1284,61
F. Erreurs et omissions nettes	34,02	-0,48	0,14	0,11
E. Solde global à financer	-254,56	-499,94	-0,83	-44,05
G. Financement du solde global	254,56	499,94	0,83	44,05
Avoirs de réserve	-37,68	250,61	-208,17	-76,50
Crédits et prêts du FMI	18,83	39,01	40,64	26,26
Financement exceptionnel	273,40	210,32	168,35	94,28
Tirages sur nouveaux emprunts	135,44	182,72	148,26	94,28
Remises de dettes	0,00	2,26	0,00	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	132,98	24,21	7,04	0,00
Accumulation d'arriérés	4,99	1,13	13,06	0,00
Pour mémoire				
<i>PIB à prix courants en millions de USD</i>	7 258,8	6 726,4	8 427,0	10 826,0
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	87,10%	81,27%	54,51%	131,86%
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	79,90%	73,14%	83,51%	90,16%
<i>Part du couple bauxite-alumine dans les exportations des biens</i>	28,29%	33,90%	36,57%	38,13%
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	25,99%	20,90%	28,00%	15,73%
<i>Compte courant en % du PIB</i>	-13,52%	-11,66%	-32,12%	4,79%
<i>Solde global en % du PIB</i>	-3,51%	-7,43%	-0,01%	-0,41%
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	777,17	465,41	614,65	657,71
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	3,20	2,07	2,87	3,15
<i>Service de la dette en millions de USD</i>	256,72	18,80	18,80	66,40

<i>Encours de la dette (en millions USD)**</i>	2 889,23	468,25	1 873,00	1 774,70
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	39,80%	5,35%	21,92%	16,39%
<i>Importations CAF</i>	2 655,46	2 441,63	4 921,54	3 901,00

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 10 : Principales exportations FAB en volume de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	Volume en millions kg				
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	29,92	33,18	59,93	68,20	50,30
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	9,65	8,89	14,68	18,86	11,82
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,97	0,41	0,20	0,05	0,00
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	24,09	1 023,94	42,07	54,06	63,58
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)					
<i>dont: OR (en millions g)</i>	22,58	25,05	19,59	29,96	45,09
<i>dont: DIAMANTS (en millions carat)</i>	0,20	0,16	0,17	0,11	0,24
<i>dont: Bauxite (en millions kg)</i>	15 305,82	19 832,26	20 100,21	20 897,29	47 133,59
<i>dont: Aluminium (en millions tonnes métriques)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets..)	44,38	19,87	8,72	9,67	15,37
Les autres produits exportations	0,38	1,01	0,33	1,26	1,07
Les divers (objets...)	409,00	198,59	57,21	62,49	115,08
Total	15 829,20	21 125,83	20 283,33	21 111,88	47 390,80

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 11 : Principales exportations FAB en valeur de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	Valeur en millions USD				
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	18,00	82,44	60,36	80,89	194,04
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	6,56	13,23	19,67	29,36	136,03
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,84	0,45	0,11	0,04	0,03
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	36,79	51,54	44,14	121,10	145,30
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)*	1 411,72	1 615,19	1 286,18	2 016,30	3 606,15
<i>dont: OR</i>	939,46	1 010,20	671,83	1 111,17	1 692,46
<i>dont: DIAMANTS</i>	36,19	28,03	18,17	22,14	25,29
<i>dont: Bauxite</i>	436,07	576,96	596,18	882,99	1 888,40
<i>dont: Aluminium</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets..)	2,13	1,69	1,14	2,30	102,77
Les autres produits exportations	2,07	7,64	51,75	35,44	108,25
Les divers (objets...)	408,15	267,37	317,81	128,94	301,48
Total	1 886,26	2 039,55	1 781,15	2 414,36	4 594,06

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 12 : Principales importations FAB en volume de 2013 à 2017

N°	Rubrique	Année				
		2013	2014	2015	2016	2017
		Volume en millions kg				
1	Les produits des industries alimentaires	1472,01	1319,75	1163,02	1260,56	1133,73
	dont: Riz	458,35	620,57	545,29	643,88	662,30
2	Les produits pétroliers	1313,47	986,32	997,73	1182,68	1522,17
3	Les biens d'équipements	78,16	35,88	47,01	57,71	316,43
4	Les matériels électriques	35,10	38,18	44,45	36,53	41,75
5	Les appareils de radio, télévision et accessoires	4,93	4,87	4,87	3,64	4,55
6	Les produits de la construction automobile	285,86	99,14	129,64	140,24	188,61
7	Le tabac manufacturé	10,08	10,40	8,43	8,37	8,58
8	Les produits textiles et accessoires	26,95	24,39	29,61	34,67	32,78
9	Les articles d'habillement	32,62	37,22	43,84	44,04	51,88
10	Les cuirs travaillés et chaussures	24,38	31,96	29,36	30,80	25,90
11	Les produits du travail de bois	8,07	8,13	7,29	5,57	7,17
12	Les papiers, cartons	12,03	14,22	15,58	20,16	19,49
13	Les produits de l'imprimerie	3,73	4,79	3,94	5,06	5,78
14	Les produits chimiques	296,08	129,94	146,11	178,28	345,44
15	Les produits plastiques	24,68	28,68	29,00	39,17	43,95
16	Les matériaux pour la construction	1 177,45	978,86	1 068,75	1 111,16	1 505,18
17	Les produits métallurgiques	86,51	103,24	126,16	131,76	139,18
18	Les ouvrages en métaux	37,26	40,42	49,34	52,94	72,24
19	Les matériels informatiques et bureautiques	0,75	1,01	1,28	1,27	1,20
20	Les instruments médicaux et optiques	1,86	2,60	2,67	1,36	2,05
21	Les meubles et produits divers	15,58	18,66	93,90	22,93	28,63
22	Les produits divers	552,67	314,62	367,63	430,63	442,97
	Total	5 500,25	4 233,29	4 409,62	4 799,51	5 939,68

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 13 : Principales importations FAB en valeur de 2013 à 2017

N°	Rubrique	Année				
		2013	2014	2015	2016	2017
		Valeur en millions US				
1	Les produits des industries alimentaires	468,67	561,69	506,99	616,70	425,41
	dont: Riz	239,77	284,63	250,97	252,84	202,32
2	Les produits pétroliers	519,97	619,73	458,18	402,11	548,17
3	Les biens d'équipements	214,31	159,78	164,86	2186,48	676,28
4	Les matériels électriques	82,86	156,25	79,02	60,38	148,89
5	Les appareils de radio, télévision et accessoires	51,65	52,64	30,63	30,29	26,12
6	Les produits de la construction automobile	127,04	135,30	186,86	149,17	712,86
7	Le tabac manufacturé	32,37	38,99	25,09	36,18	37,28
8	Les produits textiles et accessoires	47,02	25,00	25,63	48,53	28,42
9	Les articles d'habillement	18,55	18,53	20,47	18,14	22,61
10	Les cuirs travaillés et chaussures	18,35	23,59	18,75	22,44	22,72
11	Les produits du travail de bois	5,04	2,84	3,89	3,60	4,20
12	Les papiers, cartons	10,42	10,98	10,31	11,21	13,57
13	Les produits de l'imprimerie	19,81	14,51	11,56	16,83	10,36
14	Les produits chimiques	151,71	189,74	172,81	230,95	311,41
15	Les produits plastiques	40,77	38,67	36,46	285,96	61,07
16	Les matériaux pour la construction	89,08	63,90	141,42	69,33	82,13
17	Les produits métallurgiques	57,71	68,10	63,80	49,85	103,51
18	Les ouvrages en métaux	64,97	64,42	48,82	52,63	117,25
19	Les matériels informatiques et bureautiques	11,18	18,31	10,77	7,96	8,42
20	Les instruments médicaux et optiques	17,47	23,92	21,43	37,40	14,01
21	Les meubles et produits divers	20,02	22,81	17,02	25,67	29,41
22	Les produits divers	70,08	74,86	136,98	67,63	79,97
	Total	2 139,05	2 384,58	2 191,75	4 429,44	3 484,06

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 14 : Principaux soldes de la balance des paiements de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	En millions de dollars US (sauf indication contraire)				
A. Compte courant	-1160,95	-981,66	-1020,19	-2744,92	518,40
<i>Déficit courant en % du PIB</i>	<i>-23,00%</i>	<i>-13,52%</i>	<i>-11,66%</i>	<i>-32,12%</i>	<i>-8,60%</i>
<i>Biens et Services</i>	<i>-843,64</i>	<i>-787,26</i>	<i>-835,64</i>	<i>-2670,95</i>	<i>406,48</i>
<i>Biens</i>	<i>-252,79</i>	<i>-306,08</i>	<i>-410,61</i>	<i>-2015,09</i>	<i>1110,01</i>
<i>Services</i>	<i>-590,85</i>	<i>-481,19</i>	<i>-425,03</i>	<i>-655,86</i>	<i>-703,53</i>
<i>Revenus primaires</i>	<i>-405,16</i>	<i>-212,22</i>	<i>-143,24</i>	<i>-154,81</i>	<i>-50,63</i>
<i>Revenus secondaires</i>	<i>87,85</i>	<i>17,82</i>	<i>-41,31</i>	<i>80,84</i>	<i>162,55</i>
B. Compte de capital et financier	888,51	655,41	771,35	2743,96	-562,34
<i>Dont:</i>					
<i>Opérations en capital</i>	<i>242,69</i>	<i>257,88</i>	<i>230,91</i>	<i>164,22</i>	<i>145,70</i>
<i>Investissements directs étrangers (IDE)</i>	<i>133,96</i>	<i>77,06</i>	<i>48,23</i>	<i>1597,34</i>	<i>576,50</i>
<i>Investissements de portefeuilles</i>	<i>0,00</i>	<i>16,44</i>	<i>54,68</i>	<i>1,15</i>	<i>0,08</i>
<i>Autres investissements</i>	<i>511,86</i>	<i>341,72</i>	<i>186,92</i>	<i>939,05</i>	<i>-1284,61</i>
C. Erreurs et omissions nettes	0,88	34,02	-0,38	0,14	-0,11
D. Solde global (A+B+C)	-271,56	-292,23	-249,22	-0,83	-44,05

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 15 : Valeur des exportations FAB par zone de destination de 2013 à 2017

Zone de destination	Exportations FAB									
	2013		2014		2015		2016		2017	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part
	En millions US	en %	En millions US	en %	En millions US	en %	En millions US	en %	En millions US	en %
CEDEAO	61,61	3,27	489,52	23,69	380,86	21,38	123,03	5,10	145,56	3,17
Afrique Centrale	0,25	0,01	0,69	0,03	0,71	0,04	0,01	0,00	10,29	0,22
Pays de l'AELE	459,45	24,36	105,00	5,08	25,51	1,43	63,25	2,62	30,31	0,66
Union européenne	797,49	42,28	490,89	23,76	469,10	26,34	111,20	4,61	150,40	3,27
Pays Arabes	4,34	0,23	39,98	1,93	7,88	0,44	7,15	0,30	5,53	0,12
Maghreb	2,33	0,12	0,93	0,05	3,65	0,20	0,45	0,02	7,46	0,16
Europe de l'Est	63,32	3,36	42,10	2,04	48,21	2,71	9,55	0,40	47,00	1,02
Asie	92,77	4,92	332,54	16,09	544,78	30,59	1821,22	75,43	3062,01	66,65
Continent Américain	109,60	5,81	156,92	7,59	124,46	6,99	12,76	0,53	71,88	1,56
Autres pays	295,10	15,64	407,76	19,73	175,99	9,88	265,73	11,01	1063,61	23,15
Total	1886,26	100	2 066,34	100	1 781,15	100	2 414,35	100	4 594,06	100

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 16 : Valeur des importations FAB par zone de provenance de 2013 à 2017

Zone de provenance	Importations FAB									
	2013		2014		2015		2016		2017	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part
	En millions US	en %	En millions US	en %	En millions US	en %	En millions US	en %	En millions US	en %
CEDEAO	104,79	4,90	131,16	5,53	155,15	7,08	26,66	0,60	507,45	14,57
Afrique Centrale	0,43	0,02	0,24	0,01	1,22	0,06	0,03	0,00	7,62	0,22
Pays de l'AELE	14,15	0,66	10,22	0,43	15,75	0,72	1,49	0,03	6,99	0,20
Union européenne	833,25	38,95	983,29	41,45	885,78	40,41	4100,32	92,57	1409,16	40,45
Pays Arabes	30,09	1,41	43,95	1,85	67,56	3,08	12,06	0,27	36,87	1,06
Maghreb	93,19	4,36	81,82	3,45	38,30	1,75	7,03	0,16	79,25	2,27
Europe de l'Est	13,13	0,61	16,53	0,70	46,76	2,13	8,29	0,19	57,90	1,66
Asie	622,81	29,12	749,37	31,59	705,39	32,18	201,59	4,55	727,08	20,87
Continent Américain	126,42	5,91	90,66	3,82	97,94	4,47	21,28	0,48	316,99	9,10
Autres pays	300,80	14,06	265,17	11,18	177,90	8,12	50,70	1,14	334,73	9,61
Total	2139,06	100	2 372,42	100	2 191,75	100	4 429,44	100	3 484,05	100

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 17 : Classement par pays partenaires commerciaux de 2013 à 2017

Pays	2013		2014		2015		2016		2017	
	%	Rang								
Pays Bas	15,84%	2	15,85%	1	8,85%	3	0,99%	5	0,01%	7
France	16,44%	1	5,09%	4	4,87%	5	0,60%	8	1,02%	3
Belgique	4,26%	6	4,14%	5	4,03%	6	1,15%	4	6,91%	2
Italie	0,64%		0,58%		0,74%		0,06%		0,06%	
Chine	8,64%	4	8,04%	3	23,71%	1	47,20%	1	86,19%	1
Inde	4,90%	5	10,85%	2	9,65%	2	0,74%	6	0,51%	5
Vietnam	1,32%	9	0,18%		0,37%		0,01%		0,01%	
Mali	0,59%		1,30%	10	1,05%	10	0,08%		0,08%	
Sierra Leone	0,54%		0,33%		0,46%		0,05%		0,05%	
USA	3,73%	7	3,27%	6	2,79%	7	0,18%		0,18%	
Irlande	1,73%	8	2,03%	8	1,90%	8	0,26%	9	0,18%	9
Liban	0,15%		0,15%		0,15%		0,15%	10	0,18%	10
Ghana	0,12%		0,12%		0,12%		1,20%	3	0,62%	8
Suisse	10,99%	3	2,57%	7	0,84%		0,62%	7	0,64%	6
Ukraine	1,25%	10	1,05%		1,06%	9	0,11%		0,11%	
Thaïlande	0,12%		1,52%	9	0,12%		0,09%		0,09%	
Singapour	0,52%		0,51%		6,87%	4	42,11%	2	1,65%	4

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 18 : Evolution des parts des produits d'exportations FAB (en %) de 2013 à 2017

Produits	Années				
	2013	2014	2015	2016	2017
Produits agricoles	0,95	4,04	2,17	0,32	4,22
Produits de pêche	0,35	0,65	0,71	0,09	2,96
Produits des industries alimentaires	0,04	0,02	0,00	0,00	0,00
Produits forestiers	1,95	2,53	1,59	0,26	3,16
Produits miniers	77,86	79,19	84,12	98,98	78,50
Produits métallurgiques	0,11	0,09	0,04	0,05	2,24
Autres produits divers	18,74	13,48	11,38	0,31	8,92

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 19 : Evolution du solde du compte courant de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes	2 303,11	2 744,19	3 142,02	3 469,53	5 189,29
<i>Variations annuelles en %</i>	<i>-5,34</i>	<i>19,15</i>	<i>14,50</i>	<i>10,42</i>	<i>49,57</i>
Dépenses	3 464,06	3 932,84	4 162,22	6 214,46	4 670,89
<i>Variations annuelles en %</i>	<i>-0,22</i>	<i>13,53</i>	<i>5,83</i>	<i>49,31</i>	<i>-24,84</i>
Solde courant	-1 160,95	-1 188,65	-1 020,20	-2 744,92	518,40

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 20 : Evolution des exportations, des importations et de la balance commerciale de 2013 à 2017

Année	Importations FAB	Exportations FAB	Balance commerciale	Taux de couverture des importations par les exportations (%)
2013	2 139,05	1 886,05	-253,00	88,17
2014	2 372,42	2 066,34	-306,08	87,10
2015	2 191,75	1 781,15	-410,60	81,27
2016	4 429,44	2 414,35	-2 015,09	54,51
2017	3 484,06	4 594,06	1 110,00	131,86

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 21 : Évolution de la balance des services de 2013 à 2017

Rubrique	2013	2014	2015	2016	2017
	Recettes	103,53	108,43	78,2061	56,9888
<i>Variations annuelles (en %)</i>	-38,62	4,73	-27,87	-27,13	-8,09
Dépenses	694,38	657,26	503,28	712,85	755,91
<i>Variations annuelles (en %)</i>	-22,10	-5,35	-23,43	41,64	6,04
Solde	-590,85	-548,8	-425,1	-655,9	-703,5

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 22: Évolution de la balance des services de transport de 2015 à 2017

Année 2015									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	4,01	4,01	0	7,41	0,38	7,79	-3,78
Fret	0	0	0	0	212,82	29,02	0	241,84	-241,84
Autres	3,97	0	0	3,97	0	0,25	0	0,25	3,72
Total	3,97	0	4,01	7,98	212,82	36,68	0,38	249,88	-241,9
Année 2016									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	1,41	1,41	0	4,29	0,13	4,42	-3,01
Fret	0	0	0	0	428,34	59,02	0	487,36	-487,36
Autres	7,61	0	0	7,61	0	0,34	0	0,34	7,27
Total	7,61	0	1,41	9,02	428,34	63,65	0,13	492,12	-483,1
Année 2017									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	0,16	0,16	0	4,18	0,11	4,29	-4,13
Fret	0	0	0	0	336,92	45,94	0	382,86	-382,86
Autres	9,07	0	0	9,07	0	29,80	0	29,80	-20,73
Total	9,07	0	0,16	9,23	336,92	79,92	0,11	416,95	-407,72

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 23 : Structure des autres services de 2015 à 2017

Autres services	Année 2015			Année 2016			Année 2017		
	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net
Service de Communication	4,54	4,25	0,29	0,41	4,26	-3,85	0,57	3	-2,43
Services de Bâtiments et travaux publics	0	29,37	-29,37	0	35,98	-35,98	0	140,60	140,60
Services d'Assurances	2,49	25,69	-23,2	19,33	59,58	-40,25	2,21	43,16	-40,95
Services financiers	0,95	68,76	-67,81	1,27	47,6	-46,33	5,03	53,95	-48,92
Services d'informatique	0	5,89	-5,89	0	7,31	-7,31	0	6,86	-6,86
Services d'information	0	0,99	-0,99	0	0,47	-0,47	0	0,28	-0,28
Autres services aux entreprises	39,44	43,51	-4,07	11,65	48,96	-37,31	18,82	67,97	-49,15
Services personnels, culturels et relatifs au loisir	0,09	0,05	0,04	0,1	0,08	0,02	0,16	0,08	0,08
Services fournis ou reçus par l'administration n.c.a.	0	0,4	-0,4	0	0,48	-0,48	0	0,43	-0,43
Total	47,51	178,91	131,40	32,76	204,72	171,96	26,79	316,33	-289,54

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 24 : Évolution du compte capital de 2013 à 2017

Compte capital	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
	<i>en millions USD</i>				
Crédit					
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	48,5	204,72	185,95	116,02	145,91
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique		132,98	33,92	7,04	0,00
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	31,33	51,27	45,67	52,44	3,50
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	2,59	0,00	0,00	0,00
Total 1	79,83	258,58	231,61	168,45	149,41
Débit					
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	-1,91	-0,71	-0,70	-4,23	-3,71
Total 2	-1,91	-0,71	-0,70	-4,23	-3,71
Balance des opérations en capital (Total 1 + Total 2)	77,92	257,88	230,91	164,22	145,70

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 25 : Évolution de la balance des revenus primaires de 2013 à 2017

Revenus	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
<i>en millions USD</i>					
Revenus reçus (crédit)					
Rémunération des salariés	1,07	12,62	20,51	18,44	32,32
Revenus des Investissements	0,08	8,15	8,04	12,45	4,84
Intérêts, produits financiers sur la dette publique	0,08	8,04	8,02	12,25	4,84
Dividendes et bénéfices versés à l'étranger	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres revenus primaires	2,57	0,72	6,91	3,21	10,49
Total 1	3,72	21,49	35,46	34,10	47,66
Revenus versés (débit)					
Rémunération des salariés	-70,07	-35,85	-25,70	-33,86	-27,77
Revenus des Investissements	-85,09	-197,86	-129,27	-154,59	-70,49
Intérêts, produits financiers sur la dette publique	-85,09	-31,09	-23,52	-46,68	-22,09
Dividendes et bénéfices versés à l'étranger	0	-166,77	-105,59	-107,38	-40,82
Autres revenus primaires	-253,64	0,00	-23,74	-0,45	-0,02
Total 2	-408,80	-233,71	-178,71	-188,90	-98,29
Balance des revenus (Total1 + Total2)	-405,08	-212,22	-143,25	-154,80	-50,63

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 26 : Évolution de la balance des revenus secondaires 2013 à 2017

Revenus secondaires	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
<i>en millions USD</i>					
Revenus secondaires reçus (crédit)					
Administrations publiques	230,38	67,20	33,49	18,33	114,68
Transferts courants divers des Ad publiques, les ONG locales, etc.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts personnels et Autres transferts courants	79,3	2019,46	1213,66	945,77	380,51
Dont Transferts reçus des guinéens de l'étranger	79,3	1910,65	1103,59	912,05	371,99
Total 1	309,68	2086,66	1247,15	964,10	495,19
Revenus secondaires versés (débit)					
Administrations publiques	-152,15	-25,20	-57,33	-34,45	-25,78
Transferts courants divers des Ad publiques, les ONG locales, etc.	-152,15	-24,06	-21,13	-33,55	-24,91
Transferts personnels et Autres transferts courants	-68,58	-2043,64	-1231,13	-848,80	-306,86
Dont Transferts ems des guinéens de l'étranger	-68,58	-2043,64	-1231,13	-848,80	-306,86
Ajustement pour variation des droits à pension	-1,1	0,00	0,00	0,00	0,00
Total 2	-221,83	-2068,84	-1288,46	-883,25	-332,64
Balance des transferts courants (Total 1 + Total 2)	87,85	17,82	-41,31	80,85	162,55

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 27 : Évolution du flux des investissements directs étrangers (IDE) de 2013 à 2017

N°	Secteur d'investissement direct étranger	Année				
		2013	2014	2015	2016	2017
		<i>Valeur en millions de dollars US</i>				
A	Secteur minier	117,61	17,58	32,53	1654,94	532,68
	<i>dont</i>					
	1. CBG	0,00	0,00	0,00	62,85	88,46
	2. SEMAFO	94,69	0,00	0,00	0,00	0,00
	3. SAG	0,00	0,00	5,79	38,41	81,88
	4. RIO TINTO	6,058	3,39	0,00	93,98	0,07
	5. SMD	1,14	0,00	9,36	46,07	0,63
	6. SMB	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
	7. ALLIANCE MINING CORPORATION (GAC)	0,00	9,00	16,34	1413,14	259,65
	8. BELZONE	7,51	1,52	1,04	0,49	1,99
	9. VALE-GUINEA	8,22	3,67	0,00	0,00	0,00
B	Autres secteurs	16,35	43,78	31,51	13,90	44,89
	<i>dont</i>					
	1. BANQUES:	0,00	0,00	23,29	4,98	38,35
	2. ASSURANCE:	0,00	0,00	0,04	6,85	2,74
	3. INDUSTRIES:	16,35	43,78	8,18	2,07	3,80
TOTAL DES FLUX D'IDE		133,96	61,36	64,04	1668,84	577,57

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 28 : Évolution du flux net des autres investissements de 2013 à 2017

Autres investissements	Année				
	2013	2014	2015	2016	2017
Avoirs					
Crédits commerciaux (crédits clients et avances fournisseurs)	-93,17	-100,05	29,74	-80,07	-76,03
Variation des avoires extérieurs des banques	-6,77	74,94	39,77	-587,96	-1380,92
Variation des autres avoires extérieurs de la Banque Centrale (or non monétaire, argent en dépôt, VEE, crédoc, prises de participation, etc.)	1,24	2,75	-423,4	54,31	4,88
Total 1	-98,7	-22,36	-353,88	-613,72	-1452,07
Engagements					
Crédits commerciaux (crédits fournisseurs et acompte reçus des clients)	808,41	-65,91	-125,52	1331,75	100,32
Tirages et rééchelonnement de l'administration publique	-107,69	160,89	238,24	148,26	94,28
Remboursements de l'administration publique	134,42	137,851	-0,38	0,00	0,00
Emprunts et remboursement auprès des banques	-13,11	-0,10	-8,50	4,96	4,94
Variation des engagements extérieurs des banques	-9,18	76,76	-16,92	11,67	-40,99
Accumulation d'arriérés par l'administration publique	0	0	0	0	0
Autres	-55,85	54,58	45,54	56,14	8,91
Total 2	757	364,08	132,46	1552,77	167,46
Net (Total 1 + Total 2)	658,3	341,72	-221,43	939,05	-1284,61

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 29 : LISTE DES BUREAUX DE CHANGES MANUEL AGREES

Ord	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	DIALLO	Amadou Tidiane Koula	63/62216552	ETS.D.A.T.K	01/RBCH/29 Oct/15	Koulewondy	Kaloum
2	DRAME	Hadia Fatoumata	64231675	B.C.H.F.D	02/RBCH/29 Oct/15	Almamyah	Kaloum
3	KONATE	Seydou	65341010	Ets.K F EXCHANGE	03/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
4	BAH	Ibrahima	63400380	ETS BI MI CHANGE	04/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
5	DIABY	Yousseuf	622038629	B.C.Y.D	05/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
6	KOITA	Sékou Fantamady	64228349	SEFAKO	06/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
7	DIALLO	Mamadou Tanou	664291818	Ets.M.T.D	07/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
8	DIAKITE	Alpha Mahamoudou	64233183	B.C.A.M.D	08/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
9	CISSE	Elhadj Yacouba	63160322/62446162	Ets.YA CIF	09/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
10	BALDE	Abdoulaye	64280799	B.C.A.B&F	10/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
11	BAH	Ibrahima Sory	628136726	ETS.NDIRE Exchange	11/RBCH/29 Oct/15	Almamyah	Kaloum
12	KEITA	Adama	68333330	ETS-A.K&F	12/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
13	CONDE	Karifa	63413661	ETS-KC Exchange	13/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
14	DIALLO	Ibrahima Sory	620202019	B.C.I.S.D	14/RBCH/29 Oct/15	Almamyah	Kaloum
15	BARRY	Thierno Ibrahima	620878111	TRS	004/RBCH/Avril/16	Belle-vue	Dixinn
16	TOURE	Mamadou Diouldé	664 547 112/622 907 945	Ets.T.M D	17/RBCH/24 Nov/15	Almamyah	Kaloum
17	BARRY	Zainoul Abidin	621 364 040/664 213012	B.C.B.Z.A	18/RBCH/24 Nov/15	Manquepas	Kaloum
18	BAH	Thierno Mouctar	628 005 050/664 324 221	B.C.T.M.&F	19/RBCH/24 Nov/15	Madina	Matam
19	DIALLO	Mamadou Saliou	664 276 306	B.C.D.M.S&F	20/RBCH/24 Nov/15	Almamyah	Kaloum
20	BARRY	Souleymane	631 862 235/622 080 196	S G F SARL	21/RBCH/24 Nov/15	C.C. Koumy/boussoura	Matam
21	BAH	Abdoulaye	631 400 381	ETS.BAF	025/RBCH/Aout/11	Madina	Matam
22	DIALLO	Mamoudou	664 526 079	KIDSSARL	010/RBCH/Mai/11	Madina	Matam
23	CISSE	El H.Alpha Mamadou	622 090 907/ 664 241 829	B.C.E.A.M.C	22/RBCH/déc/15	Almamvah	Kaloum
24	BAH	El Hadj Habib	664 214 693	B.C EHHB	018/RBCH/Mai/11	Almamvah	Kaloum
25	CHERIF	Abdourahim	60215341	TRANSRAP SARL	044/RBCH/Mars/12	Belle-vue	Dixinn
26	SOUMAH	Ibrahima Sory Cra K	655 396 104	SALLY CHANGES	047/RBCH/Mars/12	Almamyah	Kaloum
27	BARRY	Boubacar	631 747 491	BARRY CHANGE SARL	050/RBCH/Nov/13	Almamyah	Kaloum
28	BARRY	Khadija	622 998 866/666 666 611	SALIMA MONEY SARLU	001/RBCH/Mars/14	Boulbinet	Kaloum
29	TAHER	Hassan	631 50 00 00	HASSAN EXCHANGE	002/RBCH/Mai/14	Boussoura	Matam
30	BATHILY	Barkatou	622 939 941/816 204	Cash Point Service Guinee	003/RBCH/Aout/14	Kipé/C Emet.	Ratoma
31	SOUFANE	Raoul Junior	655 042 269/628 524 578	Entreprise Guinéenne de Change	001/RBCH/Mai/15	Manquepas	Kaloum
32	BAH	Mamadou Yaya	622 240 206	Ets. B.M.Y.EXCHANGE	002/RBCH/Mai/15	Almamyah	Kaloum
33	DIALLO	Mamadou Oury	622 /664/ 283 488	Ets.D M O EXCHANGE	003/RBCH/Juil/15	Almamyah	Kaloum
34	DJIGUINE	Aly	624 967 981	SOFINEG EXCHANGE	004/RBCH/Sept /15	Manquepas	Kaloum

35	BARRY	Mamadou Lamarana	622 070 770/664 204 103	Ets. B.M.L & F	005/RBCH/Nov/15	Koulewondy	Kaloum
36	BARRY	Mamadou Lamarana	628 209 920/664 582 957	B.C.B.M.L & F	006/RBCH/Nov/15	Koulewondy	Kaloum
37	CAMARA	Ibrahima	622 003 515	Ets. I.C & F	007/RBCH/Nov./15	Madina	Matam
38	BARRY	Aboubacar	623 125 252	ETS.BCBA	008/RBCH/Nov./15	Almamyah	Kaloum
39	MOHAMED	Souleymane	666 700 800	Ets. M.E.S	009/RBCH/Nov./15	Manquépas	Kaloum
40	DRAME	Fodé	624 150 999	Ets.D.F.F	10/RBCH/Nov./15	Madina	Matam
41	CAMARA	Ibrahima Sory	664 286 612/655 286 612	Ets. BOURE	11/RBCH/Nov./15	Madina	Matam
42	CAMARA	Ibrahima	622 474 397	Ets. I.C & F	12/RBCH/Dec./15	Madina	Matam
43	DIALLO	Thierno Nouhou	622 239 750/664 239 750	Ets. B.C.D.T.N	13/RBCH/Dec./15	Madina	Matam
44	BAH	Mamadou Kadialiou	664 251 030/628 595 454	B.C.M.K.B	14/RBCH/Dec/15	Almamyah	Kaloum

Source : BCRG/DGCC/DCH

Annexe 30: liste des établissements de transfert d'argent agréés et en activité

Ord	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	KEITA	Lounceny	631 353 874	GLOBAL EXPRESS	001/RET/11	Almamyah	Kaloum
2	DEM	Mamadou	664 311 946	DEMSARL	002/RET/11	Dixinn	Dixinn
3	BARRY	Ibrahima	628 989 900	Cash Minute Sarl	003/RET/11	Madina	Matam
4	BAH	Mamadou Alpha	622 900 416	ALBI FINANCE	004/RET/11	Almamyah	Kaloum
5	SYLLA	El Hadj Mohamed	664 390 281	KAKANDETRANSFERTSARL	005/RET/11	Hafia	Dixinn
6	DIAOUNE	Ibrahima	664 236 485	DIAOUNE&F	006/RET/11	Dixinn	Dixinn
7	DIALLO	Mamadou Oury	622 010 154/657 551 516	WELY-WELY transfert	007/RET/11	Madina	Matam
8	CISSOKO	Makan	664 216 291	DRAME&F	008/RET/11	Madina	Matam
9	KAKE	Ousmane	664 323 222	OUSM K&F	009/RET/11	Madina	Matam
10	BALDE	Mamadou Nassirou	664 503 468	SAVANE AND BROTHERS	010/RET/11	Madina	Matam
11	KEITA	Lounceny	622 305 035	MICRO-BIT -SARL	011/RET/11	Almamyah	Matam
12	CONDE	EL Hadj Mamoudou	664 442 405	SOFIG	012/RET/11	Lanséboundj	Matam
13	BAH	Saikou Amadou	622 223 159	AFRO ATLANTIC CORP	014/RET/11	Madina	Matam
14	KABA	El-Hadj Mamadou	657 190 804	KABA&FILS	015/RET/11	Mafanco	Matam
15	SIDIBE	Moussa	622 602 693	MAS & FRERES SARL	016/RET/11	Dixinn	Dixinn
16	CAMARA	AlyMariame	631 406 658	CONDE & FILS	017/RET/11	Madina	Matam
17	DODWANI	Amit Ashoklal	622028066/631 753 046	AFRO INTERNATIONAL	018/RET/11	Tombo	Kaloum
18	KOUAKOU	Narcisse	622 596 716	COST REDUCT ANALYST - Guinee	019/RET/11	Constantin	Kaloum
19	BARRY	Thierno Bella	664 368 263	KADIATOU-KOUFFA-HAFIA SARL	020/RET/12	Madina	Matam
20	GHASSAN	Aly	664 350 822	GHASSAN ALY	021/RET/12	Matam	Coléah
21	KOUROUMA	Mory		SABADOU-TRANSFERT	017BIS/RET/13	Kankan	C,U
22	DIALLO	Mamadou Mouctar	628 919 495	TIMBI-TIMBO-LABE BUSNES	023/RET/13	Madina	Matam
23	BAH	Mamadou Aliou	664 332 439	Royal transfert	001/RET/16	Madina	Matam
24	CISSE	Mdou Saliou	628 262 650	B.T.A.C.I.F	025/RET/14	Mdina	Matam
25	KABA	Sidiki	664 57 44 55	MORIJA TRANSFERT	001/RET/14	Dixinn Mosquee	Dixinn
26	KOUROUMA	Mory	622 354 526	Gallio sa	001/RET/15	Ratoma Centre	Ratoma
27	BERETE	Sidiki	622 050 019/664 404 218	Mathyla Sarl	002/RET/15	Madina Mosquée	Matam
28	BAH	Younoussa	628 295 529	BNB Transfert SARL	003/RET/15	Madina Ecole	Matam
29	BAH	Alpha	624 282 703/656 701 159	G.U.B.Transfert SARL	004/RET/15	Koulewondy	Kaloum
30	SOW	Ibrahima	622 481 010/622 484 791	CASH MOOV Sarl	005/RET/15	Madina	Matam
31	CISSE	Hawa Deen Yansané	628 488 475/ 669 213 122	FINAEXPRESS sarl	006/RET/15	Madina	Dixinn
32	DIALLO	Mariama Teliwel	628 022 506	Easy Transfert Guinée Sarl	002/RET/16	Kipé	Ratoma
33	KABA	Mama Larissa Otolá	655 62 46 25	ETS.LARISSA ET SARAN NEGOCES sarl	003/RET/16	Sandervalia	Kaloum

Source : BCRG/DGCC/DCH

Annexe 31 : Évolution des indicateurs d'accès aux services financiers de 2011 – 2017

EXTENSION GÉOGRAPHIQUE

Nombre d'institutions							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Autres institutions de dépôts	20	25	27	31	32	33	35
Banques commerciales	12	12	14	14	15	16	16
Crédits mutuels et coopératives financières	6	8	8	10	11	11	10
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	2	5	5	7	6	6	9
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières²	12	13	13	13	13	13	15
Autres intermédiaires financiers (AIF) ³	5	4	4	4	3	3	4
<i>dont : IMF n'acceptant pas de dépôts</i>	5	4	4	4	3	3	4
Sociétés d'assurances	7	9	9	9	10	10	11
Nombre d'agences, en dehors du siège							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Autres institutions de dépôts	477	506	549	402	420	473	484
Banques commerciales	80	92	97	139	160	163	170
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	32	40	66	89	103	106	109
Crédits mutuels et coopératives financières	25	26	51	54	51	90	90
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	22	23	29	34	27	51	51
IMF acceptant des dépôts	372	388	401	209	209	220	224
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	19	26	29	119	112	122	123
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	20	21	54	46	7	7	7
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	20	21	54	46	7	7	7
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	5	6	6	6	3	3	3
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de guichets automatiques							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dans l'ensemble du pays	57	71	89	114	144	160	165
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	33	38	58	70	103	107	109

Source : BCRG/DGES/DSBP

UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS

Nombre de déposants

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Autres institutions de dépôts	415 095	484 140	534 417	627 520	648 075	668 046	742 732
Banques commerciales	314 439	372 906	399 164	459 310	451 526	454 512	524 690
<i>dont : déposants PME⁴</i>	20 372	23 229	27 876	37 930	31 919	32 098	34 696
<i>dépôts ménages</i>	181 725	212 507	352 313	367 790	356 833	411 494	481 035
Crédits mutuels et coopératives financières	61 537	63 889	75 963	87 611	107 247	134 542	134 980
<i>dont : déposants PME</i>	324	319	7 033	5 637	3 965	10 731	10 733
<i>dépôts ménages</i>	61 207	63 494	68 930	81 974	103 282	123 811	124 247
<i>IMF acceptant des dépôts</i>	39 119	47 345	59 290	80 599	89 302	78 992	83 062
<i>dont : déposants PME</i>	35	268	4 336	5 602	7 086	7 323	8 489
<i>dépôts ménages</i>	39 084	47 077	54 954	74 997	82 215	71 669	72 202
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : déposants PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>dépôts ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	71 211	88 230	98 687	108 568	106 633	127 422	108 867
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : clients PME</i>							
<i>clients ménages</i>							
<i>IMF n'acceptant pas de dépôts</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : clients PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>clients ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	71 211	88 230	98 687	108 568	106 633	127 422	108 867
<i>dont : titulaires de polices d'assurance-vie</i>	18 093	29 027	41 543	54 488	33 786	41 575	37 050
<i>titulaires de polices d'assurance non-vie</i>	53 118	59 203	57 144	54 080	72 847	85 847	71 817

Source : BCRG/DGES/DSBP

Nombre de comptes de dépôt

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Autres institutions de dépôts	453 254	525 973	580 991	715 047	760 720	740 388	825 269
Banques commerciales	348 804	408 844	443 562	546 690	555 082	537 014	616 572
<i>dont : comptes PME</i>	21 892	24 079	31 641	47 117	40 557	43 038	44 347
<i>comptes ménages</i>	194 670	226 621	386 573	443 344	443 578	480 259	558 415
Crédits mutuels et coopératives financières	61 598	64 095	75 963	87 758	108 462	117 886	118 438
<i>dont : comptes PME</i>	385	395	7 033	5 643	3 968	6 800	6 801
<i>comptes ménages</i>	61 213	63 700	68 930	82 115	104 494	111 086	111 637
IMF acceptant des dépôts	42 852	53 034	61 466	80 599	97 176	85 488	90 259
<i>dont : comptes PME</i>	41	403	4 430	5 602	7 726	6 782	8 767
<i>comptes ménages</i>	42 811	52 631	57 036	74 997	89 450	78 706	79 121
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : comptes PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>comptes ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	89 382	105 480	104 391	113 820	123 619	146 356	114 642
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : comptes PME</i>							
<i>comptes ménages</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : comptes PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>comptes ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	89 382	105 480	104 391	113 820	123 619	146 356	114 642
<i>dont : polices d'assurance-vie</i>	19 868	31 525	40 672	54 611	37 323	44 917	27 026
<i>Police d'assurance non-vie</i>	69 514	73 955	63 719	59 209	86 296	101 439	87 616

Source : BCRG/DGES/DSBP

Nombre d'emprunteurs

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Autres institutions de dépôts	172 865	203 235	352 863	374 877	381 785	401 735	419 097
Banques commerciales	41 502	54 066	89 734	70 257	104 013	79 101	74 706
<i>dont : emprunteurs PME</i>	1 086	1 460	4 061	2 151	3 207	2 475	2 291
<i>emprunteurs ménages</i>	9 753	12 706	83 960	67 039	100 395	76 133	70 581
Crédits mutuels et coopératives financières	7 814	18 346	8 374	10 215	13 133	23 203	23 316
<i>dont : emprunteurs PME</i>	366	358	545	657	1 950	4 290	4 299
<i>emprunteurs ménages</i>	7 448	17 988	7 829	9 558	11 183	18 901	19 005
IMF acceptant des dépôts	123 549	130 823	254 755	294 405	264 639	299 431	321 075
<i>dont : emprunteurs PME</i>	567	762	34 635	43 330	39 625	45 033	50 434
<i>emprunteurs ménages</i>	122 882	129 626	220 120	251 075	225 014	252 449	268 297
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : emprunteurs PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>emprunteurs ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	113	99	2 985	2 235	2 244	2 420	2 570
<i>dont : emprunteurs PME</i>							
<i>emprunteurs ménages</i>							
<i>IMF n'acceptant pas de dépôts</i>	113	99	2 985	2 235	2 244	2 420	2 570
<i>dont : emprunteurs PME</i>	79	80	2 805	2 235	2 244	2 420	2 570
<i>emprunteurs ménages</i>	34	19	180	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

Nombre de comptes de prêts

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Autres institutions de dépôts	206 470	241 165	407 945	411 398	452 248	467 826	481 322
Banques commerciales	69 231	86 935	115 009	98 900	127 378	110 057	100 104
<i>dont : emprunteurs PME</i>	1 496	2 122	4 365	2 435	3 855	2 815	2 582
<i>emprunteurs ménages</i>	16 442	30 948	108 427	95 099	117 616	106 624	96 540
Crédits mutuels et coopératives financières	12 615	21 481	8 374	10 215	13 138	21 969	22 083
<i>dont : emprunteurs PME</i>	5 167	3 493	545	657	1 955	3 057	3 066
<i>emprunteurs ménages</i>	7 448	17 988	7 829	9 558	11 183	18 914	19 019
IMF acceptant des dépôts	124 624	132 749	284 562	302 283	311 732	335 800	359 135
<i>dont : emprunteurs PME</i>	667	1 197	35 224	43 330	39 816	30 436	32 715
<i>emprunteurs ménages</i>	123 957	131 552	249 338	258 953	271 916	305 364	326 420
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : emprunteurs PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>emprunteurs ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	113	99	2 985	2 235	2 244	2 420	2 570
<i>dont : emprunteurs PME</i>							
<i>emprunteurs ménages</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	113	99	2 985	2 235	2 244	2 420	2 570
<i>dont : emprunteurs PME</i>	79	80	2 805	2 235	2 244	2 420	2 570
<i>emprunteurs ménages</i>	34	19	180	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

Encours des dépôts

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Autres institutions de dépôts	4 782 595	4 970 576	8 651 490	10 154 490	11 505 179	13 234 007	13 371 736
Banques commerciales	4 703 853	4 852 129	8 517 093	9 985 370	11 280 724	12 942 657	13 077 448
<i>dont : dépôts PME</i>	992 791	1 108 082	2 644 258	1 216 849	4 136 190	3 175 722	3 399 541
<i>dépôts ménages</i>	1 555 814	1 925 197	3 538 214	4 963 911	5 660 827	6 413 254	6 732 351
Crédits mutuels et coopératives financières	25 189	35 882	34 607	63 917	53 987	73 782	73 849
<i>dont : dépôts PME</i>	160	837	244	10 646	13 065	26 977	26 985
<i>dépôts ménages</i>	25 028	35 045	34 363	53 271	40 922	46 805	46 864
IMF acceptant des dépôts	53 553	82 565	99 790	105 203	170 468	217 568	220 439
<i>dont : dépôts PME</i>	511	1 166	1 265	9 092	38 668	69 857	63 965
<i>dépôts ménages</i>	53 042	81 398	98 525	96 111	131 800	129 158	156 474
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : dépôts PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>dépôts ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	54 494	71 396	98 509	105 265	111 457	136 773	180 779
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : fonds des PME</i>							
<i>fonds des ménages</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : fonds des PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>fonds des ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	54 494	71 396	98 509	105 265	111 457	136 773	180 779
<i>dont : réserves tech. d'assurance-vie</i>	33 643	41 186	32 317	39 550	58 910	78 287	117 184
<i>réserves tech. d'assurance non-vie</i>	20 851	30 210	66 192	65 715	52 546	58 486	63 595

Source : BCRG/DGES/DSBP

Encours des prêts

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Autres institutions de dépôts	1 475 684	1 896 472	3 790 062	5 879 721	6 444 737	7 396 551	7 732 841
Banques commerciales	1 358 162	1 755 331	3 642 778	5 740 121	6 281 463	7 021 628	7 473 335
<i>dont : prêts aux PME</i>	268 129	440 384	920 217	512 944	3 085 532	1 826 507	2 514 910
<i>prêts aux ménages</i>	333 788	437 779	1 005 770	1 565 815	1 756 182	1 574 142	1 547 478
Crédits mutuels et coopératives financières	22 435	27 843	27 638	42 277	33 295	67 605	67 700
<i>dont : prêts aux PME</i>	883	725	631	22 840	13 806	22 356	22 315
<i>prêts aux ménages</i>	21 552	27 118	27 007	19 437	19 489	44 874	45 010
IMF acceptant des dépôts	95 087	113 298	119 646	97 323	129 979	307 318	191 806
<i>dont : prêts aux PME</i>	18 391	8 993	4 950	8 811	36 770	66 532	27 971
<i>prêts aux ménages</i>	76 696	104 305	114 696	85 511	93 209	232 472	151 333
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : prêts aux PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>prêts aux ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	836	5 076	9 601	9 654	10 699	6 381	7 515
<i>dont : prêts aux PME</i>							
<i>prêts aux ménages</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	836	5 076	9 601	9 654	10 699	6 381	7 515
<i>dont : prêts aux PME</i>	621	3 970	8 996	9 654	10 699	6 381	7 515
<i>prêts aux ménages</i>	215	1 106	605	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

Banques mobiles

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de comptes bancaires mobiles enregistrés		50 000	172 736	613 047	983 834	1 674 475	2 329 281
Nombre de comptes bancaires mobiles actifs		100	7 000	35 365	190 157	662 855	1 071 818
Nombre de points de vente enregistrés					4 206	14 229	29 599
Nombre de points actifs/agents actifs					2 298	10 034	18 282
Valeur des transactions bancaires mobiles (année de réf.)		...	5 940	104 041	842 331	6 414 621	18 470 607
Nombre de transactions bancaires mobiles (année de réf.)		...	125 279	1 282 378	6 685 860	44 360 694	129 064 591
Soldes en cours des comptes bancaires mobiles		...	350	4 580	33 153	9 270	309 064

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 32 : Évolution trimestrielle des indicateurs de solidité financière de 2016 – 2017

Indicateurs et séries sous-jacentes en pourcentage, sauf indication contraire	Année						
	unités de Monnaie Nationale						
	MN	MN	MN	MN	MN	MN	MN
	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions
Période	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17
ISF centraux pour les institutions collectrices de dépôts							
Fonds propres réglementaires/actifs pondérés en fonction des risques	18,34%	16,46%	17,89%	18,65%	17,91%	18,38%	16,83%
Total des fonds propres réglementaires	1 508 365,98	1 704 735,56	2 000 659,71	2 360 610,86	2 372 230,68	2 356 079,47	2 324 190,91
Actifs pondérés en fonction des risques	8 224 321,26	10 356 523,69	11 182 833,81	12 660 461,91	13 248 022,80	12 818 953,84	13 808 678,90
Fonds réglementaire de base/actifs pondérés en fonction des risques	18,56%	16,87%	18,00%	19,07%	18,21%	18,77%	17,43%
Fonds réglementaires de base	1 526 278,58	1 747 451,54	2 013 217,25	2 413 850,69	2 412 238,20	2 405 739,77	2 407 082,88
Actifs pondérés en fonction des risques	8 224 321,26	10 356 523,69	11 182 833,81	12 660 461,91	13 248 022,80	12 818 953,84	13 808 678,90
Prêts improductifs moins provisionnement/fonds propres	8,02%	6,82%	14,66%	12,91%	14,43%	13,06%	11,30%
Prêts improductifs moins provisionnement	122 432,14	119 172,47	295 215,92	311 742,54	348 203,56	314 215,35	272 014,10
Fonds propres	1 526 278,58	1 747 451,54	2 013 217,25	2 413 850,69	2 412 238,20	2 405 739,77	2 407 082,88
Prêts improductifs/total des prêts bruts	6,06%	6,07%	9,44%	10,00%	11,42%	11,14%	10,68%
Prêts improductifs	363 182,89	457 122,13	758 236,78	772 742,46	861 271,90	868 225,27	873 740,81
Total des prêts bruts	5 988 299,56	7 528 667,70	8 030 174,83	7 725 035,89	7 543 432,70	7 794 219,73	8 184 476,39
Répartition sectorielle des prêts/total des prêts							
Répartition sectorielle des prêts							
Résidents	99,55%	99,71%	99,97%	99,42%	99,95%	99,69%	99,70%
Prêts aux résidents	5 961 572,09	7 506 990,51	8 027 405,72	7 680 316,58	7 539 303,80	7 770 395,91	8 160 140,31
Répartition sectorielle du total des prêts : institutions collectrices de dépôts	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts aux institutions collectrices de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Répartition sectorielle du total des prêts : banque centrale	0,00%	0,13%	0,11%	0,06%	0,16%	0,02%	0,02%
Prêts à la banque centrale	0,00	10 000,00	9 225,31	4 600,00	11 830,00	1 830,00	1 830,00

Répartition sectorielle du total des prêts : autres sociétés financières	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts aux autres sociétés financières	0,00	3,52	28,70	0,00	0,00	0,00	0,00
Répartition sectorielle du total des prêts : administrations publiques	0,03%	0,03%	0,02%	0,02%	0,33%	0,22%	0,20%
Prêts aux administrations publiques	1 955,30	1 970,05	1 304,75	1 715,61	24 638,39	17 364,37	16 710,10
Répartition sectorielle du total des prêts : sociétés non financières	60,02%	58,86%	53,03%	54,00%	54,34%	55,79%	59,86%
Prêts aux sociétés non financières	3 594 271,03	4 431 247,17	4 258 346,13	4 171 275,43	4 099 079,98	4 348 054,41	4 899 316,98
Répartition sectorielle du total des prêts : autres secteurs intérieurs	39,50%	40,69%	46,80%	45,34%	45,12%	43,66%	39,62%
Prêts aux autres secteurs intérieurs	2 365 345,76	3 063 769,76	3 758 500,83	3 502 725,54	3 403 755,43	3 403 147,14	3 242 283,24
Non-résidents	0,45%	0,29%	0,03%	0,58%	0,05%	0,31%	0,30%
Prêts aux non-résidents	26 727,47	21 677,19	2 769,11	44 719,31	4 128,90	23 823,82	24 336,08
Total des prêts bruts	5 988 299,56	7 528 667,70	8 030 174,83	7 725 035,89	7 543 432,70	7 794 219,73	8 184 476,39
Rentabilité des actifs	1,65%	2,24%	2,15%	2,35%	2,23%	2,06%	2,05%
Produit net	226 841,37	363 538,06	384 939,78	429 023,88	412 310,73	388 816,00	402 766,78
Total des actifs (établir une moyenne sur la période)	13 725 400,61	16 254 415,32	17 923 853,00	18 221 898,77	18 450 293,72	18 897 198,57	19 649 145,23
Rentabilité des fonds propres	15,24%	20,93%	18,81%	19,38%	17,09%	16,14%	16,74%
Produit net	226 841,37	363 538,06	384 939,78	429 023,88	412 310,73	388 816,00	402 766,78
Fonds propres (établir une moyenne sur la période)	1 488 049,41	1 736 823,94	2 045 949,29	2 213 533,97	2 413 044,45	2 408 988,99	2 406 411,33
Marge d'intérêt/produit brut	22,60%	20,10%	38,93%	40,68%	40,82%	41,27%	41,76%
Marge d'intérêt	682 007,70	828 625,70	1 061 767,50	278 926,79	556 329,27	839 707,67	1 142 725,79
Produit brut	3 017 848,70	4 123 264,11	2 727 663,93	685 698,76	1 363 024,85	2 034 433,09	2 736 557,76
Charges hors intérêts/produit brut	88,20%	86,58%	79,22%	76,50%	76,41%	78,45%	78,13%
Charges hors intérêts	2 661 618,63	3 570 094,14	2 160 781,54	524 549,96	1 041 521,84	1 596 029,87	2 137 946,16
Produit brut	3 017 848,70	4 123 264,11	2 727 663,93	685 698,76	1 363 024,85	2 034 433,09	2 736 557,76
Actifs liquides/total des actifs	32,76%	25,56%	28,89%	26,23%	30,39%	28,91%	26,83%
Actifs liquides	4 501 463,28	4 231 075,82	5 295 127,66	4 751 501,44	5 709 357,40	5 494 272,37	5 444 319,08

Total des actifs	13 742 762,89	16 554 967,63	18 330 963,19	18 112 834,34	18 787 753,09	19 006 644,05	20 291 646,41
Actifs liquides/passifs à court terme	50,08%	42,15%	45,80%	42,74%	48,62%	46,25%	43,11%
Actifs liquides	4 501 463,28	4 231 075,82	5 295 127,66	4 751 501,44	5 709 357,40	5 494 272,37	5 444 319,08
Passifs à court terme	8 988 973,92	10 038 477,61	11 560 186,04	11 116 308,02	11 743 148,81	11 880 353,09	12 629 533,74
Position ouverte nette en monnaies étrangères/fonds propres	30,71%	-56,35%	25,11%	56,89%	68,26%	51,13%	79,16%
Position ouverte nette en monnaies étrangères	468 733,29	-984 652,00	505 448,05	1 373 167,26	1 646 665,50	1 230 025,84	1 905 379,21
Fonds propres	1 526 278,58	1 747 451,54	2 013 217,25	2 413 850,69	2 412 238,20	2 405 739,77	2 407 082,88
ISF encouragés							
Institutions collectrices de dépôts							
Fonds propres/actifs	11,11%	10,56%	10,98%	13,33%	12,84%	12,66%	11,86%
Fonds propres	1 526 278,58	1 747 451,54	2 013 217,25	2 413 850,69	2 412 238,20	2 405 739,77	2 407 082,88
Total des actifs	13 742 762,89	16 554 967,63	18 330 963,19	18 112 834,34	18 787 753,09	19 006 644,05	20 291 646,41
Grands risques/fonds propres	90,81%	99,12%	142,40%	139,42%	135,83%	105,42%	162,41%
Valeur des grands risques	1 385 958,00	1 732 099,00	2 866 861,00	3 365 455,50	3 276 520,50	2 536 080,28	3 909 355,84
Fonds propres	1 526 278,58	1 747 451,54	2 013 217,25	2 413 850,69	2 412 238,20	2 405 739,77	2 407 082,88
Répartition géographique des prêts/total des prêts							
Répartition géographique des prêts							
Économie nationale	99,55%	99,71%	99,97%	99,42%	99,95%	99,69%	99,70%
Prêts à l'économie nationale	5 961 572,09	7 506 990,51	8 027 405,72	7 680 316,58	7 539 303,80	7 770 395,91	8 160 140,31
Répartition géographique du total des prêts : économies avancées, Chine exclue	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts aux économies avancées, Chine exclue	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : autres pays émergents et en développement, Chine incluse	0,45%	0,29%	0,03%	0,58%	0,05%	0,31%	0,30%
Prêts aux autres pays émergents et en développement, Chine incluse	26 727,47	21 677,19	2 769,11	44 719,31	4 128,90	23 823,82	24 336,08
Répartition géographique du total des prêts : Afrique	0,45%	0,29%	0,03%	0,58%	0,05%	0,31%	0,30%

Prêts à l'Afrique	26 727,47	21 677,19	2 769,11	44 719,31	4 128,90	23 823,82	24 336,08
dont : Afrique subsaharienne	0,45%	0,29%	0,03%	0,58%	0,05%	0,31%	0,30%
dont : prêts à l'Afrique subsaharienne	26 727,47	21 677,19	2 769,11	44 719,31	4 128,90	23 823,82	24 336,08
Répartition géographique du total des prêts : Europe centrale et orientale	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts à l'Europe centrale et orientale	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : Communauté des États indépendants et Mongolie	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts à la Communauté des États indépendants et à la Mongolie	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : pays en développement d'Asie, Chine incluse	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts aux pays en développement d'Asie, Chine incluse	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : Moyen-Orient	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts au Moyen-Orient	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : Hémisphère occidental	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts l'Hémisphère occidental	0	0	0	0	0	0	0
Total des prêts bruts	5 988 299,56	7 528 667,70	8 030 174,83	7 725 035,89	7 543 432,70	7 794 219,73	8 184 476,39
Position d'actif brute sur dérivés financiers/fonds propres	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Position d'actif brute sur dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds propres	1 526 278,58	1 747 451,54	2 013 217,25	2 413 850,69	2 412 238,20	2 405 739,77	2 407 082,88
Position de passif brute sur dérivés financiers/fonds propres	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Position de passif brute sur dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds propres	1 526 278,58	1 747 451,54	2 013 217,25	2 413 850,69	2 412 238,20	2 405 739,77	2 407 082,88
Produit des transactions/produit brut	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
gains (pertes) de transaction et de change	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Produit brut	3 017 848,70	4 123 264,11	2 727 663,93	685 698,76	1 363 024,85	2 034 433,09	2 736 557,76
Charges de personnel/charges hors intérêts	10,25%	9,15%	16,56%	17,12%	18,13%	18,14%	18,61%
Charges de personnel	272 831,22	326 724,92	357 788,95	89 783,96	188 862,53	289 586,14	397 887,53

Charges hors intérêts	2 661 618,63	3 570 094,14	2 160 781,54	524 549,96	1 041 521,84	1 596 029,87	2 137 946,16
Écart entre les taux débiteur et créateur de référence (points de base)	1 338	1 221	1 470	1 511	1 568	1 573	1 540
Dépôts de la clientèle/total des prêts (non interbancaires)	181,42%	170,30%	175,02%	177,67%	189,73%	184,99%	190,95%
Dépôts de la clientèle	10 863 917,90	12 821 676,48	14 054 344,90	13 725 229,92	14 312 055,22	14 418 865,67	15 628 259,77
Total des prêts bruts	5 988 299,56	7 528 667,70	8 030 174,83	7 725 035,89	7 543 432,70	7 794 219,73	8 184 476,39
Prêts libellés en monnaies étrangères/total des prêts	26,75%	29,17%	27,46%	22,49%	18,21%	19,75%	19,99%
Prêts libellés en monnaies étrangères	1 601 836,33	2 196 299,70	2 204 764,63	1 737 569,61	1 373 698,89	1 539 101,53	1 635 980,79
Total des prêts bruts	5 988 299,56	7 528 667,70	8 030 174,83	7 725 035,89	7 543 432,70	7 794 219,73	8 184 476,39
Passifs libellés en monnaies étrangères/total des passifs	25,96%	26,53%	29,43%	30,47%	33,68%	30,84%	30,19%
Passifs libellés en monnaies étrangères	3 130 104,55	3 833 925,81	4 624 346,40	4 736 091,02	5 427 422,81	5 012 021,18	5 264 279,06
Total des passifs	12 056 198,40	14 448 894,80	15 711 476,77	15 541 011,15	16 116 832,22	16 253 263,23	17 438 956,64
Position ouverte nette en actions/fonds propres	-6,26%	-4,83%	-7,51%	-6,36%	-1,63%	-2,83%	-1,73%
Position ouverte nette en actions	-95 580,90	-84 353,11	-151 102,86	-153 605,32	-39 311,60	-68 045,33	-41 692,84
Fonds propres	1 526 278,58	1 747 451,54	2 013 217,25	2 413 850,69	2 412 238,20	2 405 739,77	2 407 082,88
Produit intérieur brut	50 764 198,10	65 627 000,00	75 000 000,00	82 974 000,00	82 974 000,00	82 974 000,00	82 974 000,00
Prêts immobiliers résidentiels/total des prêts bruts	0,73%	0,67%	0,53%	0,49%	0,47%	0,63%	0,51%
Prêts immobiliers résidentiels	43 554,57	50 365,54	42 643,23	37 879,33	35 488,62	49 089,59	41 610,47
Total des prêts bruts	5 988 299,56	7 528 667,70	8 030 174,83	7 725 035,89	7 543 432,70	7 794 219,73	8 184 476,39
Prêts immobiliers commerciaux/total des prêts bruts	0,90%	4,08%	2,59%	2,66%	2,67%	2,55%	2,99%
Prêts immobiliers commerciaux	53 843,21	307 067,91	208 104,51	205 409,37	201 516,72	198 477,31	245 117,00
Total des prêts bruts	5 988 299,56	7 528 667,70	8 030 174,83	7 725 035,89	7 543 432,70	7 794 219,73	8 184 476,39

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP